

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CABARET

Étude de droit administratif et de législation financière

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 29 Mai 1916, à 1 h. 1/2

PAR

HENRI VIDAL

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur
Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur*
SOUCHON, professeur

PARIS (5°)
M. GIARD & É. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LE CABARET

Étude de droit administratif et de législation financière

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 29 Mai 1916, à 1 h. 1/2

PAR

HENRI VIDAL

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur
Suffragants { MM. FERNAND FAURE, professeur
SOUCHON, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916



LE CABINET

ÉCRIT PAR LE GÉNÉRAL DE LA PAIX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

PAR

HENRI VIDAL

DOCTEUR EN MÉDECINE
DIPLOMÉ DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
LE 10 MARS 1894

PARIS (2)

H. VIDAL & C^{ie}

ÉDITEURS

100, RUE DE LA PAIX, 100

1894

DÉFINITION

Que faut-il entendre par cette expression : « le cabaret » ? Si, pour avoir une définition précise, légale, nous consultons le tarif des patentes, nous y voyons bien figurer dans la sixième classe la profession de cabaretier, mais nous n'y trouvons aucun éclaircissement ; le classement des professions dépend en effet de la jurisprudence de la cour de cassation. Celle-ci a eu l'occasion de rendre en la matière d'assez nombreux arrêts, dont les termes varient quelque peu, mais peuvent néanmoins se résumer dans la formule suivante : « Est cabaretier, celui qui ne se borne pas à donner à boire et à manger à très bas prix, mais qui débite habituellement chez lui, en dehors des repas, du vin, de la bière, des liqueurs et des boissons de toute nature sur des tables dressées à cet effet ». C'est là le sens étroit du mot.

Mais, dans cette étude, nous ne voulons pas distinguer le cabaretier proprement dit, du cafetier, du maître d'estaminet, de l'aubergiste, du marchand de vin, du gargo-

tier, du débitant de vin au petit détail ou du débitant de liqueurs et d'eaux-de-vie, Ce que nous entendons par le cabaret, c'est le débit de boissons à consommer sur place d'une façon générale. Le terme employé s'applique habituellement à un débit de bas étage, mais ce n'est pas ainsi qu'il faut le comprendre ici ; c'est un mot employé dans un sens péjoratif, un terme de mépris à l'adresse des débits de boissons qui sont tous aussi néfastes au point de vue social, qu'ils soient luxueux ou non.

L'objet de cette étude est d'examiner, tant au point de vue fiscal qu'administratif, la législation spéciale régissant le cabaret.

Mais avant de commencer cet examen, il convient de rechercher et d'étudier les causes de cette législation spéciale.

CHAPITRE PREMIER

MOTIFS DE LA LÉGISLATION SPÉCIALE CONCERNANT LE CABARET

Trois ordres de considérations justifient une législation spéciale :

1° Les considérations d'ordre politique ; 2° celles d'ordre moral et hygiénique ; 3° celles d'ordre fiscal.

Nous allons les étudier distinctement et dans l'ordre indiqué ci-dessus :

SECTION I

Considérations d'ordre politique.

Les cabarets sont tous des lieux de réunion, si à ce mot de réunion on donne le sens général et vulgaire d'assemblée de personnes, analogue à un groupement accidentel, à un rassemblement, à une foule qui stationne

ou circule. Et, dans cette acception du mot, les cabarets sont des lieux de réunion, dont la clientèle ordinaire appartient à des classes facilement accessibles, plus sujettes peut-être que d'autres aux entraînements irréfléchis, aux mouvements impulsifs ; les discussions y dégénèrent en disputes, parfois en rixes, d'autant plus facilement que les têtes y sont échauffées par les libations qu'on y fait. L'ordre public est donc intéressé à ce qu'ils soient surveillés.

La plupart des cabarets constituent, d'autre part, le lieu où sont agitées les questions d'intérêt général ou local, l'officine où se discutent les candidatures, où s'élaborent les élections dans des conditions qui ne contribuent guère à assurer les meilleurs choix ; ce fait est tellement patent que, dans certaines législations étrangères, la fermeture des cabarets les jours d'élection est prescrite, et qu'en France, certains parlaient d'introduire cette règle. Les cabarets, où ont lieu des discussions de cette sorte, sont bien alors des lieux de réunion au sens légal du mot : collection d'individus unis par l'idée commune de se trouver ensemble pour se livrer à des discussions et au besoin y entendre des discours. Tous les cabarets ne sont pas des lieux de réunion dans ce sens strict et précis, mais occasionnellement tous peuvent le devenir. D'ailleurs un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 9 août 1915, confirme cette théorie : — Par lui sont rejetés les pourvois formés par un cafetier d'Annecy et un autre de Bayonne contre

les décisions ordonnant la fermeture de leurs établissements. Il s'agissait d'interpréter la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège qui porte que l'Autorité Militaire a le droit d'interdire les « réunions » qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir la discorde. Le Conseil d'Etat a estimé que le mot « réunion », pris dans son sens large, comprenait les cabarets et qu'en conséquence le commandant d'armes d'une place pouvait valablement ordonner la fermeture d'un café ou d'un débit.

Mais, si le cabaret est un lieu de réunion, sa liberté est incompatible avec un régime qui n'admet pas la liberté de réunion. Aussi peut-on voir, par l'histoire, que les règlements concernant les cabarets et ceux concernant les réunions ont passé par les mêmes phases de restrictions et de libertés. Si, par le décret du 19 décembre 1851, le cabaret est soumis au régime de l'autorisation nécessaire et de la permission administrative, la liberté de réunion, qu'un décret du 19 avril 1848 avait pompeusement qualifié « de besoin pour la République et pour les citoyens un droit », est jugulée par le décret du 25 mars 1852, qui, confondant réunions et associations, interdit tout groupement de plus de vingt personnes sans autorisation préalable de l'administration. Si la loi de 1868 donne aux réunions l'apparence de la liberté, c'est à la loi du 30 juin 1881 qu'il faut arriver pour retrouver un régime très libéral. Or c'est par la loi du 17 juillet 1880 qu'a été abrogé le décret de 1851 et qu'a été rendue la liberté au cabaret.

Les formalités pour l'ouverture d'une réunion ou d'un débit sont d'ailleurs, sous l'empire de ces deux lois, à peu près les mêmes : une déclaration à l'autorité administrative qui a pour but de mettre les pouvoirs compétents à même de sauvegarder l'ordre public.

En résumé les cabarets, comme les réunions, peuvent avoir de graves répercussions sur l'ordre public et, à ce titre, justifient une certaine législation de police, dans le sens le plus large du mot.

SECTION II

Considérations d'ordre moral et hygiénique.

A. — *Le cabaret est un centre de réunion de malfaiteurs.*

C'est, en effet, dans les débits de bas étage, comme on en voit dans les quartiers populeux des grandes villes ou dans leurs faubourgs, que se rencontrent, que se donnent rendez-vous les individus louches, que se tiennent les assises des bandes organisées de cambrioleurs ou même d'assassins.

C'est dans des salles remplies de l'odeur âcre de la fumée et des liqueurs, que les indicateurs, les pourvoyeurs du crime viennent fournir aux habitués des renseignements sur les « coups à faire », leur signalant, par

exemple, les maisons dont les occupants sont momentanément absents et où, par là même, le cambriolage est plus facile et présente moins de risques. C'est là aussi que les professionnels recrutent des complices pour les aider dans leur sinistre besogne : au nouveau, sera attribuée la besogne la plus facile, faire le guet, par exemple, pendant que les autres opéreront ; on fait miroiter à ses yeux l'argent qu'il gagnera sans grands risques ; et, abêti par la boisson, pressé par le besoin, il accepte le rôle qu'on lui fait jouer, il va grossir l'armée du crime ; s'il avait toute salucidité d'esprit, il refuserait ; c'était peut-être un ouvrier sans travail ; c'est maintenant un malfaiteur. Le cabaret a aidé à sa déchéance morale.

C'est au cabaret, qu'avant de partir en expédition, ces associés d'un nouveau genre viennent « se donner du cœur à l'ouvrage ». C'est dans la salle même du débit ou à sa porte, qu'est subtilisé au nouvel ami le portemonnaie que celui-ci a eu l'aveugle confiance de montrer bien garni. C'est d'un cabaret, aux volets mi-clos sur les boulevards extérieurs à peu près déserts, que sort l'apache pour dévaliser le promeneur attardé. C'est là, qu'entre associés, sont partagés les bénéfices du crime ; c'est là aussi, au retour de l'expédition, que les assassins boivent et se saoulent pour étouffer le remords, pour oublier, ou même simplement par plaisir ; car certains volent ou tuent pour faire la fête. C'est là encore que ces tristes individus briguent et se disputent les faveurs

de femmes aux mœurs faciles ; c'est là que naissent entre chevaliers du couteau ou du browning, des rivalités amoureuses, qui se dénouent en un duel singulier ou même en une véritable bataille rangée, si les rivaux sont des chefs de bandes, combats qui souvent ne font de victimes que parmi les paisibles et innocents promeneurs.

Mais c'est là aussi, au cabaret, que doivent aller les agents de la police secrète pour trouver la trace de tous ces malfaiteurs et pour, si possible, être renseignés à l'avance sur leurs projets, pour les devancer, les empêcher de nuire et de mettre à exécution leurs sinistres desseins.

De tels lieux doivent donc, dans l'intérêt public et général, être l'objet d'une réglementation spéciale.

Qu'on ne nous accuse pas de noircir le tableau ; certes, à côté de ces cabarets malfamés, il en existe beaucoup d'autres qui, quoique pas plus luxueux, sont très honnêtement tenus ; mais l'intérêt public prime toute autre considération ; la distinction entre les bons et les mauvais cabarets ne peut être faite ; tous doivent être l'objet d'une réglementation de police uniforme.

D'ailleurs, si nous consultons les statistiques des crimes ou des délits, nous voyons que beaucoup de ceux-ci sont commis par des alcooliques. A notre avis, ces délinquants n'ont pas été poussés à commettre le crime ou le délit qui leur est reproché, seulement par l'ingestion habituelle de boissons alcooliques, mais aussi par

l'action du milieu dans lequel ils ont vécu, dans cette atmosphère vicieuse du cabaret où, l'intelligence obscurcie, le cerveau embué d'alcool, ils n'ont que, plus facilement qu'ailleurs, suivi, sur la pente fatale, leurs compagnons de libations.

B. — *Le cabaret est un lieu de débauche.*

Pour nous en convaincre, il nous suffit de parcourir par la pensée toute la gamme des cabarets. Laissons de côté les maisons closes, qui sont l'objet d'un règlement sanitaire et de police absolument spécial et qui, cependant, sont, en même temps que des lieux de plaisir, des cabarets.

Nous rencontrons les cabarets chantant dont la réputation, au point de vue qui nous occupe actuellement, est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'insister. Nous trouvons les établissements de nuit où, bercés par la musique des tziganes, à demi grisés par le champagne et les liqueurs fines, les fils de famille s'amuse en compagnie de femmes de mœurs légères. Nous voyons, dans les grandes villes, les bars, les tavernes peuplés à la terrasse comme à l'intérieur de filles, qui sont là pour faire rapidement connaissance avec un ami quelconque, des filles un peu plus haut classées dans cette catégorie spéciale que celles qui « font le trottoir » mais, moralement, tombées aussi bas. Le café de province, tout au

moins, n'est pas envahi par cette tourbe, c'est le lieu tranquille où, à l'heure de l'apéritif, les bourgeois petits ou grands viennent « faire la partie ». Enfin, au dernier degré de ce classement, le cabaret sordide aux chaises ou même aux tabourets dépaillés, où se réunissent les filles et les souteneurs.

Il nous reste encore à parler d'une catégorie d'établissements, que nous avons jusqu'ici volontairement omis dans notre nomenclature, parce que c'est la plus importante quant au nombre, et qu'elle paraît constituée par des cabarets moralement sains, mais qu'il n'en est rien. Ces cabarets sont ceux, dont Joseph Reinach dans son livre intitulé : *Contre l'alcoolisme*, parle en ces termes : « Quand l'homme a bu, il passe dans l'arrière-boutique
« où la servante l'appelle. A Lille, à Rennes, dans nos
« grands ports de mer, dans les villes de garnison, la
« moitié au moins de ces servantes ne sont pas majeures.
« Ce sont pour la plupart des petites filles venues de la
« campagne, encore innocentes, que le cabaretier pré-
« sente d'ordinaire comme des parentes pauvres, qui ne
« s'attendaient pas à ces exigences spéciales du métier,
« résistent, puis cèdent... Beaucoup de ces servantes ont
« vite fait de devenir malades... l'alcoolisme est partout
« le complice de la syphilis. Quand le cabaret est bien
« achalandé, le tenancier s'assure la clientèle de filles en
« carte et son débit communique avec des garnis à
« l'heure ». L'auteur évalue à 50.000 le nombre de ces
« cabarets à femme ». C'est la catégorie la plus hon-

teuse des divers genres d'établissements que nous avons examinés. Car, dans ce cas, le cabaret devient le pourvoyeur du trottoir.

C. — *Le cabaret constitue une excitation à la paresse.*

Cette action néfaste du cabaret tient aux deux causes suivantes :

1° En lui-même, le cabaret est, pour l'ouvrier, un centre d'attraction, un lieu de plaisir, de délice, qui l'empêche d'aller où son travail l'appelle. Les premières fois qu'il va au cabaret, c'est parce qu'il y est entraîné par des camarades pour continuer une conversation entamée dans la rue à la sortie de l'atelier. Il y retourne, ensuite, de lui-même, pour se trouver en société, pour y discuter sur la politique, sur les questions syndicales ou pour y faire la partie. Il y reste le plus longtemps possible, évitant de rentrer chez lui, où il fait froid l'hiver, où les petits ont faim et pleurent, où sa femme s'épuise à lutter contre la misère qu'il crée, de ses propres mains, en dépensant au cabaret sa paye. Aller au cabaret devient pour lui une habitude, une nécessité. Son métier ne l'intéresse plus, il n'a plus le goût de bien faire ; il lui tarde d'avoir fini ses heures de travail pour retourner au cabaret dont il vient de sortir ; ou même il fait comme ces dockers, dont parle Reinach dans sa conférence sur les lois anti-alcooliques et la guerre faite le

23 avril 1915 à la ligue française de l'Enseignement, qui, en dehors des heures de repos où ils vont au cabaret, s'échappent encore dès qu'ils ne sont plus surveillés et vont boire en supplément dans les nombreux estaminets du port.

2° Les boissons alcooliques, que l'ouvrier consomme au cabaret et qui, les premières fois, ou, quand il les absorbait en petites quantités, lui paraissaient augmenter sa vigueur, le réchauffer, lui ont seulement donné un coup de fouet, mais maintenant affaiblissent son corps et engourdissent son esprit.

Ces deux causes, se combinant, produisent les résultats signalés par tous les auteurs qui ont étudié l'alcoolisme ; le dimanche ne suffit plus à l'ouvrier pour boire ; il lui faut la « Saint-Lundi ». « A Rouen, pour les ter-
« rassiers, le nombre des journées perdues a doublé de-
« puis trente ans et la moyenne des manquants a triplé
« au lendemain des jours de paye (1). »

Son travail devient moins productif (c'est avec des ouvriers de cette catégorie, que le rendement de nos usines diminue et que nos industries ne peuvent lutter contre la concurrence étrangère).

Finalement, vaincu par le cabaret, l'ouvrier ne fréquente plus l'atelier qu'à intervalles irréguliers, quand il n'a plus d'argent pour boire.

(1) Bruno. — Son rapport au congrès international contre l'abus des boissons alcooliques.

D. — *Le cabaret est une des causes du développement de l'alcoolisme.*

C'est même la principale. Car c'est à l'accroissement considérable qu'a pris la consommation des boissons spiritueuses qu'il faut attribuer l'apparition de ce fléau. Certains ont voulu lui trouver une autre cause dans la substitution des alcools d'industrie extraits des grains, des betteraves ou des mélasses, aux eaux-de-vie naturelles, provenant de la distillation des vins, des marcs, des cidres, des fruits. C'est la thèse des bouilleurs de cru et surtout des distillateurs des Charentes. Ils ont accusé les premiers de renfermer des impuretés particulièrement toxiques. Mais il est aujourd'hui reconnu que les eaux-de-vie naturelles contiennent aussi des impuretés, qui sont des poisons violents, qu'elles en contiennent même davantage parce qu'elles ne sont pas rectifiées et ne peuvent pas l'être, attendu que cette opération aurait pour résultat de leur faire perdre leur parfum, et, par suite, d'abaisser leur valeur marchande. Mais, dans les alcools d'industrie, comme dans les eaux-de-vie naturelles, les impuretés sont en quantités trop minimes pour que leur nocivité ajoute beaucoup à celle de l'alcool. Les progrès de l'alcoolisme doivent donc être rattachés à l'augmentation de la consommation de l'alcool.

Or, ce qui contribue le plus au développement de la consommation des boissons en général et plus particulièrement des boissons alcooliques, c'est le cabaret. Il n'en est d'ailleurs pas l'unique cause. On en peut citer deux autres.

L'abaissement du prix de l'alcool par suite de la substitution des alcools d'industrie aux eaux-de-vie de vin et l'extension du privilège des bouilleurs de cru. Mais ces causes ont moins d'importance qu'on pourrait le croire ; en effet, d'une part, à l'abaissement du prix de l'alcool, a correspondu une augmentation des droits qu'il supporte, et, d'autre part, le privilège des bouilleurs de cru ne peut avoir de répercussion que dans certaines régions de production. Le cabaret reste donc bien la principale cause de l'accroissement de la consommation de l'alcool ; ce n'est d'ailleurs pas un fait qui puisse surprendre.

L'alcool n'est pas un aliment comme le pain ou la viande, dont pas un gramme de plus ne sera consommé, parce qu'il se sera établi dans la commune un nouveau boulanger ou un nouveau boucher.

Les débits, issus de la nécessité de satisfaire à un besoin, ont concouru ensuite à l'entretenir et à le développer. Ce besoin s'exaspère et devient artificiel. La vue, la seule approche du cabaret crée, non la soif, mais le désir de boire ; l'ouvrier, le paysan cédera d'autant plus à la tentation qu'elle s'offrira plus fréquemment à lui. Or, dans les villes, dans certains villages même, il existe

des rues où presque toutes les maisons sont à usage de débit.

La relation de cause à effet entre le nombre des débits et l'abus de la boisson alcoolique est facilité à montrer à l'aide de la statistique. Sur un graphique, la courbe de la consommation de l'alcool suit celle du nombre des cabarets. En 1850, le nombre des débits était de 350.424; à la fin de l'Empire en 1869, nous trouvons 364.875 débits soit, pour une période de vingt années, une augmentation de 14.451 débits, environ 700 débits nouveaux par an. De 348.590 débits en 1873, déduction faite de l'Alsace-Lorraine, on arrive en 1879 à 354.852 débits, soit une augmentation de 6.000 débits en 6 ans, environ 1.000 débits nouveaux par an. Or, d'après M. Reinach, de 1850 à 1879, la production de l'alcool s'est élevée, malgré les surtaxes qui avaient porté les droits de 37 à 156 francs, de 940.000 à 1.488.000 hectolitres, soit en trente ans de 548.000 hectolitres.

De même, de 1879 à 1889 le nombre des débits passe de 354.852 à 410.069, soit une augmentation de 55.000 débits en 10 ans, environ 5.500 débits nouveaux par an, la production de l'alcool passe, de 1.488.000 à 2.246.000 hectolitres.

On voit que, durant cette période de 10 années où les cabarets se sont multipliés annuellement cinq fois plus que pendant la période antérieure, l'augmentation annuelle de la consommation de l'alcool a été elle aussi plus du triple, près du quadruple, de ce qu'elle avait été auparavant.

Les statistiques relatives à la consommation moyenne par habitant sont plus saisissantes encore : de 1830 à 1880, c'est-à-dire en 50 ans, elle passe de 1 l. 42 à 2 l. 84 ; or de 1880 à 1890, elle passe de 2 l. 84 à 4 l. 32 ; dans les dix ans qui ont suivi la loi de 1880, elle a augmenté autant que dans les 50 années précédentes. On voit bien, par ces chiffres, que la consommation de l'alcool est fonction du nombre de cabarets. Nous n'avons jusqu'ici envisagé que d'assez longues périodes de temps pour comparer le nombre des débits, la consommation totale et moyenne de l'alcool ; mais si nous faisons la même comparaison chaque année, la corrélation que nous avons établie ne ressortirait pas aussi nettement. Léon Say lui-même l'observait dans son rapport de 1887. Il laissait même entrevoir que sa conviction était quelque peu ébranlée par le désaccord qui se faisait jour sur ce point entre M. Claude (des Vosges) et M. Hartmann. Le premier affirmait de la façon la plus catégorique la certitude d'une relation directe de cause à effet entre le nombre de débits et la consommation ; tandis que des statistiques fort étudiées permettaient à M. Hartmann de relever un certain nombre d'exceptions à la règle. Mais M. Denomaison, secrétaire du Syndicat central du commerce en gros des liquides du département de la Seine-Inférieure a montré, dans un article paru en décembre 1897 (1), que, toutes les fois que la règle paraît rompre,

(1) *Journal des Contributions Indirectes* du 22 novembre au 29 décembre 1897.

une cause incidente vient donner la clé de l'anomalie. Pour le prouver, il examine les diverses exceptions à la règle qui semblent s'être produites de 1850 à 1892.

Examinons-les rapidement avec lui et, à cet effet, dressons un tableau indiquant, à partir de 1850, le nombre des débits avec la consommation d'alcool correspondante.

Années	Nombre des débits	Consomma- tion de l'alcool exprimée en hectol. (1)	Années	Nombre des débits	Consomma- tion de l'alcool exprimée en hectol. (1)
1850	350.424	585.200	1881	367.825	1.444.055
1855	291.244	714.813	1882	372.587	1.420.344
1865	351.403	873.007	1883	377.514	1.484.020
1869	364.875	1.008.750	1884	386.855	1.488.685
1872	355.780	755.464	1885	399.145	1.444.342
1873	348.599	934.550	1886	401.021	1.419.901
1874	342.980	970.450	1887	404.832	1.467.680
1875	342.622	1.019.052	1888	408.751	1.468.446
1876	343.139	1.000.182	1889	410.069	1.516.827
1877	346.598	1.029.683	1890	413.141	1.662.801
1878	350.697	1.100.512	1891	416.691	1.669.184
1879	354.852	1.161.649	1892	418.000	1.735.367
1880	356.863	1.313.829			

On y remarque cinq exceptions : 1° de 1850 à 1855 le nombre des débits a diminué de 59.180 unités, alors que

(1) Cette colonne ne comprend que les quantités soumises à l'impôt à l'exclusion de celles produites par les bouilleurs de cru et non taxées.

la consommation a augmenté de 429.413 hectolitres. L'abaissement du nombre des débits est le résultat du décret du 29 décembre 1851, tandis que l'essor pris par la consommation tient à l'apparition des alcools d'industrie sur le marché et à la pénurie des récoltes de vins en 1854 et 1855.

2° En 1874, on constate par rapport à 1873 une diminution de 5.181 débits en face d'une augmentation de 36.149 hectolitres dans la consommation. La recrudescence de cette consommation s'explique de la façon suivante : en 1873, la consommation souffrait encore du ralentissement dû à la surtaxe de 1871. En 1874, elle reprend déjà son essor et son développement se trouve favorisé par la réglementation des bouilleurs de cru votée au mois d'août 1872. Quant au nombre de débits, il subissait le contre-coup de la loi de 1873.

3° En comparant l'année 1876 à celle de 1875, on voit qu'à une augmentation du nombre des cabarets, correspond une diminution de la consommation. Celle-ci est due au rétablissement du privilège des bouilleurs de cru.

4° En 1882, le nombre des débits est en augmentation de 4.762 par rapport à l'année précédente et la consommation en baisse de 23.711 hectolitres. L'accroissement du nombre des débits résulte de la loi de 1880 qui a pris le contre-pied du décret de 1851 ; le ralentissement de la consommation provient d'une hausse importante dans le cours des alcools jointe à une activité considé-

nable chez les bouilleurs de cru doté d'une abondance de vins et de cidres.

5° L'exception se répète une dernière fois en 1885 et 1886 : l'augmentation du nombre des débits continue et la consommation se ralentit. Ce dernier phénomène a encore pour cause un aliment exceptionnel de matière alcoolisable chez les bouilleurs de cru pendant trois années successives.

Depuis 1886, la marche des deux termes du rapport s'effectue avec un parallélisme absolu jusqu'en 1893 où encore le malencontreux privilège fait un nouvel accroissement à la loi de relation.

De 1893 à aujourd'hui le nombre des cabarets n'a pas cessé d'augmenter, puisqu'il est aujourd'hui de 500.000 environ, alors que la consommation de l'alcool est restée stationnaire et a même diminué. Cette régression de la consommation de l'alcool résulte de la loi du 29 décembre 1900, qui a élevé de 156 à 220 francs le tarif du droit général de consommation pour remplacer le produit des taxes supprimées sur les boissons hygiéniques. Les commerçants, afin de masquer le relèvement de leur prix de vente, ont, d'autre part, réduit la capacité des verres et abaissé, en même temps, dans une proportion notable, la teneur en alcool des spiritueux. Les premiers résultats de la propagande antialcoolique se font sentir : on boit davantage de vin ; l'usage des spiritueux devient moins fréquent dans les classes aisées ; la vente des boissons alcooliques a été interdite dans les casernes. Enfin, ce-

qui a surtout diminué, c'est la consommation taxée parce que la production clandestine de l'alcool s'est considérablement accrue, stimulée par l'appât de la prime, conséquence de l'élévation du tarif.

En résumé, chacune des exceptions à la règle de corrélation du nombre des débits et de la consommation de l'alcool, se trouve interprétée de la façon la plus naturelle ; c'est que cette règle existe réellement et qu'il y a relation de cause à effet.

Le cabaret est donc bien une des causes du développement de l'alcoolisme.

Mais qu'est-ce, au juste, que l'alcoolisme ? Quels en sont les résultats ? C'est ce qu'il nous faut examiner pour nous rendre complètement compte des méfaits du cabaret au point de vue hygiénique et social.

L'absorption accidentelle d'une forte quantité d'alcool sous la forme, soit de liqueurs spiritueuses, soit de boissons fermentées, produit sur l'homme des effets immédiats, des accidents aigus et passagers, que l'on appelle ébriété, ivresse ; leur répétition fréquente constitue l'ivrognerie.

Au contraire, l'usage régulier, habituel et prolongé d'une quantité d'alcool, même insuffisante pour déterminer l'ivresse, mais trop forte pour être assimilée rapidement et complètement, détermine un état pathologique chronique, à évolution lente ; c'est ce qui constitue l'alcoolisme, terme qui n'a pris place dans le vocabulaire que depuis un demi-siècle environ. En 1863, le

Dictionnaire de l'Académie l'ignore encore, et Littré le définit ainsi : « Maladie caractérisée par une détérioration graduelle de la constitution et par des accidents nerveux ».

Les travaux de nombreux savants ont jeté un jour terrifiant sur les ravages causés par l'alcoolisme. Déjà en 1852, l'Académie avait couronné les études du Suédois Magnus Huss sur l'alcoolisme ; plus tard en France Dujardin-Baumetz, d'Andigné, puis Daremberg et d'autres démontrèrent que l'alcool est un poison en essayant ses effets par injections opérées dans les muscles ou les veines des animaux. Mais bientôt, on fut à même d'étudier le nouveau mal sur l'homme même, l'alcoolisme se développant de plus en plus. Il a pour résultat de détruire, aussi bien les forces de résistance du corps que celles de l'esprit. Il provoque l'affaiblissement au point de vue physique et au point de vue intellectuel. L'alcool est un agent puissant de déshydratation, en raison de son affinité pour l'eau ; aussi a-t-il pour effet de modifier l'état physique des tissus qu'il rencontre et en particulier des muqueuses de la gorge et de l'estomac. Il en résulte que la digestion se fait de plus en plus mal. Mais l'alcool est également un anesthésique ; il paralyse les nerfs et empêche par là même l'alcoolique de s'apercevoir de sa déchéance physique. Il n'en est que plus redoutable. Aux éléments nerveux comme au foie ou à l'estomac, il procure d'abord une excitation factice dont la réaction est la dépression,

l'amoindrissement fonctionnel et la paralysie. Le foie, le rein, l'estomac ou le poumon peuvent rester intacts, mais le cerveau est toujours atteint. On peut distinguer plusieurs stades dans l'évolution de la maladie. Au début l'homme boit au delà de sa soif pour oublier momentanément les misères de la vie. Il éprouve un sentiment de bien-être alors que la misère est à son foyer. Il oublie, il ne sent plus les choses telles qu'elles sont ; ce n'est déjà plus l'état normal de l'esprit ; mais ce ne serait rien si, la même dose ne produisant plus le même effet, le buveur ne l'augmentait pas. Car alors, les effets ne seront plus les mêmes : les idées joyeuses ne naissent plus, les défaillances de mémoire sont fréquentes et la parole devient hésitante ; ses forces s'affaiblissent (et il s'en aperçoit) ; sa sensibilité s'émousse ; s'il continue à s'intoxiquer, le mal s'aggrave ; c'est alors qu'arrivent les vertiges, les cauchemars, les hallucinations, parfois l'épilepsie ; le malade finit par tomber dans l'abrutissement continu, l'idiotie incurable. Parfois même apparaît la démence accompagnée de *delirium tremens*.

On peut d'ailleurs étudier par la statistique l'effet de l'alcool sur les maladies mentales. — Des enquêtes administratives ont eu lieu à ce sujet ; mais ces statistiques sont incomplètes, elles ne comprennent pas, parmi les aliénés par l'alcool, ceux pour lesquels d'autres circonstances ont concouru à les amener à cet état ; d'autre part, elles ne mentionnent que les malades admis dans les asiles publics ; enfin elles ne comprennent pas les

semi-fous, ceux qui sont en liberté, les mélancoliques, les neurasthéniques, les abrutis. Il faut ajouter au chiffre des aliénés alcooliques, celui des suicides pour cause d'alcoolisme. En 1850 sur 3.596 suicides, 197 seulement sont dus directement à l'alcool, soit à peine 5 0/0. En 1909, 1.181 sur 9.619 soit 12,3 0/0. Ces chiffres sont inférieurs à la vérité. Depuis un demi-siècle, le nombre des suicides augmente d'ailleurs comme celui des débits et comme la consommation des spiritueux. Il est en 1830 de 2.084, en 1860 de 4.050, en 1890 de 8.410, en 1894 de 9.703, en 1903 de 8.885 et en 1909 de 9.629. De 1881 à 1900 la moyenne générale des suicides s'est élevée de 11 à 22 pour 100.000 habitants. La montée des suicides suit donc la montée de l'alcoolisme. Enfin dans la statistique officielle des aliénés alcooliques, ne sont pas compris ceux qui ne sont pas eux-mêmes alcooliques, mais qui sont issus d'alcooliques.

Quoiqu'il en soit, la statistique, telle qu'elle est, est déjà assez instructive au point de vue qui nous occupe.

Dans l'enquête de Claude (des Vosges), qui a porté sur une période de temps comprise entre 1861 et 1885, nous voyons que, sur 86.593 hommes internés, 16.932 soit 21 0/0 étaient des alcooliques et que sur 66.772 femmes, 3.356 soit 5 0/0 étaient adonnées à la boisson.

Le bureau d'admission de Sainte-Anne avait reçu en 1894 une proportion d'alcooliques de 30,11 0/0 pour les hommes et de 9,05 0/0 pour les femmes. En 1900,

la proportion était pour les hommes de 50,93 0/0 et pour les femmes de 48,33.

Sur 71.547 aliénés, qui en 1910 peuplaient les asiles publics, près de 40.000 étaient des alcooliques. On note en 1830, 40.000 aliénés pour un peu moins de 300.000 cabarets, en 1881, 47.000 aliénés pour 367.000 débits et en 1907, 71.000 aliénés pour 477.000 débits.

« Plus le cabaret est achalandé, plus les cabanons se peuplent. »

D'un autre côté, les troubles de l'intelligence se manifestent fréquemment par des actes violents, qui contribuent dans une large mesure à l'accroissement de la criminalité. En effet, la volonté et le sens moral sont très atteints chez les alcooliques ; aussi rencontre-t-on un grand nombre d'alcooliques dans les crimes et les délits qui résultent plutôt de l'emportement et de la violence que d'une préméditation ou d'une combinaison habile. C'est ainsi que le greffier Marambat à la Prison Sainte-Pélagie constatait que sur cent détenus, plus de la moitié des condamnés pour meurtre, viol, attentat à la pudeur, plus des trois quarts des condamnés pour coups et blessures, rébellion contre les agents de la force publique, étaient des alcooliques invétérés. Il s'agit là de cas particuliers ; mais ces observations sont confirmées par les statistiques générales établies par le Ministère de la Justice, depuis l'enquête de 1906, prescrite en vue de rechercher les causes de l'augmentation de la criminalité.

— Pour étudier l'influence de l'alcoolisme, il nous faut d'abord distinguer les crimes des délits.

Commençons par l'examen des premiers. Séparons les crimes contre l'ordre public et les personnes, des crimes commis contre les propriétés. C'est naturellement parmi les auteurs des crimes contre les personnes que nous trouvons le plus d'alcooliques, 33 0/0, tandis qu'ils ne figurent que dans la proportion de 5 0/0 parmi les auteurs de crimes contre les propriétés. Si nous entrons dans le détail de ces divers crimes, nous voyons, en 1908 par exemple, que le pourcentage de l'alcoolisme dans le nombre des assassinats n'est que de 8, mais il est de 16 dans les meurtres, de 15 dans les viols et de 27 dans les coups et blessures graves. Pour les crimes contre les propriétés, c'est dans les incendies que l'on rencontre le plus d'alcooliques : 16 0/0.

Si nous étudions maintenant les délits, nous rencontrons le même phénomène. Les délits contre les propriétés ayant pour auteurs des alcooliques sont en nombre infime. Au contraire, on peut leur attribuer le dixième des délits contre les mœurs, le quart des coups et blessures, le tiers environ des actes de rébellion et des outrages envers les fonctionnaires ou agents de l'autorité.

L'alcool ne conduit pas seulement à la folie et au crime, il détruit aussi peu à peu la force de résistance de l'organisme, et amène ainsi à sa suite tout un cortège de maladies, dont la plus terrible est la tuberculose.

Chez le buveur, le terrain se trouve, en effet, tout préparé pour l'ensemencement et le développement des germes produisant les maladies microbiennes et par là même contagieuses.

On ne peut pas nier l'action néfaste de l'alcool sur les tissus, sur le système sanguin et sur le système nerveux, sur le rein, sur les voies respiratoires et sur le cœur. Elle est rapide ou lente suivant la force de résistance des individus, mais son résultat est sûr. D'autre part, alors même que l'alcoolique paraît encore bien portant, il est déjà affaibli et moins défendu par son organisme contre la maladie. Aussi sera-t-il plus sujet que les autres aux maladies épidémiques ou contagieuses : dysenterie, typhoïde, avarie, etc. Et de plus, l'action du microbe sera chez lui plus rapide. La maladie aura toujours tendance à s'aggraver. L'alcoolisme augmente la morbidité, c'est ce qu'ont reconnu l'Académie de Médecine d'une part, les sociétés d'assurances anglaises d'autre part.

Cette facilité à contracter les maladies microbiennes est terrible de conséquence surtout au point de vue de la tuberculose, qui est la maladie contagieuse la plus répandue des temps modernes. L'action de l'alcool au point de vue de la tuberculose est telle que la formule qui la traduit : « La tuberculose se prend sur le zinc », est restée dans toutes les mémoires (1).

(1) Hayem. — Rapport à la société médicale des hôpitaux.

Deux faits démontrent la relation existant entre ces deux maladies. 1° Autrefois la tuberculose était plus fréquente d'un tiers chez la femme que chez l'homme. Maintenant la fréquence est égale, sinon supérieure, chez l'homme ; or l'homme boit deux à trois fois plus que la femme : c'est donc que l'alcoolisme est une des causes de la tuberculose. 2° C'est dans les villes où il y a le plus grand nombre de débits, que l'on rencontre le plus de tuberculeux.

Enfin, si nous entrons dans le particulier, nous voyons que, dans leurs services respectifs, Lavarenne compte 28 alcooliques sur 50 tuberculeux, Jacquet 150 sur 252 soit 70 0/0, et Letulle 560 sur 717 soit 80 0/0.

De même, ce sont les professions qui comptent le plus d'alcooliques : cabaretiers, garçons de cabaret et manouvriers qui paient le plus lourd tribut à la phtisie pulmonaire.

Un autre résultat de l'alcoolisme, c'est de créer une catégorie d'individus qui, sans être fous ni réellement malades, sont usés et doivent, pour subvenir à leurs besoins, faire appel à la charité publique. Combien d'alcooliques y a-t-il en effet dans toute cette foule de vieillards, d'infirmes et d'incurables qui est à la charge de l'Assistance de l'Etat. La dépense qu'ils occasionnent à la nation lui retire une partie des ressources que donnent les droits sur l'alcool.

On peut donc dire à juste titre que l'alcoolisme peuple à la fois les asiles, les hôpitaux et les prisons.

Mais il y a encore d'autres résultats que nous allons examiner.

Il diminue le taux de la natalité, ainsi que l'a proclamé l'Académie de Médecine.

Quant aux enfants d'alcooliques, ils héritent des tares produites chez leurs parents par l'abus des spiritueux. Ils sont le plus souvent chétifs et prédisposés à la tuberculose ; on trouve parmi eux une proportion excessive de dégénérés, d'épileptiques et d'aliénés. Ceux qui échappent à ces affections ne se développent qu'imparfaitement et c'est à cette cause que l'on attribue la décroissance de taille et de force musculaire constatée par les conseils de révision. Aussi M. Guillermet a-t-il pu établir que le nombre des réformés augmente à mesure qu'augmente la consommation de l'alcool.

Outre ces effets hygiéniques, l'alcoolisme produit des résultats économiques des plus fâcheux. Diminuant les forces de l'ouvrier, il réduit sa production et par là même la richesse nationale. D'autre part, si l'ouvrier dépense au cabaret le quart, le tiers, parfois même la moitié de son salaire, il diminue d'autant la part qu'il peut consacrer à des dépenses utiles : au logement, à l'habillement, à la nourriture pour lui et sa famille. En même temps, il déserte son foyer, laissant sa femme, ses enfants à l'abandon. Aussi Vandervelde a pu dire dans sa lutte contre l'alcoolisme qu'avec les femmes ouvrières, il s'était créé des alliés d'une incomparable puissance. Si au lieu de consommer des petits verres, l'ouvrier

appliquait une partie de leur valeur à l'amélioration de son existence, et l'autre partie à la constitution d'un fonds de réserve, d'un capital pour ses vieux jours, il serait assuré d'avoir toujours une vie heureuse ; l'antagonisme entre ouvriers et patrons serait moins aigu, la vie des premiers n'étant plus un enfer. — D'ailleurs si les ouvriers versaient les économies, qu'ils réaliseraient en ne fréquentant plus le cabaret, à leur syndicat, qui achèterait les actions de la société, dont ils sont les salariés, ils ne tarderaient pas à être les plus forts actionnaires et à pouvoir, par conséquent, régler les heures et les conditions de leur travail. Les rapports du prolétariat avec le patronat seraient ainsi non pas seulement améliorés, mais même n'auraient plus à exister ; le problème social serait résolu. Même sans aller aussi loin dans ce raisonnement, nous avons vu plus haut quels bienfaits retirerait le monde ouvrier d'une fréquentation moins assidue du cabaret.

Appauvrissement de l'ouvrier, désagrégation de la famille, diminution des naissances, accroissement de la mortalité, abaissement progressif de l'énergie nationale, augmentation des charges imposées à l'Etat par le développement du paupérisme et de la criminalité, ainsi que par les soins à donner aux alcooliques indigents : tels sont les résultats de l'alcoolisme, du cabaret.

SECTION III

Considérations d'ordre fiscal.

D'après les maximes d'Adam Smith, la première des qualités que doit posséder un impôt est celle de justice ; elle réside dans la proportionnalité de l'impôt aux ressources de chacun des contribuables. Cette proportionnalité peut être obtenue par différents procédés dans les impôts directs, qui sont répartis entre les diverses personnes au moyen de rôles nominatifs. Elle ne peut pas être appliquée aux impôts indirects, qui sont des impôts de quotité, frappant la matière et non la personne qui la détient. La justice consiste alors à ne pas imposer du tout ou à n'imposer que très légèrement les objets de première nécessité. Toute taxe, pour l'établissement de laquelle il n'aurait pas été tenu compte de cette règle, provoquerait un renchérissement de la vie que les classes peu aisées ne pourraient pas supporter, et amènerait, à juste titre d'ailleurs, des protestations de leur part. Tel est le cas du droit d'octroi qui est établi sur les matériaux, les combustibles et les comestibles.

Ce principe étant admis, examinons si un impôt sur les boissons est juste.

La question qui se pose est la suivante : les boissons

sont-elles indispensables ? Tout de suite l'idée d'une distinction s'impose : certaines peuvent l'être, d'autres ne le sont certainement pas.

Pour les classer, c'est à la Médecine qu'il nous faut faire appel : quel rôle jouent les boissons dans l'économie humaine ? Ce sont (1) des liquides réparateurs qui contribuent à ramollir, à diviser les aliments, de manière à les rendre plus assimilables, plus attaquables par le suc gastrique qui, dans l'acte de la digestion, joue un si grand rôle.

Celles-là seules qui répondront à ce besoin seront indispensables et devront être exonérées de tout impôt ou, du moins, n'être frappées que d'un impôt modique.

Quelles sont-elles ? Celles qui sont prises au cours des repas. Et voilà d'ores et déjà la consommation du cabaret classée comme inutile ; il conviendra donc de la frapper d'un impôt, et même d'un impôt lourd, puisqu'elle est un luxe.

C'est de cette constatation que s'est inspiré le législateur en établissant le droit de détail.

D'un autre côté, toutes les boissons prises chez soi ou au restaurant au cours des repas sont-elles également utiles ? Non.

Ces boissons peuvent être divisées en trois catégories : les boissons excitantes, les boissons aromatiques et les boissons spiritueuses.

(1) Bouillet. — *Définition des boissons.*

Les premières sont constituées par les boissons fermentées : vin, bière, cidre. Elles ne sont pas absolument indispensables ; néanmoins, prises au cours des repas en quantités modérées, elles sont utiles ; de plus, suivant les contrées, ce sont des boissons habituelles, dont on se passerait difficilement ; elles ne devront donc être frappées que d'un impôt léger.

Le législateur a fait plusieurs applications de ce principe en dégrevant progressivement les boissons dites hygiéniques (vin, bière, cidre et hydromel) :

En 1880 par la réduction du tarif du droit de détail, en 1897 par la suppression du droit d'entrée et la réduction du droit d'octroi, en 1900 par la suppression complète du droit de détail et son remplacement par un droit de circulation de taux très modique.

Les boissons aromatiques, dont l'usage est le plus répandu en France, sont le café et le thé ; leur consommation modérée est excellente. Le droit de douane acquitté par ces denrées étrangères est d'ailleurs minime, si l'on tient compte de la faible quantité de celles-ci entrant dans la composition des boissons.

Les boissons spiritueuses, au contraire, exercent sur l'homme des ravages épouvantables que nous avons montrés au premier chapitre en traitant de l'alcoolisme.

Certains, s'autorisant d'une opinion émise par M. Duclaux, Directeur de l'Institut Pasteur, ont prétendu que l'alcool était un aliment, comme le pain ou la viande. C'était tirer des affirmations de ce savant des conclusions

qu'elles ne comportaient pas. En effet, l'alcool peut remplacer certains aliments, mais à condition qu'il soit pris très dilué, sous forme de boissons fermentées et non spiritueuses, de vin, de cidre ou de bière par exemple, et en petites quantités. Au point de vue théorique, scientifique, l'alcool est certes un aliment, mais pratiquement c'est un mauvais aliment, c'est même le pire des aliments. Il n'est pas digne d'être appelé du nom de boisson et convient beaucoup mieux à un moteur mécanique qu'au corps humain. Le législateur doit donc faire tout son possible pour empêcher l'usage de l'alcool comme boisson, en le frappant de taxes prohibitives. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait, augmentant à plusieurs reprises le taux du droit de consommation : 53 francs l'hectolitre en 1846, 60 francs en 1855, 90 francs en 1860, 150 francs en 1871, 156 fr.25 en 1873 et 220 francs en 1900.

En résumé, un impôt sur les boissons est légitime, parce que la consommation, des boissons alcooliques en tous lieux et de toutes les boissons dans les cabarets, est un luxe inutile.

*
* *

En règle générale, aux considérations d'ordre politique, ainsi qu'à celles d'ordre moral et hygiénique correspond la législation administrative, tandis qu'aux considérations d'ordre fiscal correspond la législation financière.

Il n'en paraît cependant pas être toujours ainsi ; certaines dispositions de notre législation financière semblent en effet être inspirées non seulement par un intérêt fiscal, mais aussi par un intérêt hygiénique. La surtaxe de 50 francs, sur les absinthes, amers, bitters et similaires par exemple, a été établie en 1907 pour enrayer la consommation de ces boissons particulièrement nocives. D'ailleurs, point n'est besoin d'entrer dans l'examen d'impôts spéciaux.

Les impôts sur l'alcool ont pour but d'arrêter le développement de l'alcoolisme. Il convient néanmoins de remarquer que le point de vue purement fiscal n'est pas à dédaigner, attendu que ces impôts ont rapporté à eux seuls à l'Etat, en 1913, la jolie somme de quatre cents millions environ.

D'ailleurs, lorsqu'un Ministre des Finances propose une augmentation d'un impôt de consommation et fait valoir à l'appui de son projet les avantages hygiéniques qu'il en escompte, il se préoccupe surtout des répercussions probables sur le Budget, et prend soin de fixer le nouveau tarif de telle sorte que la diminution prévue de la consommation, conséquence de l'élévation du droit, n'ait pas pour résultat de constituer un déficit dans les caisses du Trésor ; il n'oublie pas que, l'habitude aidant, après quelques années de fléchissement, la consommation redeviendra ce qu'elle était avant l'augmentation et qu'ainsi l'impôt fournira de gros excédents au Budget.

Pour parer aux besoins d'argent, c'est souvent aux

impôts indirects que l'on a recours. Les impôts sur les boissons sont, comme les autres impôts, établis sous l'influence presque exclusive de considérations d'ordre fiscal ; les autres considérations invoquées ne jouent qu'un rôle accessoire.

Pour examiner la législation spéciale du cabaret, nous allons donc nous servir de la division tripartite exposée ci-dessus :

Nous étudierons ainsi :

- 1° La législation dont le principe est d'ordre politique.
- 2° Celle issue de considérations d'ordre moral et hygiénique.
- 3° Celle qui a pour origine des considérations d'ordre fiscal.

CHAPITRE II

HISTORIQUE

SECTION I

**Historique de la législation dont le principe
est d'ordre politique.**

Jusqu'en 1851, à l'exception d'ordonnances anciennes de 1397 et 1539, visant plutôt l'interdiction du jeu que la réglementation de la vente des boissons, nous ne rencontrons aucune trace de réglementation spéciale aux cabaretiers en ce qui concerne le débit proprement dit des spiritueux au public, en dehors des mesures de police générale.

L'ancienne France est le pays du vin. L'eau-de-vie, déjà découverte au xiii^e siècle, fut d'abord d'un usage restreint et resta longtemps, à titre de médicament, confiné chez les apothicaires. Ce n'est guère que dans les premières années du xviii^e siècle que la vente des eaux-de-

vie commença à devenir une branche du commerce et que l'usage des liqueurs fortes se répandit ; mais c'était de l'eau-de-vie naturelle, l'eau-de-vie du vin, attendu qu'en 1713 le Gouvernement avait interdit la fabrication de toute autre espèce d'eau-de-vie. Et encore n'était-ce guère qu'un breuvage d'appoint ou de luxe. Sous l'ancien régime, il y avait des auberges, mais pas de cabarets.

Ceux-ci ne se sont d'ailleurs guère développés qu'avec l'introduction du suffrage universel. Le régime de liberté politique est en effet favorable à l'accroissement du nombre des débits de boissons. Le peuple, maître des destinées de la nation, a besoin de discuter sur les intérêts du pays. Les électeurs doivent entendre développer par les candidats leurs programmes. Ceux d'un même parti ont tendance à se réunir dans un même lieu, pour s'y concerter et y prendre des décisions concernant les questions à l'ordre du jour. Des élections faites au suffrage universel nécessitent des réunions. — Un décret de la seconde République en date du 19 avril 1848 les qualifie d'ailleurs, comme il a déjà été dit, de « besoin pour la République et pour les citoyens un droit ». Mais des réunions publiques ne suffisent pas ; elles sont fatalement espacées. Un moyen d'action au moins aussi puissant sur l'esprit des électeurs, c'est l'établissement dans un cabaret d'une sorte de permanence en faveur d'un candidat dont les disciples exposent la théorie, font valoir les mérites et au nom duquel ils paient à boire pour lui

assurer un plus grand nombre de voix lors du scrutin.

On voit par ces quelques considérations le rôle important joué par le cabaret dans la politique. — Ce que nous en pouvons observer à notre époque dans la vie quotidienne n'est rien à côté de ce qui se passait dans les premières années qui suivirent l'établissement de la seconde République. C'était alors une fièvre de passions politiques, comme on n'en avait vu qu'en 1789. Issue d'une campagne de banquets, qui n'étaient que des réunions déguisées, la République ne pouvait qu'être favorable à ces sortes de réunions. — Aussi se créèrent, en grand nombre, des clubs où étaient étudiées les réformes politiques et sociales à accomplir. — On vivait dans une perpétuelle agitation ; il n'était pas rare de rencontrer dans les rues des groupes de manifestants en armes. Afin de faire cesser tous ces troubles, qui lui avaient permis de prendre le pouvoir et en vue d'enlever au parti républicain tous ses moyens d'action : journaux, sociétés politiques, écoles laïques, suffrage universel, le prince Louis-Napoléon Bonaparte fit élever le cautionnement des journaux et interdire leur vente sans autorisation, supprima les réunions politiques et fit fermer les clubs. Quant à la suppression de l'école laïque et du suffrage universel, elle fut réalisée, la première, par la loi Falloux et, la seconde, par la loi du 31 mai 1850.

Enfin pour compléter l'interdiction de tenir des réunions et des clubs, le Prince-Président rendit le décret¹²⁴ loi du 29 décembre 1851 dont le texte suit :

DÉCRET

Sur les cafés, cabarets et débits de boissons.

(Inséré au *Bulletin des lois* du 10 janvier 1852, n° 475.)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Président de la République,
sur le rapport du Ministre de l'Intérieur,
considérant que la multiplicité toujours croissante des cafés,
cabarets et débits de boissons est une cause de désordre et de
démoralisation ;
considérant que, dans les campagnes surtout, ces établis-
sements sont devenus, en grand nombre, des lieux de réunion et
d'affiliation pour les sociétés secrètes, et ont favorisé d'une
manière déplorable les mauvaises passions ;
considérant qu'il est du devoir du Gouvernement de protéger,
par des mesures efficaces, les mœurs publiques et la sûreté
générale,
décrète,

Article premier.

Aucun café, cabaret ou autre débit de boissons à con-
sommer sur place ne pourra être ouvert à l'avenir, sans la
permission préalable de l'autorité administrative.

Article 2.

La fermeture des établissements désignés en l'article pre-
mier, qui existent actuellement ou qui seront autorisés à
l'avenir, pourra être ordonnée par arrêté du préfet, soit

après une condamnation pour contravention aux lois et règlements qui concernent ces professions, soit par mesure de sûreté.

Article 3.

Tout individu qui ouvrira un café, cabaret ou débit de boissons à consommer sur place sans autorisation préalable, ou contrairement à un arrêté de fermeture pris en vertu de l'article précédent, sera poursuivi devant les tribunaux correctionnels, et puni d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

L'établissement sera fermé immédiatement.

Article 4.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de l'Elysée, le 29 décembre 1851.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : DE MORNY.

Pour préciser la portée de ce décret, le Ministre de l'Intérieur a adressé aux Préfets une circulaire datée du 2 janvier 1852.

Nous en reproduisons ci-après le texte :

Monsieur le Préfet (1),

Le décret du 29 décembre dernier, concernant les cafés et les cabarets, doit être pour vous l'objet de l'attention la plus scrupuleuse ;

(1) *Journal des Débats*, 4 janvier 1852.

plus une loi fait une part large à l'arbitraire dans une question qui touche aux intérêts publics et aux intérêts privés, plus les fonctionnaires chargés de l'appliquer doivent y apporter de soin, de conscience et de dévouement. Il importe donc essentiellement, que vous vous placiez, pour son exécution, au point de vue qui en a dicté les dispositions.

Vous avez deux écueils à éviter.

Sacrifier l'intérêt public, transiger avec le désordre dans la crainte de molester quelques individus, c'est manquer au plus strict des devoirs, c'est compromettre le repos et le salut des honnêtes gens, c'est continuer à mettre en œuvre ce système de faux libéralisme qui a conduit plusieurs fois la France à deux doigts de sa perte.

Porter injustement ou légèrement atteinte à la propriété privée, ce serait méconnaître un droit sacré et livrer au discrédit les actes de l'administration publique, que vous devez, au contraire, faire respecter en leur conservant toujours un caractère de justice et d'impartialité.

C'est dans cette juste mesure, Monsieur le Préfet, que doit s'exercer votre action tout à la fois protectrice et répressive.

Lorsqu'il s'agira d'autoriser l'ouverture d'un des établissements mentionnés au décret, n'accorder cette autorisation qu'après un examen minutieux et à des individus dont les antécédents et la moralité vous seront suffisamment garantis.

S'il s'agit de la fermeture d'un établissement existant, hors le cas de danger public, soyez circonspect : avertissez d'abord le propriétaire par écrit ; avant de sévir, entourez-vous de preuves et de renseignements certains ; consultez la gendarmerie, les commissaires de police, les maires, les juges de paix et les sous-préfets ; surtout tenez-vous en garde contre les dénonciations qui seraient le fruit d'une cupide et jalouse concurrence. Mais quand vous serez suffisamment éclairé, agissez résolument et avec l'assurance que donne l'accomplissement d'un devoir à remplir envers la société.

Les cafés que l'on transformerait en clubs ou foyers de propagande politique, les cabarets qui deviendraient le rendez-vous de repris de justice, d'individus tarés vivant de la prostitution et du vol, devront être impitoyablement fermés.

Vous traiterez avec la même sévérité les établissements où l'on débiterait des boissons falsifiées ou altérées et de nature à nuire à la santé du peuple. Le Code pénal prononce contre ce délit pernicieux des peines qui n'ont pu y mettre un frein. L'article 2 du décret vous donne le pouvoir de faire fermer un établissement après une seule condamnation pour infraction aux lois et règlements spéciaux. S'il vous est démontré que la falsification est faite sciemment, qu'un établissement condamné réalise des bénéfices illicites aux dépens de la santé des pauvres gens, supprimez-le sans hésiter.

Pénétrez-vous, Monsieur le Préfet, de ces instructions qui ont pour objet de vous faire bien connaître la pensée de haute moralité et de prévoyance qui a dicté le décret du 29 décembre ; que l'administration accomplisse énergiquement son devoir, afin que les populations voient toujours en elle la personnification de la puissance qui féconde et développe les éléments du bien, qui poursuit et frappe sans pitié le principe du mal.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : DE MORNY.

Par l'examen des motifs du décret lui-même, nous nous rendons compte de son but essentiellement politique ; « dans les campagne surtout, ces établissements (les cabarets) sont devenus en grand nombre des lieux de réunion et d'affiliation pour les sociétés secrètes et ont favorisé les mauvaises passions ».

La cause de désordre et de démoralisation invoquée en tête du décret n'est, en réalité, qu'un motif accessoire ;

le prince-président veut supprimer toute opposition.

Si nous passons ensuite à l'examen de la circulaire du Ministre de l'Intérieur aux Préfets, nous apercevons, plutôt moins clairement que dans le décret, le but politique ; il se trouve voilé par des considérations de haute justice et des vues très élevées sur le rôle de l'Administration. Mais cette façon de procéder n'est pas pour étonner, attendu qu'il ne s'agit pas d'instructions confidentielles, mais de circulaire communiquée à la presse et qui, par conséquent, peut avoir pour but de calmer les appréhensions des cabaretiers. Néanmoins, après des recommandations de prudence, nous trouvons la phrase essentielle : « Les cafés que l'on transformerait en clubs ou foyers de propagande politique... devront être impitoyablement fermés ». Ces établissements sont placés au même niveau que ceux qui constituent « le rendez-vous de repris de justice, d'individus tarés vivant de la prostitution et du vol ». Pour se concilier l'esprit des ouvriers, la circulaire se termine par un paragraphe ordonnant la fermeture des cabarets vendant des boissons falsifiées, et « réalisant ainsi des bénéfices illicites aux dépens de la santé des pauvres gens ».

Quoiqu'il en soit, le but principal du décret du 29 décembre 1851 est politique ; et ceci n'a rien d'étonnant, car ce Gouvernement a toujours vu dans les cabarets des foyers de politique vraiment républicaine et, par conséquent, d'opposition.

C'est ainsi qu'à l'occasion d'un arrêté qui a supprimé

dans le Var les réunions désignées sous le nom de chambrées, le Procureur de la République de Toulon, après avoir déclaré dans une circulaire du 12 décembre 1851 (1), adressée aux Juges de Paix, que les cabaret sont été un auxiliaire puissant des chambrées, en rappelle une précédente du 3 février de la même année où il était dit : « L'expérience a démontré que là (au cabaret) se forme, dans la classe des ouvriers ou des travailleurs surtout un homme immoral, là se forme un démagogue, un anarchiste ; la révolte contre les prescriptions morales et les lois divines engendre la révolte contre la société et les lois humaines ».

Il attribue « les événements si tristes qui viennent de s'accomplir, aux chambrées et aux cabarets ». Et il conclue, comme le Président dans le décret du 29 décembre 1851, que « ces lieux qui seraient le rendez-vous de démagogues devront être fermés ».

Aucun doute ne peut subsister sur l'intention qui a présidé à l'élaboration du décret, pas plus que sur la manière dont il a été appliqué ; les résultats auxquels il a abouti en sont une preuve irréfutable.

L'empire usa, en effet, largement du droit qu'il s'était attribué : d'abord pendant une première période pour fermer plus de 51.000 débits, tenus par des républicains ou qui servaient de lieu de réunion aux adversaires du régime ; puis, quinze années durant, pour répandre la

(1) *Moniteur universel*, supplément du 31 décembre 1851.

manne des autorisations sur plus de 60.000 cabaretiers bien pensants, clients et agents des candidats officiels et parfois collaborateurs de la police.

Sous l'empire autoritaire, de 1850 à 1855, le nombre des débits de boissons tombe de 350.424 à 291.244, soit une diminution de 60.000 environ. Mais lorsque l'empire devient libéral, le nombre des cabarets augmente ; en 1865 le terrain qui avait été gagné est reperdu : on comptait 351.048 débits, soit 624 de plus qu'en 1850 ; en 1869, il y a 364.875 débits, ce qui fait une augmentation de 14.451. — Quelques mots sont nécessaires pour préciser la portée du décret : L'autorisation préalable s'applique à tout débit de boissons à consommer sur place ; elle est spéciale pour chaque établissement ; le même individu ne pourra ouvrir et exploiter plusieurs débits qu'autant qu'il aura obtenu une autorisation particulière pour chacun d'eux ; une autorisation nouvelle sera nécessaire pour que le déplacement des débits puisse s'accomplir. Si un débit a été fermé volontairement, il faut une autorisation nouvelle pour qu'il puisse être ouvert de nouveau, même par celui qui l'exploitait auparavant. Le service des Contributions Indirectes ne pourra délivrer une licence à un débitant que sur présentation de l'autorisation émanant de l'autorité administrative. En cas de décès ou de faillite un délai de 30 jours est accordé aux héritiers, afin de se pourvoir personnellement d'une autorisation. Il y a entente entre les Contributions Indirectes et le Préfet pour la pour-

suite des débits clandestins. Les débitants qui font desservir leur établissement par des fermiers ou agents à leur gage doivent faire autoriser ceux-ci personnellement. L'article 2 du décret prévoit la fermeture par arrêté du Préfet des établissements, soit par mesure de sûreté publique, soit après une condamnation aux lois et règlements qui concernent ces professions : il s'agit ici des lois de police et de salubrité et non de contraventions purement fiscales. Les arrêtés des Préfets ordonnant la fermeture de débits de boissons sont notifiés à l'Administration des Contributions Indirectes, afin que celle-ci puisse prendre des mesures spéciales prévues pour la garantie des droits exigibles (1).

Examinons maintenant le résultat au point de vue hygiénique du décret de 1851, et pour cela reportons-nous à la statistique de la consommation de l'alcool, nous trouvons 585.200 hectolitres en 1850, 714.813 hectolitres en 1855 et 873.007 hectolitres en 1869, c'est-à-dire une continuelle augmentation. Mais il n'y a aucune relation de cause à effet entre cet important accroissement de la consommation et le décret qui nous occupe. Cette augmentation tient, comme nous l'avons expliqué précédemment (chapitre sur l'alcoolisme), à l'introduction sur le marché d'alcools d'industrie à bas prix pour remplacer l'alcool de vin qui manque par suite des maladies

(1) Circulaire des Contributions Indirectes, n° 9 du 13 février 1852.

de la vigne. Nous devons donc nous borner, au point de vue hygiénique, à constater la diminution du nombre des cabarets sous l'effet immédiat du décret, diminution qui est d'ailleurs un résultat intéressant, non négligeable et que l'on cherche actuellement à obtenir de diverses façons.

L'autorisation préalable constituait un frein à l'abus du nombre des cabarets ; si elle n'avait pas été entre les mains du Gouvernement un instrument de politique, elle aurait pu subsister et rendre à la nation de grands services en nous évitant d'avoir, à l'heure actuelle, un demi-million de cabarets. Pour enlever tout arbitraire dans son application, il eut fallu ne pas donner le droit d'autorisation et le pouvoir de fermeture à des agents comme les Préfets dépendant trop étroitement du Gouvernement qui les nomme et les révoque à son gré, mais à des fonctionnaires indépendants, comme les magistrats ou à des commissions où aurait pu être représentée la corporation intéressée.

Mais, issu de la politique, le décret du 29 décembre 1851 devait être supprimé par la politique.

Son abrogation fut proposée, pour la première fois, par M. Sansas le 16 mars 1876 ; dans l'exposé des motifs de son projet de loi, ce député invoque la liberté du commerce « une des conquêtes les plus importantes de 1789... droit fondamental reconnu à tous les Français ». Nous y trouvons la critique du décret de 1851 qui « transforme ce droit en un instrument de despo-

tisme et d'oppression... L'autorisation préalable constitue un moyen détourné de récompenser des services inavouables ». Quant aux conditions nécessaires pour permettre au préfet d'ordonner la fermeture des débits, elles ne constituent que « des garanties dérisoires ». Cette industrie ne peut en effet « échapper à une condamnation pour contravention, s'il convient au Préfet de l'obtenir ». Et M. Sansas cite des contraventions dressées à certains débitants pour avoir reçu à leur table, après la fermeture de l'établissement, des parents ou amis. Il termine en faisant remarquer que « la fortune, l'existence même d'une classe très nombreuse de citoyens est livrée au bon plaisir des préfets et de leurs agents ».

M. Malezieux, rapporteur de la première commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner le projet de loi de M. Sansas, reconnaît que le régime actuel porte atteinte au principe de la liberté du commerce et à celui de la propriété et propose l'abrogation du décret de 1851. Il constate que « dans la pratique, le pouvoir exorbitant abandonné à la discrétion de l'autorité administrative a été la source d'injustices criantes et d'abus véritablement scandaleux ». Il insiste sur l'injustice de « cette « confiscation du fonds de commerce qui punit toute une « famille pour le fait d'un de ses membres ; ce fonds de « commerce constitue en effet le patrimoine des familles « et le gage des créanciers ». Puis il examine l'esprit qui a dicté le décret du 29 décembre 1851 : « Il s'agissait, « pour l'empire restauré par un coup de main, d'asservir

« le suffrage universel, en même temps qu'on le pro-
« clamait souverain... Le décret du 29 décembre 1831 a
« été une des armes les plus redoutables de ce honteux
« arsenal, à l'aide duquel se pratiquait la candidature offi-
« cielle, soit dans les élections de députés, soit surtout
« en cas de plébiscite. Transformer plusieurs centaines
« de mille de commerçants en fonctionnaires publics sur
« lesquels un préfet avait droit de vie et de mort, les
« forcer à devenir des agents électoraux dociles, sous
« peine d'être ruinés, cela parut un trait de génie du
« Machiavel du régime impérial. Tantôt on agissait par
« intimidation en faisant des hécatombes de débitants de
« boissons ; tantôt on opérait par séduction, en distri-
« buant par centaines dans une seule circonscription
« électorale des autorisations d'ouvrir des débits. Au
« moyen des gardes champêtres, des gendarmes, des
« juges de paix, des commissaires de police communaux
« et surtout des maires, pris au besoin en dehors des
« conseils municipaux, un préfet habile, usant avec art
« de la violence, du mensonge, de l'intimidation, de la
« séduction, parvenait, dans un grand nombre de cir-
« conscriptions rurales, à imposer absolument sa vo-
« lonté au suffrage universel ».

Cette longue citation permet de se rendre compte du point de vue tout politique qui a présidé à l'élaboration et à l'application du décret de 1851, mais elle permet aussi de voir que la réaction qui se fait jour contre ce décret est également politique ; on y voit éclater la haine

contre le régime impérial ; et ce que l'on vise dans le projet de loi, c'est la suppression de cette arme politique afin qu'elle ne puisse plus être jamais employée contre les républicains. Aussi M. Sansas se borne-t-il purement et simplement à demander l'abrogation du fameux décret. On veut détruire sans essayer de reconstruire.

Néanmoins, à la fin de son rapport M. Malezieux déclare : « Il importe que la police des cafés et cabarets « soit faite à l'aide de moyens réguliers, honnêtes et « moraux ; il importe qu'une législation sage assure les « droits de la société et donne des garanties à l'ordre « public, sans porter atteinte aux droits de l'individu et « de la famille ».

Et nous voyons dans ces deux phrases apparaître le point de vue moral qui devait plus tard inspirer la seconde partie de la loi de 1880. En suivant la genèse de cette loi, nous observerons les progrès accomplis peu à peu par cette idée.

Tenant compte de l'alinéa précité du rapport de M. Malezieux, M. Charles Mention dépose, le 10 juin 1876, une proposition de loi ayant le même but que celle de M. Sansas, mais la complétant en ce qui concerne les mesures de police à prendre. Il propose en effet l'abrogation du décret du 29 décembre 1851, mais à la condition d'y substituer une loi qu'il formule et qui fixerait : 1^o l'âge avant lequel on ne peut ouvrir un des établissements indiqués dans la loi à abroger ; 2^o les formalités à remplir et les justifications à fournir avant l'ou-

verture des établissements ; 3° les mesures de police et la surveillance à maintenir ou à prendre après l'abrogation du décret ; 4° les causes qui pourront donner lieu à fermeture temporaire ou définitive des établissements ; 5° et enfin, les peines à encourir pour celui qui aurait ouvert un établissement sans déclaration préalable.

Cette proposition de loi a fait l'objet d'un rapport de M. Bernier au nom de la 3^e commission d'initiative parlementaire, qui a reconnu « qu'elle contient des indications très utiles pour la confection de la loi que la « commission spéciale est chargée d'étudier ».

D'ailleurs, une commission fut chargée d'examiner conjointement les deux propositions de M. Sansas et de M. Mention ; le rapport de cette commission fut fait par M. de Sonnier. Nous y trouvons les mêmes critiques politiques contre le régime du décret-loi que celles énumérées plus haut ; elles sont ici étayées d'une statistique par département des débits fermés : d'une part, par mesure de sûreté générale ; d'autre part, pour infraction aux règlements ; statistique qui, au total, donne les résultats suivants :

Période du 1^{er} janvier 1852 au 1^{er} avril 1874.

Débits fermés par mesure de sûreté générale	3.908
Débits fermés pour infraction aux règlements	16.473
Ensemble :	20.381

Période du 1^{er} avril 1874 au 31 décembre 1875.

Débts fermés par mesure de sûreté générale	481
Débts fermés pour infraction aux règlements	3.327
Ensemble :	3.808

Le seul argument nouveau produit en faveur de l'abrogation du décret de 1851 est une raison psychologique : le public ne se rend pas compte du motif réel qui a nécessité la fermeture d'un débit de boissons ; même lorsque cette mesure n'a été inspirée que par des considérations d'ordre public, il se plaît à y chercher l'influence de certaines personnes ou une arrière-pensée électorale ; il en résulte une grave atteinte au prestige de l'Administration, en appelant sur ses actes des soupçons fâcheux.

Ne se contentant pas de détruire purement et simplement ce régime vicieux, M. de Sonnier propose de construire un nouveau système pour garantir l'ordre public, la morale et l'hygiène, et il fait valoir à l'appui de cette innovation de sérieux arguments. Nous y rencontrons à peu près les mêmes dispositions que dans le projet de loi qui deviendra la loi même de 1880.

Le projet de loi de M. de Sonnier fut voté à la Chambre le 22 juin 1877, par 318 voix sur 348. On eût pu, dès lors, croire qu'il allait définitivement régler la situation des débits de boissons, mais il n'en fut rien. Depuis le 16 mai précédent, le pouvoir était passé aux mains de la réaction : Mac-Mahon ayant formé un minis-

tière d'impérialistes et d'Orléanistes présidé par le duc de Broglie ; et la Chambre fut dissoute le jour même du vote de la loi : la réforme qu'elle consacrait se trouva ajournée *sine die*.

L'arme constituée par le décret de 1851 subsistait ; depuis l'effondrement de l'empire, aucun gouvernement ne s'en était servi, ni celui de M. Thiers, ni celui de Mac-Mahon au début ; mais celui du 16 mai n'eût pas de semblables scrupules ; pour violenter le suffrage universel, il eut recours à tous les moyens de pression sur les électeurs. Aussi, après avoir révoqué tous les Préfets et les Sous-Préfets républicains et les avoir remplacés par des conservateurs, après avoir interdit les réunions publiques des républicains, il fit fermer leurs débits de boissons.

En quelques semaines, 2.200 débits ou cafés furent fermés par les Préfets. Celui de la Haute-Loire annula, par mesure générale, toutes les autorisations qui avaient été antérieurement accordées. Cette réaction n'eut qu'un résultat, c'est de mettre tous les républicains d'accord pour la suppression du décret de 1851, qui permettait de pareils abus. Aussi, lorsqu'après les élections d'octobre 1877, ils revinrent à la Chambre en majorité, une de leurs premières préoccupations fut la révision du décret-loi. A cet effet, M. de Gasté, député, déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant abrogation du décret du 29 décembre 1851, projet qui devait devenir la loi de 1880.

La discussion du projet à la Chambre, le 22 mars 1878, nous fournit la preuve bien évidente que le but poursuivi était d'ordre politique. C'est ainsi qu'après le vote de l'article 1^{er} ainsi conçu :

« Le décret du 29 décembre 1851 sur les cafés, cabarets et débits de boissons à consommer sur place, est abrogé ».

M. Lenglé déclare que la loi lui semble dès lors complète, propose l'amendement suivant : « Les articles 2 et suivants sont supprimés », et, à l'appui de celui-ci donne l'argument que voici : « Exige-t-on une déclaration préalable pour le commerce de la boucherie et de la boulangerie ? »

Le rapporteur, M. Vernhes dut rappeler à l'assemblée qu'« il y a pour les cabarets une question de moralité de leurs propriétaires qui domine toutes les autres ».

Car, tout émus des abus permis à l'autorité par le décret de 1851, les députés nouvellement élus, qui avaient failli en être victimes, ne songeaient qu'à en empêcher le retour.

Aussi MM. Jules Siegfried, Bérenger, Waddington, etc... auteurs d'une proposition de loi relative à la réglementation des débits de boissons, ont écrit plus tard : « Le législateur pensa qu'il suffisait, pour être dans la vérité, de prendre le contre-pied du décret de 1851. Là où le décret disait : Autorisation, il répondit : Liberté de l'industrie ».

Issu de la politique, le décret-loi du 29 décembre 1851

était abrogé par la loi du 17 juillet 1880 également issue de la politique.

Cette puissance politique des cabaretiers, que nous notions depuis l'établissement du suffrage universel, n'a fait que s'accroître depuis cette époque. Le cabaretier exerce, en effet, une influence sur beaucoup d'événements de la vie sociale et de la vie publique ; il a joué un rôle dans les révolutions ; il en joue encore un dans les grèves et dans les élections.

Aussi, à la veille du renouvellement de leurs mandats, voit-on les députés craindre de mécontenter les débitants. Cette puissance politique des cabaretiers a eu une répercussion fâcheuse sur le régime fiscal ; c'est ce que nous verrons ultérieurement. Et, pour s'en convaincre dès maintenant, il suffit de se rappeler le vote de la Chambre en 1914, à la veille des élections législatives, supprimant toutes les licences de débitants, vote qui, heureusement, n'a pas été suivi par le Sénat, mais a néanmoins abouti à la suppression de la licence pour les débitants vendant exclusivement des boissons hygiéniques.

SECTION II

Historique de la législation issue de considérations d'ordre moral et hygiénique.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, c'est sur l'insistance du rapporteur du projet de loi de M. de Gasté, que la Chambre ne s'est pas bornée à en voter l'article 1^{er}, portant abrogation du décret-loi de 1851.

M. Vernhes, rapporteur, a dû rappeler à l'assemblée que la commission « avait cru devoir se préoccuper « d'assurer à l'ordre public et à la moralité publique des « garanties sur lesquelles personne ne peut se méprendre « et dont personne ne peut contester l'efficacité ».

Le Gouvernement, en faisant voter cette loi, s'est placé à un point de vue moral et hygiénique ; c'est ce qui résulte de la discussion à la Chambre des articles 6, 7 et 8 du projet. En réponse à M. Charpin, qui réproouve ces articles comme contenant une entrave à la liberté du commerce, qui demande pour les cabaretiers le même traitement que celui des autres commerçants et qui s'étonne qu'un condamné pour n'importe quel méfait, ayant subi sa peine, ne paraisse pas, au cas particulier, avoir payé sa dette à la société, M. de Marcère, Ministre de l'Intérieur, fait la déclaration suivante : « Les garan-

« ties portent sur les personnes qui sont spécifiées dans
« l'article 6 ; il s'agit de gens tarés, qui sont frappés par
« la justice pour des faits que la conscience de tout le
« monde réprouve. La différence qu'il convient d'établir
« entre le cabaretier et le commerce des autres personnes,
« c'est que le cabaret est un lieu de réunion ; par consé-
« quent, c'est un endroit où se fait un commerce qui
« appelle nécessairement sur lui l'attention des pouvoirs
« publics, l'œil de la police, et quelquefois la répression
« de la justice. Voilà pourquoi le cabaret ne peut être
« assimilé au magasin de tous les autres commerçants.
« — Dans ce lieu de réunion peuvent se rencontrer des
« gens qui s'y réunissent dans des buts fort divers ; il
« peut y avoir des déclassés, des hommes voués au
« crime, des gens habitués à vivre de méfaits, qui se re-
« tirent souvent dans de pareils lieux pour y cacher ou
« y consommer le produit de leurs vols ;... il peut s'y
« trouver, enfin, des gens animés de passions diverses
« qu'il est inutile de qualifier. Il faut donc prendre des
« garanties... Sinon, on offrirait un refuge aux mauvais
« sujets et on préparerait un théâtre tout prêt pour les
« plus tristes et les plus démoralisants spectacles ».

Nous voyons, par là même, que le législateur de 1830
a senti que le tenancier de ce lieu public « exerce, même
« à son insu, une sorte d'influence morale sur ses clients
« attablés de longues heures sous sa surveillance, dépen-
« dant de lui par l'habitude ou le crédit qu'il leur offre
« et qui fait d'eux ses obligés, et qu'ainsi cette influence

« serait pernicieuse, si elle était exercée sur eux de la
« part de quelqu'un dont la perversité a eu maille à
« partir avec la justice » (1).

Ce sentiment l'a conduit à voter la loi dont le texte
suit :

LOI DU 17 JUILLET 1880

Sur les cafés, cabarets et débits de boissons.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :

Article premier.

Le décret du 29 décembre 1851 sur les cafés, cabarets et
débits de boissons à consommer sur place, est abrogé.

Article 2.

A l'avenir toute personne qui voudra ouvrir un café, ca-
baret ou autre débit de boissons à consommer sur place, sera
tenue de faire, quinze jours au moins à l'avance et par écrit,
une déclaration indiquant :

1° Ses nom, prénoms, lieu de naissance, profession et do-
micile ;

2° La situation du débit ;

3° A quel titre elle doit gérer le débit et les nom, prénoms,
profession et domicile du propriétaire s'il y a lieu.

(1) Exposé des motifs de la proposition de loi relative à la
réglementation des débits faite en 1899 par Siegfried, Béranger
etc..

Cette déclaration sera faite à la mairie de la commune où le débit doit être établi.

A Paris, elle sera faite à la Préfecture de Police.

Il en sera donné immédiatement récépissé.

Dans les trois jours de cette déclaration, le maire de la commune où elle aura été faite en transmettra copie intégrale au Procureur de la République de l'arrondissement.

Article 3.

Toute mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant devra être déclarée dans les quinze jours qui suivront.

La translation du débit d'un lieu à un autre devra être déclarée huit jours au moins à l'avance.

La transmission de ces déclarations sera faite aussi au Procureur de la République de l'arrondissement, conformément aux dispositions édictées dans le précédent article 2.

Article 4.

L'infraction aux dispositions des deux précédents articles sera punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.)

Article 5.

Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitant de boissons.

Article 6.

Ne peuvent non plus exploiter des débits de boissons à consommer sur place :

1° Tous les individus condamnés pour crimes de droit commun ;

2° Ceux qui auront été condamnés à un emprisonnement

d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé, conformément aux articles 379, 401, 405, 406, 407, 408, 248, 330, 334, 410 du Code pénal et à l'article 2 de la loi du 27 mars 1851.

L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous les individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine, à l'égard des condamnés pour délits, si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

Article 7.

Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit contre lui et pendant le même délai, l'interdiction d'exploiter un débit, à partir du jour où les dites condamnations seront devenues définitives.

La même interdiction atteindra aussi tout débitant qui viendrait à être condamné à un mois au moins d'emprisonnement en vertu des articles 1 et 2 de la loi du 23 janvier 1873 pour la répression de l'ivresse publique.

Le débitant interdit ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme attaché au service de celui auquel il aurait vendu ou loué ou par qui il ferait gérer le dit établissement, ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint même séparé.

Article 8.

Toute infraction aux dispositions des articles 5, 6 et 7 sera punie d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 francs).

En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double, et le coupable pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de six jours à un mois.

Article 9.

Les maires pourront, les conseils municipaux entendus, prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique.

Article 10.

Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établiraient des cafés ou débits de boissons, ne seront pas tenus à la déclaration prescrite par l'article 2, mais ils devront obtenir l'autorisation de l'autorité municipale.

En cas d'infraction à la présente disposition, le débit sera immédiatement fermé et le contrevenant puni de la peine portée en l'article 4.

Article 11.

Les infractions ou contraventions aux règlements de police continueront à être punies des peines de simple police.

Article 12.

L'article 463 du Code pénal sera applicable à tous les délits et contraventions prévus par les articles ci-dessus.

Fait à Paris, le 17 juillet 1880.

Signé : Jules GRÉVY.

Par l'article 2, on substitue à l'autorisation préalable, une simple déclaration à la mairie. Celle-ci a certes pour but direct de permettre d'assurer l'application des articles suivants de la loi, elle a aussi pour but de faire connaître à l'autorité administrative l'existence de ce nouveau lieu de réunion afin que la police puisse y exercer son action, y maintenir l'ordre et en surveiller les clients. Ces dispositions ont donc en vue l'ordre et la sûreté publiques. Certains, M. Langlé entre autres, déclaraient cet article inutile, l'obligation de la déclaration pouvant être imposée par un règlement de police municipale comme avant 1851. Il n'était pas possible d'abonder dans cette manière de voir, car le régime des débits de boissons aurait alors été différent suivant les localités.

Ce même article 2 prescrit d'adresser dans les trois jours au Procureur de la République copie des déclarations d'ouverture des débits de boissons. A ce propos, il convient de faire remarquer que, lors de la discussion du projet au Sénat, le Général Robert avait proposé, pour éviter cette formalité, d'exiger le dépôt par le déclarant d'un extrait de son casier judiciaire, afin que le maire puisse lui-même se rendre compte s'il avait ou non la capacité requise pour tenir un cabaret. Cette proposition fut combattue par le Rapporteur, M. Lamote, qui déclara que, ce que l'on voudrait exiger du déclarant, constituerait une obligation contraire aux principes ; car lorsqu'on exerce une faculté de droit commun, la présomption légale est une présomption de capacité. D'autre

part, les Maires des communes rurales pourraient, par négligence, ne pas tenir compte d'un extrait du casier judiciaire et laisser à tort ouvrir un débit par un condamné de droit commun ou tout autre incapable. La transmission de la déclaration au Procureur de la République, qui a sous la main tous les casiers judiciaires de son arrondissement et aussi la possibilité d'avoir ceux de tous les autres ressorts judiciaires présente beaucoup plus de garanties au point de vue d'une application sûre et efficace de la loi.

Les articles 5, 6 et 7 interdisent la profession de débitant de boissons à certaines catégories d'individus. L'article 5 l'interdit aux mineurs non émancipés et aux interdits.

Lors de la discussion à la Chambre, M. Cherpin déclara cet article inutile, attendu qu'en thèse générale, les mineurs et les interdits ne peuvent faire acte de commerce. A quoi le Rapporteur répondit fort justement que « si le mineur non émancipé ne peut pas faire le commerce sans le consentement de ses parents, il peut le faire avec cette autorisation. D'ailleurs le mineur peut être gérant ; tout le monde a le droit de prendre un mineur pour mandataire. Il est donc utile de dire que les mineurs et interdits ne pourront pas gérer de débits de boissons à quelque titre que ce soit ».

L'article 6, le plus important de la loi, interdit l'exploitation d'un cabaret : 1° à tout individu condamné pour crime de droit commun, et 2° à tous ceux qui au-

ront été condamnés à un emprisonnement d'un mois pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé.

Nous avons vu plus haut, dans la déclaration de M. de Marcère, Ministre de l'Intérieur, les motifs de cet article. Un individu, déjà condamné pour des faits réprouvés de tout le monde, pourrait, en effet, exercer une influence morale pernicieuse sur ses clients ; son cabaret deviendrait le lieu de réunion des malfaiteurs qu'il fréquentait avant sa condamnation, ou un rendez-vous de filles galantes, presque une maison publique, ou une maison de jeu. Enfin, pour augmenter ses bénéfices, celui qui a déjà été condamné pour vente de marchandises falsifiées n'éprouverait vraisemblablement pas de scrupule à sophistiquer les boissons qu'il vendrait : à mouiller le vin par exemple, ou à fabriquer lui-même, avec des essences dangereuses pour la santé, des boissons dont le goût pourrait ressembler à celui de liqueurs plus chères, mieux préparées et moins toxiques.

L'article 7 ne permet pas à un cabaretier, se trouvant dans les cas prévus par l'article 6, de continuer son exploitation. Il ajoute la même interdiction pour tout débitant qui viendrait à être condamné à un mois au moins d'emprisonnement en vertu des articles 1 et 2 de la loi du 23 janvier 1873, pour la répression de

l'ivresse publique. Ce dernier paragraphe constitue un renforcement de cette loi de 1873 destinée à arrêter les progrès de l'alcoolisme.

Combattus au nom de la liberté du commerce par M. Cherpin, ces deux articles ont été votés, le premier à une grande majorité, le second à mains levées. Les assemblées politiques ont, en effet, compris la différence existant entre la profession du cabaretier et toutes les autres professions. Par ces deux articles ont été assurés (en partie du moins) l'ordre public, la morale et l'hygiène.

L'article 9 autorise les maires à prendre, les conseils municipaux entendus, des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des écoles primaires, collèges ou autres établissements publics. Ce que l'on veut éviter, c'est le scandale ; on veut, ainsi qu'il a été dit dans le rapport présenté au Sénat : « prévenir, dans certains cas particuliers de voisinage, tout ce qui pourrait choquer la décence publique, devenir une cause de « froissement, de scandale ou de trouble ».

Cet article 9 n'a, en réalité, été guère appliqué ; aussi, MM. Charles Dupuy, sénateur, et Ribot, député, présidents des deux groupes parlementaires constitués pour lutter contre les progrès de l'alcoolisme ont, dans une démarche collective faite en janvier 1907, auprès de M. Clémenceau, président du Conseil, signalé que les

municipalités ne se conformaient pas à ces prescriptions qui pourraient amener une limitation du nombre des débits de boissons et, par là même, une réduction de l'alcoolisme : « A peine pourrait-on citer 3 ou 4 grandes villes où cette prescription ait été observée. Il ne paraît pas qu'elle le soit à Paris », est-il écrit dans le document remis à l'occasion de cette démarche.

A la suite de cette entrevue, M. Clémenceau a adressé, le 16 mars suivant, une circulaire aux Préfets dans laquelle il leur signale les bienfaits qu'aurait pu amener au point de vue alcoolique l'application du dit article, « si les municipalités n'étaient pas restées, en aussi grand nombre, indifférentes au vœu de la loi ».

Et cette circulaire continue ainsi :

« J'ai constaté, en effet, d'après les résultats de l'enquête ouverte en 1904 par l'un de mes prédécesseurs que, dans près de la moitié des départements, aucun arrêté n'était intervenu à ce sujet, et que, dans les autres, le nombre des localités assujetties n'atteignait guère plus de mille. Encore faut-il observer que, dans ce chiffre, les villes ne figurent que pour 50 environ, parmi lesquelles très peu de chefs-lieux de département ».

« Vous voudrez bien, pour vaincre l'inertie des municipalités, provoquer de tous les conseils municipaux de votre département, lors de leur prochaine session, une délibération relative à l'application du dit article

« en les invitant à se prononcer pour l'affirmative, ou,
« s'ils ne croyaient pas devoir s'y résoudre, à exposer
« d'une manière tout à fait explicite les motifs pour les-
« quels ils estiment qu'il n'y a pas lieu d'user de la fa-
« culté prévue par la loi. »

« Vous leur ferez remarquer que leurs résolutions
« favorables ne sauraient porter préjudice aux débitants
« actuels, puisque aux termes de l'article 9, les droits
« acquis, c'est-à-dire ceux qui résultent de l'existence de
« débits régulièrement ouverts, demeurent entièrement
« sauvegardés. »

« Il serait désirable, d'un autre côté, que, pour pré-
« senter une certaine efficacité, l'arrêté du maire déter-
« minant le périmètre de prohibition pour l'établisse-
« ment de nouveaux débits, visât tous les édifices énu-
« mérés par l'article 9 et non pas seulement une caté-
« gorie d'entre eux, comme l'ont trop souvent décidé
« les municipalités. »

On voit, par cette circulaire, combien la loi de 1880
était peu appliquée au point de vue qui nous occupe ac-
tuellement. Malgré la circulaire, aux termes si pressants,
reproduite ci-dessus, son application représente encore
peu de chose. Aussi Reinach, dans son rapport de 1910,
a encore pu écrire que « sur 36.000 et quelques com-
« munes, il n'y en a pas 50 où, depuis 30 ans, une mu-
« nicipalité assez résolue ait proscrit le cabaret de la
« place où est l'école, le cimetière ou l'église ; cepen-
« dant, partout où la limitation municipale a été ap-

« pliquée, à Lyon, à Nîmes, à Riom, elle a ralenti l'en-
« vahissement de l'alcoolisme ».

La limitation municipale a été si peu appliquée, que par l'article 46 de la loi du 30 juillet 1913, le même droit de limitation a été étendu aux Préfets, sur avis conforme des Conseils généraux. Cette réglementation n'a d'ailleurs, elle-même, pas eu beaucoup plus de résultat, attendu que, dans une réponse à une question posée le 2 juillet 1914 par M. Honorat, député, le Ministre a déclaré que le nombre de semblables arrêtés s'élevait à 40 et que sur ces 40 arrêtés, 26 étaient différents quant aux diverses communes, suivant leur importance.

Après avoir examiné la loi de 1880 et son application, il nous reste à étudier une autre loi qui, elle, n'est issue que de considérations purement morales et hygiéniques : la loi du 3 février 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme.

La guerre de 1870-71 avait eu pour effet de montrer le danger créé par l'alcoolisme dans les heures douloureuses qu'on avait traversées. Voici en effet ce qu'écrivait H. Sainte-Claire-Deville au général Trochu le 18 décembre 1870, pendant le siège de Paris : « L'homme
« armé est une bête fauve qu'il faut museler avec la discipline. L'usage des boissons fermentées détruit la discipline ; l'eau-de-vie est nécessairement le plus terrible

« ennemi du soldat. L'eau-de-vie excite et échauffe au
« moment du départ ; son effet, au moment du combat,
« est le découragement pour l'esprit, le refroidissement
« pour le corps. Après le combat, et en hiver, ceux de
« nos soldats blessés, qui ont puisé dans leur gourde, ont
« dû mourir de froid bien facilement... L'ivrognerie est
« la plaie du moment ».

Aussi, le 31 juillet 1871, l'Assemblée nationale prenait en considération le projet de loi présenté par MM. Vilfeu, Desjardins et plusieurs autres, qui ajoutait, aux articles 471 et 473 du Code, des dispositions pénales contre ceux qui seraient trouvés en état d'ivresse dans les rues et autres lieux publics, ainsi que contre les débitants qui auraient reçu des individus en état d'ivresse ou des mineurs âgés de moins de 16 ans, non accompagnés de leurs parents. Le 16 août suivant, M. Théophile Roussel déposait une autre proposition de loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre l'alcoolisme. L'urgence fut adoptée et la proposition renvoyée à la commission chargée d'examiner celle de M. Vilfeu. Le 8 janvier 1872, son rapporteur, M. Desjardins, déposait, au nom de la commission, un projet de loi en 15 articles qui devait, après quelques modifications, devenir la loi de 1873.

Il n'est pas sans intérêt, pour se pénétrer du motif de la loi, de citer les chaleureuses et patriotiques pensées par lesquelles le rapporteur a terminé son discours :

« Il est un point sur lequel tous les membres de cette
« Assemblée pensent et sentent de même. Ils savent tous

« que, pour rétablir la France à son rang, il faut rendre
« à la population sa force physique et morale. Ils ont
« l'ambition de relever le pays, ils doivent avoir l'inten-
« tion de le régénérer. Combattre un penchant qui a été
« longtemps regardé comme inoffensif, parce qu'il sem-
« blait n'abaisser et ne corrompre que l'individu, mais
« dont le développement prodigieux a fini par menacer
« la société tout entière et a contribué à l'abaissement
« passager du pays, c'est un devoir pour les hommes
« auxquels le pays a confié le soin de rechercher et de
« guérir ses maux. Vous n'y manquerez pas, Messieurs ;
« votre sagesse ne vous permettra pas de concevoir des
« illusions sur les mesures que vous adopterez, vous vous
« convaincrez qu'elles sont nécessaires, vous n'espérez
« pas qu'elles soient toutes puissantes. Mais le regret de
« ne pas faire autant de bien que vous le voudriez, ne
« vous empêchera pas d'en faire autant que vous le
« pouvez ».

Ce que l'on a voulu surtout, c'est ne pas laisser demeurer la législation pénale en arrière, en présence de la propagande de la médecine entière contre l'ivrognerie démontrant la nécessité d'une répression qu'il fallait avant tout faire accepter. D'autre part, si la loi n'a pas été plus sévère contre les débitants reconnus trop nombreux, c'est que la commission, qui l'a élaborée, pensait qu'il suffisait d'appliquer strictement le décret-loi du 29 décembre 1854.

Le projet de loi fut l'objet de plusieurs amendements

dont certains furent accueillis, mais le plus grand nombre rejetés. Parmi ces derniers, il convient de citer, pour mémoire, celui de M. Testelin, d'un esprit tout différent de celui du projet de la commission et qui cherchait à combattre l'alcoolisme par une autre méthode : « Il est ouvert au Ministère de l'Intérieur un crédit de 200.000 francs. Ce crédit sera consacré : 1° à favoriser la création et la propagation de sociétés ayant pour but de combattre l'abus des boissons alcooliques ; 2° à subvenir aux frais d'étude des lois et règlements répressifs existant contre l'ivresse publique en Amérique, en Angleterre et en Suède. Cette étude comprendra aussi celle des asiles ou hôpitaux destinés à la guérison des ivrognes et connus sous le nom d'« inébriaie asylum ».

Deux articles additionnels ont également été proposés par M. Dezanneau, qui a ensuite retiré son amendement.

Ils étaient rédigés dans les termes suivants :

« Art. 1^{er}. — Aucun débitant de boissons ne pourra être autorisé, sans l'avis du comité local, composé du maire, du plus âgé des membres du bureau de bienfaisance de la commune, du juge de paix, d'un conseiller d'arrondissement et du conseiller général du canton qui le présidera. Art. 2. — Au décès du débitant de boissons, le comité local devra être consulté pour dire s'il y a lieu d'autoriser un nouveau titulaire ».

Ce projet est à noter, car il constitue un antécédent aux projets de limitation du nombre des débits de bois-

sons apparus en grand nombre de nos jours depuis 1895 et 1899.

Quoiqu'il en soit, à la 3^e délibération, la loi du 3 février 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme, fut votée sous la forme suivante :

Article premier.

Seront punis d'une amende de un à cinq francs inclusivement ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

Les articles 474 et 483 (1) du code pénal seront applicables à la contravention indiquée au paragraphe précédent.

Article 2.

En cas de nouvelle récidive, conformément à l'article 483, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse, depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double.

(1) Art. 474. — La peine de l'emprisonnement aura toujours lieu en cas de récidive, pendant trois jours au plus.

Art. 483. — Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.

Article 3.

Toute personne qui aura été condamnée deux fois en correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera déclarée par le second jugement incapable d'exercer les droits suivants : 1° de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° de port d'armes, pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

Article 4.

Seront punis d'une amende de un à cinq francs inclusivement les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres, ou qui les auront reçus dans leurs établissements, ou auront servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

Toutefois, dans le cas où le débitant sera prévenu d'avoir servi des liqueurs alcooliques à un mineur âgé de moins de seize ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur ; s'il fait cette preuve aucune peine ne lui sera applicable de ce chef.

Les articles 474 et 483 du code pénal seront applicables aux contraventions indiquées aux paragraphes précédents.

Article 5.

Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis un des faits prévus audit article.

Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des mêmes faits, depuis moins d'un an, se rendra de nouveau capable de l'un ou l'autre de ces faits, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

Article 6.

Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent, pourra être déclarée par le second jugement incapable d'exercer tout ou partie des droits indiqués en l'article 3. — Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois, sous les peines portées par l'article 3 du décret du 29 décembre 1851. — Il pourra aussi, sous les mêmes peines, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

Article 7.

Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize à trois cents francs, quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans accomplis. Sera puni des peines portées aux articles 5 et 6 tout cafetier, cabaretier ou autre débitant de boissons, qui, ayant subi une condamnation en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable, soit du même fait, soit de l'un ou de l'autre des faits prévus en l'article 4, § 1 dans le délai indiqué en l'article 3, § 2.

Article 8.

Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordonner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

Article 9.

L'article 463 (1) du code pénal sera applicable aux peines d'emprisonnement et d'amende portées par la présente loi. — L'article 59 (2), du même code, ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

Article 10.

Les procès-verbaux constatant les infractions prévues dans les articles précédents seront transmis au procureur de la République dans les trois jours au plus tard, y compris celui où aura été reconnu le fait sur lequel ils sont dressés.

Article 11.

Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cabarets ou autres lieux publics, pourra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

(1) Art. 463 (extrait). — Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de 16 francs ; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police (amende, emprisonnement et confiscation des objets saisis).

(2) Art. 59. — Les complices d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs même de ce délit.

Article 12.

Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous cabarets, cafés et autres débits de boissons. — Un exemplaire en sera adressé à cet effet à tous les maires et à tous les cabaretiers, cafetiers et autres débitants de boissons. Toute personne qui aura détruit ou lacéré le texte affiché sera condamné à une amende de un à cinq francs et aux frais du rétablissement de l'affiche. — Sera puni de même tout cabaretier, cafetier ou débitant chez lequel le dit texte ne sera pas trouvé affiché.

Article 13.

Les gardes champêtres sont chargés de rechercher, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, chacun sur le territoire sur lequel il est assermenté, les infractions à la présente loi. Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces infractions.

Cette loi, où l'on constate la première apparition dans un texte officiel du mot « alcoolisme », et où l'on reconnaît l'influence des hygiénistes, « punit l'ivresse « d'abord de peines de simple police, puis de peines graves « duelles mais aggravées et par là, est bien faite pour « prévenir en quelque sorte l'habitude invétérée de l'« tempérance, source habituelle des désordres physiques « et moraux engendrés par l'alcoolisme et l'un des facteurs principaux de la criminalité » (1).

(1) Document remis en janvier 1906 par MM. Dupuy et Ribot à M. Clémenceau.

Malheureusement, si elle a été appliquée au début avec quelque fermeté, elle ne l'est plus depuis longtemps. Voici quelques chiffres qui permettent de s'en rendre compte.

Années	Nombre de contraventions	Années	Nombre de contraventions
1874	86.418	1880	60.714
1875	98.482	1881	67.379
1876	91.560	1882	68.934
1877	84.893	1883	69.506
1878	71.972	1884	68.072
1879	65.989		

Aussi en janvier 1907, lors de l'entrevue signalée plus haut à propos de la loi de 1880, entre le président du Conseil, M. Clémenceau et les deux présidents des groupes parlementaires constitués pour lutter contre les progrès de l'alcoolisme, ceux-ci ont-ils signalé l'insuffisante application de la loi de 1873 : « En 1873, le nombre « des infractions poursuivies en simple police était de « 81.481. Il n'est plus en 1903 que de 45.164. Celui des « poursuites correctionnelles est tombé, aux mêmes « dates, de 5.546 à 2.415. C'est un fléchissement dans le « second cas de plus de 50 0/0 ».

Malgré la circulaire de M. Clémenceau adressée aux Préfets le 16 mars 1907, comme suite à l'entrevue rappelée ci-dessus, la situation ne s'est guère améliorée.

Dans le rapport Barthou, Ministre de la Justice, au Président de la République sur l'Administration de la justice criminelle en 1909, nous trouvons la statistique suivante :

Périodes	Nombre de 2 ^e récidives pour ivresse (loi de 1873)
1886-1890.....	2.942
1891-1895.....	2.755
1896-1900.....	3.169
1901-1905.....	2.263
1906.....	1.960
1907.....	2.197
1908.....	3.534

Les augmentations constatées en 1907 et 1908, qui sont la conséquence de la circulaire Clémenceau, paraissent importantes si on les compare aux chiffres de 1906 qui sont les plus bas, mais ne sont guère supérieurs à ceux de la période 1896-1900. Il ne s'est d'ailleurs agi que d'un coup de fouet.

En 1910, Reinach se plaint encore de l'insuffisante application de la loi de 1873, et cite le rapport du Garde des sceaux dont il est question ci-dessus et où il est dit : « Exception faite pour l'année 1907, la loi a trouvé de moins en moins son application ». Le défaut d'exécution de la loi est expliqué de la façon suivante : « L'application de la loi est le plus souvent paralysée par le mauvais vouloir des municipalités ; les maires et les gardes champêtres jouissent de si peu d'indépendance qu'il leur est impossible de se montrer sévères à l'en-

« contre de ceux qui s'enivrent même ouvertement ; la
« gendarmerie seule dresse des procès-verbaux en cette
« matière ; encore ne s'acquitte-t-elle de cette mission
« spéciale qu'au cours des tournées plus ou moins fré-
« quentes qu'elle effectue sur le territoire des communes
« de sa résidence. Dans les villes, l'action directe de la
« police est, pour ainsi dire, nulle et inefficace ».

Cette absence d'application de la loi de 1873 a permis à Yvernès d'écrire que « la loi n'existe que sur l'affiche
« du cabaret, si toutefois on n'a pas oublié de la coller ». Ces errements continuent même actuellement au cours de la guerre. Et Reinach dans sa conférence, sur les lois antialcooliques et la guerre, faite à la ligue de l'Enseignement le 23 avril 1915, a pu citer le fait suivant : Un territorial a été condamné à mort pour s'être livré, étant en état d'ébriété, à des voies de fait envers un supérieur. La police n'a pas recherché le débitant chez lequel ce soldat s'était enivré, parce qu'elle a craint les représailles politiques.

Dans cette même conférence il montre comment, pour s'éviter toute recherche et tout ennui, la gendarmerie a l'habitude de terminer les procès-verbaux dressés pour ivresse, par la clause de style suivante : « Il ne nous a pas été possible de savoir où X... s'était enivré », et il cite le cas d'un P. V. où cette formule a été mise *in fine*, alors que, dans le corps de l'acte, il était relaté que l'ivrogne avait déclaré s'être enivré chez lui.

Il termine, sur ce sujet, de la façon suivante : « Il n'a

« été engagé aucune poursuite, depuis 30 ans et plus,
« contre aucun débitant pour avoir enivré son client,
« fût-ce jusqu'au crime. Par conséquent, la peine de
« clôture du débit en cas de récidive n'a jamais été pro-
« noncée. La loi de 1873, sur l'ivresse publique et les
« progrès de l'alcoolisme, doit être abrogée ou elle doit
« être appliquée. Il ne s'est encore trouvé aucun législa-
« teur pour en proposer l'abrogation. Donc appliquez-la
« exactement ».

C'est ce qu'il conviendrait de faire, en attendant que les projets, déposés pour la compléter, aient abouti.

Pour nous rendre compte du résultat au point de vue hygiénique des deux lois que nous venons d'étudier (loi de 1880 et de 1873), deux statistiques paraissent utiles : celle du nombre des débits et celle de la consommation de l'alcool.

Malheureusement, cette dernière ne nous donnerait aucune indication ; elle ne comprend, en effet, que la consommation frappée de l'impôt et laisse de côté tout l'alcool livré en fraude par les bouilleurs de cru ; cette statistique est influencée par des circonstances extérieures : état des récoltes et des approvisionnements, prix de l'alcool, etc. En conséquence, elle ne fournirait aucun renseignement exact.

Contentons-nous donc d'examiner la statistique du nombre des cabarets. Nous y constaterons une diminution pendant les années 1873-1874-1875-1876, période pendant laquelle la loi de 1873 a été appliquée avec

vigueur. Dès qu'elle a été moins sévèrement exécutée, le nombre des débits a augmenté de nouveau. Mais cette augmentation devient beaucoup plus rapide après la promulgation de la loi de 1880, qui rend la profession de cabaretier accessible à tout le monde.

Années	Nombre des débits	Années	Nombre des débits	Années	Nombre des débits
1830	281.847	1882	372.587	1898	431.990
1835	283.023	1883	377.514	1899	435.628
1850	350.424	1884	386.855	1900	435.379
1855	291.244	1885	399.145	1901	464.419
1865	351.408	1886	401.021	1902	464.556
1869	364.875	1887	404.832	1903	461.967
1872	355.780	1888	408.751	1904	468.434
1873	348.599	1889	410.069	1905	473.593
1874	342.980	1890	413.141	1906	477.323
1875	342.622	1891	416.691	1907	477.215
1876	343.139	1892	418.000	1908	477.632
1877	346.598	1893	420.274	1909	479.898
1878	350.697	1894	422.164	1910	477.899
1879	354.852	1895	450.000	1911	478.843
1880	356.833	1896	424.456	1912	481.159
1881	367.825	1897	425.507	1913	482.704

En deux ans, de 1880 à 1882, le nombre des débits s'est augmenté de 15.724, soit du même chiffre dont s'était accru le nombre des débits en vingt années, de 1850 à 1870. De 1882 à 1886, on constate une augmentation annuelle de plus de 7.000 débits au lieu de la moyenne

700 pour la période 1850-1870, et de la moyenne 1.000 pour la période 1870-1880.

Depuis cette époque, l'augmentation s'est poursuivie, comme l'on peut en juger par le tableau ci-dessus, qui constitue la meilleure preuve de l'insuffisance des mesures législatives prises contre le cabaret au point de vue moral et hygiénique.

SECTION III

Historique de la législation qui a pour origine des considérations d'ordre fiscal.

Avant la Révolution.

Les impôts qui pèsent actuellement sur les boissons faisaient, sous l'ancien régime, partie d'un système de taxes qu'on appelait les droits d'aides. Il est assez difficile de se rendre un compte exact de l'organisation et du fonctionnement du régime des Aides. Il n'existait que dans le ressort de la cour des Aides de Paris et de celle de Rouen. Ailleurs, les boissons étaient imposées au profit des Provinces et sous les formes les plus variées. Nous nous bornerons donc à parler des pays d'Aides. Dans ces pays, l'assiette et le recouvrement des impôts sur les boissons ont été codifiés par la grande or-

donnance de 1680. Cette ordonnance crée deux impôts généraux perçus *ad valorem* : un treizième de la valeur sur la vente en gros et un quart ou un huitième sur la vente en détail.

Au point de vue des débitants de boissons, ce dernier droit seul nous intéresse ; nous négligerons donc toute autre explication concernant le premier.

Dans le ressort de Paris, l'ancien droit du huitième, combiné avec l'augmentation, avait été converti en un droit fixe : le huitième réglé. Dans les pays de huitième réglé, l'impôt perçu à la vente en détail était fixe et non proportionnel à la valeur de la boisson. Il était, de plus, différent, suivant que la vente avait lieu à pot ou à assiette, c'est-à-dire à emporter ou à consommer sur place. Dans le premier cas, l'impôt n'était que de 5 livres 8 sols par muid de vin, alors que, dans le second cas, il était de 6 livres 15 sols. Cette distinction tient à ce qu'on avait voulu frapper la boisson, que les petits ménages viennent chercher au détail au lieu de l'acheter en gros faute d'avances suffisantes, d'un impôt moins élevé que la consommation de cabaret. De plus, les vins vendus à emporter étaient d'une valeur moyenne moindre que ceux consommés sur place.

Dans une partie de la Normandie et de la Picardie, l'impôt perçu à la vente en détail était un droit proportionnel au prix de vente et égal au quatrième de ce prix. Dans ces pays, dits de quatrième, il n'y avait aucune différence de tarif entre la vente à emporter et celle à

consommer sur place. Ce fait tenait à ce que, d'une part, il s'agissait de pays non producteurs, où le vin n'avait pas le caractère de boisson alimentaire, et, d'autre part, à ce que le tarif de l'impôt était basé sur le prix de vente et qu'en conséquence, il n'y avait pas besoin pour établir une proportionnalité de faire la distinction, que nous avons trouvée dans les pays de huitième réglé.

De la proportionnalité de l'impôt au prix de vente, il résultait qu'il fallait connaître, d'une part, les quantités vendues et, d'autre part, le prix auquel elles étaient vendues ; ce qui nécessitait un ensemble de formalités, de déclarations et de surveillances que l'on nomme *exercice*. Nous ne décrirons pas ici ce qu'était l'exercice à cette époque ; les dispositions que contenait l'ordonnance de 1680 à cet égard ont été, pour ainsi dire, intégralement reproduites dans la loi du 28 avril 1816 ; c'est en étudiant cette loi, que nous les examinerons seulement, afin de ne pas faire de répétitions. Il convient de noter, en passant, que pour cet impôt, comme pour tous les autres d'ailleurs sous l'Ancien régime, des exceptions avaient été accordées en faveur de certaines personnes privilégiées.

Nous avons parlé jusqu'ici uniquement de l'impôt sur le vin ; mais les mêmes règles étaient applicables à la vente du cidre, du poiré et, depuis 1659, à celle de l'eau-de-vie.

Il n'existait naturellement pas de tarif concernant ces boissons dans les pays du quatrième, où l'impôt était

le suivant dans les pays de huitième réglé : pour l'eau-de-vie, 15 livres par muid ; pour le cidre la moitié du droit du vin ; pour le poiré, la moitié du droit du cidre et pour la bière 3 livres 10 sols par muid.

L'ordonnance de 1680 prévoyait un mode de remplacement des conditions ordinaires de perception du droit de détail, l'abonnement, qui existait sous deux formes : abonnement à raison d'une certaine somme pour chaque muid de vin vendu en détail, abonnement d'une façon générale, pour tout ce qui sera vendu dans l'année.

Outre cette taxe spéciale à la vente en détail, le débiteur de boissons payait, comme les simples particuliers, les autres droits qui pouvaient exister sur les boissons. Il en existait de deux sortes : les droits d'entrée perçus au profit de l'Etat et les droits d'octroi que, dès le ^{xii}^e siècle, les rois avaient autorisé certaines villes à percevoir à leur profit et qui variaient à l'infini.

Le droit d'entrée remonte à l'édit du 22 septembre 1561, qui frappe d'un droit de 5 sous par muid, les vins introduits dans les villes et lieux clos. Des lettres patentes y ajoutèrent ultérieurement 5 autres sous, ce sont les nouveaux et anciens cinq sols qui sont l'origine des droits d'entrée. D'autres taxes perçues à l'entrée des villes s'y ajoutèrent. Elles furent toutes réunies en une seule par l'ordonnance de 1680, qui fixe les droits d'entrée à Paris à 18 livres par muid de vin entrant par eau et à 15 livres par muid de vin entrant par terre, à 45 livres

par muid d'eau-de-vie, à 35 sols par muid de cidre et à 17 sols 6 deniers par muid de poiré.

Enfin le cabaretier doit un impôt spécial : l'annuel. Cet impôt remonte au xvi^e siècle où, par l'édit de mars 1577, il fut défendu de tenir hôtellerie, taverne ou cabaret, débit de vin de gros ou de détail sans lettre ou permission du roi, autorisation qui n'était délivrée que contre paiement d'une finance. D'abord viagère, cette finance devient périodique en 1632 ; c'est l'annuel qui s'élève à six livres dans les villes, 5 dans les bourgs et villages placés sur les grandes routes et à 4 livres dans les autres lieux.

L'ordonnance de 1680 eut pour effet de soumettre à l'annuel un plus grand nombre de redevables, d'en élever le tarif et de ramener à deux le nombre des classes qui était auparavant de trois, et dont les deux dernières n'étaient pas faciles à distinguer. L'annuel était désormais de 8 livres par an dans les villes et de 6 livres 10 sols dans les autres lieux. Il était perçu, quelle que fût l'espèce des boissons vendues, et frappait plutôt l'établissement que la personne, d'où il résulte que l'impôt était dû pour chaque cave ou établissement ouvert hors de la maison pour la vente des boissons.

Il devait être payé en une fois et pour l'année entière, après le 15 février de chaque année, et sans répétition possible pour ceux qui quittaient leur commerce ou ouvraient leur débit après cette date et dans le cours de l'année.

L'annuel fut encore aggravé par un arrêt de 1728 qui décida qu'il fallait un annuel pour chaque espèce de boisson vendue et que les particuliers, vendant plus de 3 muids de vin par an et 6 muids de cidre ou poiré, devaient l'annuel.

LA RÉVOLUTION

Les constituants, imbus des théories physiocratiques et obligés de donner satisfaction aux désirs du peuple, « sachant (1) que les visites domiciliaires et les vexations « qu'elles entraînent sont insupportables à des hommes « libres, se sont crus religieusement obligés de repousser « toute idée, tout projet d'imposition, dont la perception « aurait exigé qu'on put violer l'asile sacré, que chaque « citoyen a droit de trouver dans sa maison, lorsqu'il « n'est prévenu d'aucun crime ».

Aussi l'Assemblée Constituante décréta par la loi des 2-17 mars 1791, la suppression complète de toutes les taxes de consommation sur les boissons, droits d'aides, droits d'octroi, annuel, etc...

On aurait pu considérer cette suppression absolue comme le résultat d'un élan généreux, comme une pure manifestation et penser qu'en présence des besoins d'argent, peu à peu on aurait, après avoir fait table rase, reconstruit sur un autre plan un système quelconque

(1) Dupont de Nemours, Adresse aux Français, 24 juin 1871.

d'impôt sur la consommation. Mais cette suppression radicale était si conforme au désir du peuple, content d'être débarrassé des abus de l'Ancien Régime, que personne n'osa réellement proposer de rétablir un droit quelconque sur les boissons. Il en fut ainsi pendant 43 ans jusqu'au Consulat.

DE 1804 A 1816

Nous assistons, pendant cette période, à la réorganisation de tous les impôts indirects qui existaient avant la Révolution.

D'abord, par la loi du 24 avril 1806, le droit d'inventaire, qui avait été créé par une loi du 5 ventôse an XII, est remplacé par deux droits *ad valorem*, que nous avons déjà rencontrés sous l'ancien régime : 1° un droit du vingtième sur les boissons vendues en gros, qui ne concerne pas notre sujet ; 2° un droit du dixième sur les boissons vendues au détail. Le premier de ces deux droits était payé par les simples particuliers s'approvisionnant par fortes quantités ; les deux droits se cumulaient pour les débitants de boissons. Avec ce droit de détail, réapparut l'exercice qui était réglementé comme sous le régime de l'ordonnance de 1680. Le droit de détail atteignait toutes les boissons.

Ce droit fut élevé à 15 0/0 par la loi du 25 novembre 1808, qui en affranchit les bières et remplaça le droit de gros

ad valorem par un droit de circulation perçu même chez les débitants, et dont le taux variait pour les vins suivant les départements qui étaient divisés en 4 classes. Le taux de l'impôt était à l'hectolitre de 3 francs pour les vins en bouteilles, 0 fr.15 pour le cidre, 1 fr.20 pour l'eau-de-vie en cercle et 5 francs pour celle en bouteilles.

La consommation dans les débits était lourdement frappée par le droit de détail ; le décret du 12 octobre 1812 eut pour effet, en ce qui concerne les eaux-de-vie, d'égaliser les charges entre les débitants et les simples particuliers. Ces derniers durent, en effet, acquitter, eux aussi, sur les eaux-de-vie qu'ils recevaient, un droit de 15 0/0, basé sur le prix courant au lieu de destination. Ce nouvel impôt fut appelé : droit de consommation.

Pour faire face aux nécessités créées par les premiers revers de la fin de l'empire, le décret du 5 janvier 1813 accrut toutes les taxes et porta, notamment, le droit de détail à 16 2/3 0/0.

Le nouveau gouvernement, par antithèse, fit, au contraire, une concession en décidant, par le décret du 27 avril 1814 que, dans les villes ayant un octroi ou plus de 2.000 habitants, les exercices chez les débitants pourraient être supprimés et les droits de détail et de circulation remplacés par une taxe additionnelle aux entrées. Nous trouvons là une première application du régime de la taxe unique qui, à Paris, existait depuis 1719.

Les dispositions du décret furent maintenues par la loi du 8 décembre 1814, mais abrogées ultérieurement par

la loi du 28 avril 1816. Une seule ville en fit l'application : la ville de Lyon, pendant quelques mois.

Outre les droits généraux, le débitant payait sur ses boissons le droit d'entrée qui avait été rétabli au profit du Trésor par la loi du 25 novembre 1808 à l'entrée de toutes les villes de plus de 2.000 habitants, et dont le tarif gradué variait suivant la population des communes réparties en 8 classes. A noter que, pour les vins en bouteilles, le droit était le double de celui perçu sur les vins en cercles. La loi du 8 décembre 1814 eut pour effet d'introduire dans la tarification du droit d'entrée un autre élément que celui de la population : la classe du département dans lequel était située la commune.

Il existait alors 32 tarifs différents pour le droit d'entrée. Le débitant devait encore acquitter sur les boissons qu'il vendait le droit d'octroi, perçu au profit de la commune. Une loi du 27 vendémiaire an VII avait en effet rétabli à Paris l'octroi qui, comme tous les autres impôts indirects, avait été supprimé en 1792. Par la loi du 5 ventôse an VIII le Gouvernement avait été investi du droit de créer des octrois. Et les dispositions, auxquelles devaient être soumis tous les règlements locaux établissant des octrois, avaient été fixées successivement par le décret du 17 mai 1809, la loi du 8 décembre 1814 et l'ordonnance du 9 décembre de la même année.

Enfin l'annuel fut rétabli sous le nom de licence et les débitants y furent assujettis en vertu du décret du 8 avril 1815.

LOI DU 28 AVRIL 1816

Cette loi forme la base même des impôts sur les boissons ; on peut la définir : le code des Contributions Indirectes. Nous nous étendrons donc à son sujet un peu plus longuement que nous l'avons fait jusqu'ici pour les lois antérieures. C'est elle qui nous indiquera toutes les formalités auxquelles étaient astreints les débitants sous le régime du droit de détail et de l'exercice. Comme c'est là, au point de vue qui nous occupe, le point important, nous l'étudierons en détail plus loin.

Examinons, d'abord, les diverses modifications apportées par cette loi aux autres impôts créés par des lois antérieures.

Elle rétablit le droit de circulation créé en 1808, qui avait été supprimé pendant les cent jours.

En ce qui concerne le droit d'entrée, elle en augmente le tarif qui varie, dès lors, en principal, de 0 fr. 55 à 6 fr. 30 par hectolitre pour les vins en cercles, de 1 fr. 15 à 9 fr. 30 pour les vins en bouteilles et les vins de liqueur tant en cercles qu'en bouteilles, de 0 fr. 35 à 2 fr. 80 pour les cidres, de 1 fr. 40 à 11 fr. 80 pour les eaux-de-vie en cercles au-dessous de 22° Cartier, de 2 fr. 10 à 17 fr. 60 de 22° à 28°, de 2 fr. 80 à 23 fr. 60 au-dessus de 28°, les eaux-de-vie de toute espèce en bouteilles, les liqueurs

ou fruits à l'eau-de-vie tant en cercles qu'en bouteilles (1).

Elle maintient les droits d'octroi, mais interdit d'établir sur les boissons des taxes d'octroi supérieures au droit d'entrée.

Enfin, elle généralise le droit de licence.

Les personnes qui veulent se livrer à la vente des boissons doivent faire, avant de commencer leur débit, une déclaration à la Régie (art. 50).

Toute personne, assujettie par le présent titre à une déclaration préalable en raison d'un commerce quelconque de boissons, sera tenue, en faisant la dite déclaration, de se munir d'une licence dont le prix annuel est fixé par le tarif ci-dessous (art. 144).

Débitants de boissons.

Dans les communes au-dessous de 4.000 habitants.	6 fr.
» » de 4.000 à 6.000 »	8 »
» » de 6.000 à 10.000 »	10 »
» » de 10.000 à 15.000 »	12 »
» » de 15.000 à 20.000 »	14 »
» » de 20.000 à 30.000 »	16 »
» » de 30.000 à 50.000 »	18 »
» » de 50.000 et au-dessus (sauf Paris).	20 »

(1) A noter l'art. 21 de la loi en vertu duquel les débitants établis sur les territoires de la commune, ce qui comprend tous les débitants, même ceux placés dans les dépendances rurales sont assujettis au droit d'entrée sur les boissons qu'ils reçoivent, alors que les simples particuliers établis dans des habitations éparses ou dans des dépendances rurales en sont affranchis.

Les personnes dénommées au tarif ci-dessus ne pourront commencer le commerce qu'après avoir obtenu une licence qui ne sera valable que pour un seul établissement, et pour l'année pendant laquelle elle aura été délivrée.

Il sera payé comptant, pour droit de licence, la somme fixée au dit tarif à quelque époque de l'année que soit faite la déclaration (art. 171).

Dans la loi de 1816, la licence a perdu le caractère d'autorisation du souverain qu'elle avait sous le régime de l'ordonnance de 1680. Elle parait être plutôt le paiement des frais de surveillance de l'établissement.

Nous allons maintenant faire connaître à quel régime était soumis, par la loi de 1816, le débitant de boissons au point de vue du droit de détail et de l'exercice.

La vente en détail des vins, cidres, poirés, eaux-de-vie, esprits ou liqueurs composés d'eau-de-vie ou d'esprit est frappée d'un droit de 15 0/0 du prix de vente (art. 47).

Les débitants sont tenus de déclarer aux commis le prix de vente de leurs boissons, chaque fois qu'ils en sont requis ; les dits prix doivent être inscrits tant sur les portatifs et registres que sur une affiche apposée par le débitant dans le lieu le plus apparent de son domicile (art. 48).

En cas de contestation entre les employés et le débitant, relativement à l'exactitude de la déclaration des prix de vente, il en sera référé au Maire de la Commune,

lequel prononcera sur le différend, sauf recours, de part et d'autre, au Préfet, en Conseil de Préfecture, qui statuera définitivement dans la huitaine, après avoir pris l'avis du Sous-Préfet et du Directeur des Contributions Indirectes (art. 49).

Les personnes, qui désirent se livrer à la vente en détail des boissons, doivent avant de commencer leur débit, faire leur déclaration au bureau de la Régie et désigner les espèces et quantités de boissons qu'ils ont en leur possession dans les caves ou celliers de leur demeure, ou ailleurs, ainsi que le lieu de la vente ; comme aussi indiquer, par une enseigne ou bouchon, leur qualité de débitant (art. 50).

Toute personne qui vend en détail des boissons, de quelque espèce que ce soit, est sujette aux visites et exercices des employés de la Régie (art. 52).

Les boissons déclarées et reçues par les débitants doivent être reconnues et prises en charge par les commis : elles ne peuvent être introduites chez eux qu'en vertu de titres de mouvements réguliers qui sont produits lors des visites et exercices. Les débitants domiciliés dans les lieux sujets au droit d'entrée doivent produire, lors des exercices, les quittances de ces droits, ainsi que celles d'octroi (art. 53).

Les débitants sont tenus d'ouvrir leurs caves, celliers et autres parties de leur maison aux employés pour y faire leurs visites, même les jours de fête et dimanches (art. 56).

Ils ne peuvent vendre des boissons en gros qu'en futailles d'un hectolitre au moins, et il ne peut en être fait décharge à leur compte qu'autant que les vaisseaux auront été démarqués par les commis. En cas d'enlèvement sans démarque, le droit de détail est constaté sur la contenance des futailles. Le compte des débitants est également déchargé des quantités de boissons gâtées ou perdues, lorsque la perte est dûment justifiée (art. 57).

Les « vendeurs » en détail ne peuvent recevoir, ni avoir chez eux, à moins d'une autorisation spéciale, de boissons en vaisseaux d'une contenance moindre qu'un hectolitre ; ils ne peuvent établir le débit des vins et eaux-de-vie sur des vaisseaux de plus de cinq hectolitres, ni mettre en vente ou avoir en perce à la fois plus de trois pièces de chaque espèce de boisson. Les vins ne peuvent être mis en bouteilles qu'en présence des commis, qui cachètent les bouteilles du cachet de la Régie (art. 58) (1).

Il est défendu aux débitants de faire aucun remplissage sur les tonneaux soit marqués, soit démarqués, si ce n'est en présence des commis (art. 59).

Il est interdit aux débitants de recéler des boissons dans leurs maisons ou ailleurs et aux particuliers de laisser entrer chez eux des boissons appartenant à des débitants. Toute communication entre les maisons des

(1) La dernière partie de l'art. 58, concernant la mise en bouteilles en présence du service, n'a jamais été appliquée.

débitants et les maisons voisines est interdite, et les commis sont autorisés à exiger qu'elle soit scellée (art. 61).

Lorsqu'il y a impossibilité d'interdire les communications, le voisin du débitant peut être soumis aux exercices des commis et au paiement du droit de détail, lorsque sa consommation apparente est évidemment supérieure à ses facultés et à la consommation réelle de sa famille, d'après les habitudes du pays (art. 62) (1).

L'exercice et le paiement du droit de détail sur les « trop-bu » ne peuvent être exigés que par un arrêté du Préfet, pris après avis du Maire (art. 63 et 64).

Le décompte des droits à percevoir en raison des boissons trouvées manquantes chez chaque débitant est arrêté tous les trois mois. Le paiement des dits droits est exigé à la fin de chaque trimestre. Des acomptes sont perçus au fur et à mesure qu'une pièce est entièrement vide (art. 65).

Il est accordé, pour tous déchets et consommation de famille, 3 0/0 sur le montant du droit de détail à percevoir (art. 66).

Les débitants qui déclarent cesser leur débit, sont tenus de retirer leur enseigne ou bouchon, et restent soumis, pendant les trois mois suivants, aux visites et exercices des commis (art. 67).

Par la voie de l'abonnement, les débitants pouvaient

(1) L'Administration ne s'est servie que bien rarement de l'arme que lui fournissait cet article contre les voisins complaisants.

s'affranchir de tout ou partie des obligations et formalités qui leur étaient imposées ; c'est ce qui résulte des dispositions suivantes :

Toutes les fois qu'un débitant se soumet à payer, par abonnement, l'équivalent du droit de détail dont il est estimé passible, il doit y être admis par la Régie. Lorsque la Régie n'est pas d'accord avec ledit débitant pour fixer l'équivalent du droit, le Conseil de Préfecture statue, sauf recours au Conseil d'Etat. La durée de ces abonnements ne peut excéder un an (art. 70).

Cette sorte d'abonnement a pour résultat d'affranchir le débitant de tous exercices des employés et de le faire considérer comme un simple particulier.

Mais la régie peut consentir de gré à gré avec les débitants un autre genre d'abonnement : l'abonnement à l'hectolitre qui ne dispense le débitant que de la déclaration des prix de vente, et qui ne peut avoir une durée supérieure à deux trimestres (art. 71).

D'autre part, la Régie doit également consentir dans les villes aux Conseils municipaux, qui en font la demande, un abonnement général pour le montant des droits de détail et de circulation dans l'intérieur, moyennant que la commune s'engage à verser dans les caisses de la Régie par 24^e, de quinzaine en quinzaine, la somme convenue pour l'abonnement, sauf à elle à s'imposer sur elle-même pour le recouvrement de cette somme, comme elle est autorisée à le faire pour les dépenses communales (art. 73).

Ces abonnements ont pour résultat de supprimer l'exercice chez les débiteurs et d'affranchir de toute formalité la circulation des boissons à l'intérieur de la ville (art. 76).

Enfin, quatrième mode d'abonnement : Sur la demande des deux tiers au moins des débiteurs d'une commune, approuvée par le Conseil municipal, la Régie doit consentir, pour une année, à remplacer la perception du droit de détail par exercice, au moyen d'une répartition sur la totalité des redevables, de l'équivalent dudit droit (art. 77).

La répartition a lieu par les soins de syndics choisis par les débiteurs eux-mêmes (art. 78).

Tel est, dans ses grandes lignes, le régime sévère auquel étaient soumis les débiteurs en vertu des dispositions de la loi du 28 avril 1816.

DE 1816 A 1830

Pendant cette période, nous rencontrons, au point de vue qui nous occupe, deux lois : l'une du 25 mars 1817, l'autre du 24 juin 1824.

La première a pour effet d'assimiler, au point de vue fiscal, l'hydromel au cidre, d'étendre la perception du droit d'entrée aux localités de 1.500 habitants et au-dessus, et enfin de changer la nature du droit de circulation.

Celui-ci était jusqu'alors exigible à chaque déplace-

ment de boissons ; par la loi du 25 mars 1817, il devient, en quelque sorte, un droit de consommation, qui n'est perçu qu'une seule fois sur une même boisson. D'autre part, il est dû seulement par les simples particuliers. Il en résulte que les débitants qui, antérieurement, payaient cumulativement le droit de circulation et le droit de détail, ne payèrent plus que ce dernier droit.

La loi tend de plus à égaliser ces deux droits ; elle porte en effet le droit de circulation au $\frac{1}{3}$ environ du droit de détail, ce qui représentait une majoration considérable.

Cette augmentation du droit de circulation ayant soulevé de vives réclamations, la loi du 24 juin 1824 abaisse ce droit pour le vin, à 1 fr. 50 par hectolitre pour tous lieux, abandonnant ainsi le système des classes.

Cette même loi contenait d'autres dispositions plus intéressantes encore ; elle convertit en effet, en un droit de consommation uniforme, quel que soit le destinataire, les droits de circulation, de consommation et de détail perçus antérieurement sur les spiritueux.

Pour les débitants, le nouveau droit continua à être recouvré, par voie d'exercice avec la déduction de 3 0/0 ; mais, en ce qui concerne ces boissons, les formalités de l'exercice perdaient beaucoup de leur intérêt : le taux de l'impôt étant le même pour le débitant ou pour le simple particulier, le débitant n'avait plus intérêt à recevoir l'alcool chez ses voisins.

Il résulte des dispositions précédentes que le droit de

circulation n'existait plus que sur les vins et les cidres.

En ce qui concerne les boissons spiritueuses, la loi de 1824 a amené une autre innovation : les tarifs du nouveau droit de consommation et de l'ancien droit d'entrée s'appliquent à l'alcool pur contenu dans ces boissons, alors qu'antérieurement l'impôt était constaté d'après le volume, comme il a été dit plus haut ; seules les eaux-de-vie en bouteilles et les liqueurs sont considérées comme alcool pur.

DE 1830 A 1875

Modifications apportées par les Révolutions de 1830 et 1848.

Lors de la Révolution de 1830, il se produisit un mouvement contre les taxes indirectes. Dans certains départements, leur perception fut suspendue. Pour calmer cette effervescence, le Gouvernement nomma une commission d'enquête composée de députés et de représentants de l'Administration.

MM. Saunac, de Rambuteau et Gauthier, porte-paroles des débitants, y combattirent le droit de détail et l'exercice.

M. Pasquier, administrateur des Contributions Indirectes, justifia l'exercice chez les détaillants, en déclarant que c'était le seul moyen de ne demander aux dé-

bitants pour droits qu'une partie de leurs bénéfices, après qu'ils l'ont reçue, que, d'ailleurs, cette surveillance pouvait prévenir les désordres, empêcher les mixtions insalubres et que, du reste, la difficulté pouvait être éludée en offrant aux villes la faculté de se rédimier de l'exercice, soit en reportant sur les entrées un impôt rapportant la même somme, comme le permettait la loi de 1814, soit en se réimposant elles-mêmes, comme l'autorise la loi de 1816. Il rappela ensuite les autres modes d'abonnements déjà existants : l'abonnement par corporation, l'abonnement individuel et l'abonnement à l'hectolitre.

La commission se rallia à l'opinion de M. Pasquier ; le résultat de ses travaux se traduisit par les lois du 12 décembre 1830 et du 21 août 1832.

Dans les villes de 4.000 habitants et au-dessus, les Conseils municipaux, complétés par l'adjonction d'un nombre déterminé de négociants et de débitants, furent investis du droit de convertir, en une taxe unique aux entrées, l'ensemble des droits sur les boissons y compris même le droit de licence.

Dans les localités où le droit de détail était maintenu, mais avec réduction du taux à 10 0/0, la faculté d'abonnement fut complétée pour les débitants par celle d'acquitter les droits sur les spiritueux à l'arrivée et de se rédimier ainsi complètement des formalités de l'exercice.

Par la loi du 25 juin 1844, les droits de circulation et de

licence furent distraits de la taxe unique. — Si l'on veut connaître le résultat du dégrèvement opéré en 1830, il suffit de se reporter au compte rendu de l'enquête dirigée en 1830 par Thiers sur le régime des boissons ; il en ressort clairement que, pour le producteur et le consommateur, le bénéfice a été nul, qu'il a été surtout sensible pour le débitant.

A noter, pendant la période que nous venons d'étudier, qu'en ce qui concerne le droit de circulation, la loi du 17 octobre 1830 a fait revivre le système des classes qui devait durer jusqu'en 1900. Quant au droit d'entrée, la loi du 12 décembre 1830 en a supprimé la perception dans les villes de moins de 4.000 habitants, son tarif a subi une réduction d'un tiers et la tarification spéciale des vins en bouteilles a été supprimée.

Enfin, en vertu de la loi du 21 avril 1832 (art. 44), la licence des débitants d'annuelle est devenue trimestrielle.

Lors de la révolution de 1848, le droit de détail et l'exercice des débitants furent attaqués par un comité de débitants de la banlieue de Paris. Le Gouvernement fit droit à ces réclamations par le décret du 31 mars 1848, en vertu duquel les droits de circulation et de détail sur les vins, etc. étaient remplacés par un droit général de consommation dont le tarif variait, pour les vins, de 1 fr. 38 à 5 fr. 50 par hectolitre suivant la classe des départements.

Il avait, en effet, jugé l'exercice vexatoire et attentatoire à la dignité des débitants.

Ce décret ne fut pas ratifié par l'Assemblée constituante qui trouva injuste l'unification projetée, qui aurait lésé vingt millions de consommateurs pour dégrever 300.000 débitants. La loi du 22 juin rétablit donc l'exercice.

L'Assemblée législative, en rétablissant les impôts indirects, qui avaient été supprimés par la Constituante lors de sa séparation, prescrivit la nomination d'une commission d'enquête sur l'impôt des boissons et ses répercussions. Les résultats de cette enquête sont consignés dans le célèbre rapport Bocher. A propos du droit de détail, il reconnaît que cet impôt est le plus élevé, mais il le déclare assez léger à supporter parce qu'il est proportionnel et très divisé. Malheureusement, dit-il, cet impôt n'atteint pas seulement la consommation faite au cabaret, mais aussi l'approvisionnement des ménages peu aisés. Il conclut en déclarant qu'il faudrait faire la distinction entre ces deux sortes de consommations ; frapper d'un impôt lourd la première et d'un impôt léger la seconde. La distinction entre les débits à emporter et ceux à consommer sur place, renouvelée de l'ordonnance de 1680, créerait des dangers au Trésor. Un autre moyen consiste à abaisser la limite de démarcation entre la vente en gros et la vente en détail. M. Bocher proposait, à cet effet, d'abaisser cette limite à cinquante litres pour les vins en fûts. Le Gouvernement alla plus loin que la commission dans cette voie. Et, par le décret du 17 mars 1852, c'est à 25 litres, pour les boissons en-

cercles comme pour celles en bouteilles, que fut abaissée la limite des quantités que les marchands en gros pouvaient expédier aux consommateurs en ne payant que le droit de circulation. Par contre le droit de détail fut relevé à 15 0/0, comme il était avant 1830.

Ce décret du 17 mars 1852 contenait les réductions d'impôts suivantes : abaissement de moitié de la quotité du droit d'entrée sur les vins et les cidres ; même disposition en ce qui concerne le droit d'octroi, sauf qu'il est laissé aux communes un délai de trois ans pour opérer cette réduction. Celle-ci n'eut pas lieu ; car la disposition précédente fut supprimée par l'article 8 de la loi du 22 juin 1834, en vertu duquel le maximum du droit d'octroi est fixé au double du droit d'entrée. Ce dernier droit ayant été diminué de moitié par le décret de 1852, le maximum du droit d'octroi reste tel qu'il était fixé auparavant.

Pendant les années qui suivirent immédiatement la guerre de 1870, les divers impôts sur les boissons subirent des augmentations de tarif, afin de faire face aux grands besoins d'argent de cette époque.

De plus, en vue de donner au Trésor des garanties contre l'évasion de l'impôt, la loi du 24 juin 1873 a relevé les pénalités en cas de contravention au droit de détail. Ces pénalités sont même étendues à toute personne convaincue d'avoir sciemment recélé chez elle des boissons appartenant à un débitant.

A noter : qu'en vertu de la loi de 1871, les absinthes

en cercles sont, comme les liqueurs, imposables comme alcool pur ; qu'en vertu de la loi du 26 mars 1872, les liqueurs en cercles et les eaux-de-vie en bouteilles ne sont plus considérées comme alcool pur, mais sont taxées au degré, avec une surtaxe de 60 fr. ($150 + 60 = 210$), enfin, que les absinthes continuent, au contraire, à payer pour le volume total et sont néanmoins assujetties à la surtaxe.

Une loi du 31 décembre 1873 a augmenté de 50 0/0 le droit d'entrée sur les vins et les cidres, dont le taux a été ainsi ramené à ce qu'il était avant le décret du 17 mars 1852.

LOI DU 9 JUIN 1875

Entre le droit de circulation et celui de détail, il existait une telle différence, que les débitants étaient tentés d'éluder ce dernier droit en faisant adresser leurs boissons chez des voisins. Ce genre de fraude se pratiquait surtout dans les villes importantes où l'Administration, ne pouvant interdire les communications intérieures, ne se souciait cependant pas de faire rendre par le Préfet un arrêté assujétissant à l'exercice les voisins des débitants, conformément à l'article 62 de la loi de 1816.

C'est pour éviter ces inconvénients, que le Gouvernement proposa au Parlement des dispositions en vue de rendre obligatoire, dans les villes importantes, la conversion des droits de détail et d'entrée en une taxe

unique aux entrées, conversion qui, en vertu des lois de 1832 et 1841, pouvait avoir lieu facultativement dans toutes les villes de plus de 4.000 habitants. Ce qui fut fait par la loi du 9 juin 1875.

Léon Say exposa de la façon suivante les motifs de cette loi :

« Dans les petites villes, comme dans les campagnes,
« l'exercice des débits de boissons ne comporte pas de
« difficultés exceptionnelles et le droit de détail n'y
« atteint qu'exceptionnellement la consommation ali-
« mentaire. Le système des droits différentiels, ména-
« geant les approvisionnements de ménage et surtaxant
« la vente des cabarets, s'y justifie donc complètement.
« Les petites villes sont, d'ailleurs, accessibles de toutes
« parts et, sans nul doute, la fraude y compromettrait
« gravement les intérêts du Trésor si les détaillants
« étaient exemptés de toute vérification à domicile, et si
« la sécurité de l'impôt devait reposer à peu près uni-
« quement sur une surveillance à la circulation. — Au
« contraire, dans la plupart des centres de quelque im-
« portance, l'exercice des débits de boissons rencontre,
« non seulement une certaine hostilité, mais de grandes
« difficultés matérielles et n'y garantit que très impar-
« faitement les intérêts du Trésor. — Là, en effet, les
« habitations isolées sont rares. Presque toujours les
« maisons, dans lesquelles un débit est installé, sont
« occupées par divers ménages. Les caves étant, dans ce
« cas, divisées en compartiments réservés, les uns aux

« débitants, les autres aux simples particuliers, on ne
« saurait empêcher que le débitant ne se concerte avec
« ses co-locataires pour recevoir en leur nom et déposer
« dans leurs caves des vins, des cidres qu'il débite en-
« suite clandestinement en ne supportant que le droit
« de circulation au lieu du droit de détail, qui est quatre
« ou cinq fois plus élevé. Il importe au plus haut degré
« de remédier à cette fraude qui se développe à tel point
« que, même dans les villes essentiellement industrielles,
« comme le Creusot, Montluçon, Rive-de-Gier, Givors
« et beaucoup d'autres où les ventes dans les débits re-
« présentent sans contredit la majeure partie de la con-
« sommation totale, le droit de détail ne se perçoit plus
« que sous la proportion de 4, 5, 6, 7 ou 8 0/0. En
« outre le cabaret, dans les grandes villes, remplit, la plu-
« part du temps, un autre rôle que dans les campagnes ;
« c'est au débit, dans les centres populeux, que viennent
« les classes pauvres ou peu aisées pour emporter ou
« consommer sur place les boissons destinées à leurs
« repas. La taxe unique allège en leur faveur le poids de
« l'impôt.

« En définitive, le projet de loi qui tend à rendre obli-
« gatoire dans les grands centres le régime de la taxe
« de remplacement, c'est-à-dire de la taxe uniforme,
« s'appuie sur de sérieuses raisons de principe et
« d'équité, en même temps que sur de graves consi-
« dérations d'intérêt fiscal. »

En même temps qu'il rendait la taxe unique obliga-

toire dans toutes les villes de 10.000 habitants et au-dessus, le Gouvernement en améliorerait l'assiette.

Aux termes de la loi de 1832, son tarif était déterminé, non seulement par le chiffre de la population, mais encore par le prix moyen de la vente en détail et par le rapport existant entre cette vente et la consommation générale, au moment de l'établissement de la taxe.

« Ce serait, dit l'exposé des motifs de la loi du 9 juin 1875, consacrer légalement de graves abus et en perpétuer l'effet que d'admettre indéfiniment comme vraie, la proportion qui apparaît aujourd'hui entre les quantités vendues dans les débits et les quantités totales introduites dans le lieu sujet et frappées du droit d'entrée. » On ne connaît, en effet, comme quantités vendues dans les débits que celles ayant acquitté le droit de détail; or, par suite de fraudes, toutes les quantités vendues dans les débits ne sont pas frappées du droit de détail.

Aussi la loi de 1875 prescrivit une révision du tarif de la taxe unique tous les cinq ans. Et, pour avoir les bases de détermination du taux, il fut ordonné d'inscrire distinctement, sur les registres d'entrée, les quantités à destination de débitants et celles à destination de simples particuliers.

L'application de ces prescriptions permit de constater proportionnellement une augmentation considérable des entrées à destination des débitants, et la première révision quinquennale se serait traduite presque partout par

une très forte augmentation du taux de la taxe unique. Aussi une loi du 22 décembre 1878 ajourna *sine die* l'opération de révision (qui ne put avoir lieu qu'en 1880, après que le taux des droits de détail et d'entrée eut été abaissé d'un tiers).

DE 1875 A 1900

Quelques années après le relèvement du taux des différentes taxes indirectes opéré en 1871 et 1873, les budgets se soldèrent par des excédents de recettes, et l'opinion publique réclama des réductions de taxes. M. Roys proposa de former une commission pour chercher à mieux répartir l'impôt sur les vins, M. Ganivet de procéder à une enquête sur la manière de dégrever et d'asseoir plus équitablement l'impôt. La Chambre opta pour cette dernière proposition, étendit l'enquête à tous les impôts sur les boissons et nomma à cet effet une commission de vingt-deux membres. Cette commission s'entoura de maints renseignements et avis ; aussi le rapport fait par M. Pascal Duprat ne fut pas fourni avant juin 1881.

Entre temps, pour faire droit aux réclamations des viticulteurs du Midi, le Parlement vota la loi du 19 juillet 1880, en vertu de laquelle les droits de circulation, de détail et d'entrée sur les vins furent réduits d'un tiers ; le droit de détail tomba ainsi de 18 fr. 75 à 12 fr. 50 0/0. Cette même loi supprima toutes les taxes différentielles sur les alcools et unifia le régime et le tarif pour les spiri-

tureux de toute nature ; le résultat de l'abaissement des droits sur les vins fut le même qu'en 1830 ; en effet le prix moyen du litre en 1879 était de 71 c. 43 ; il fut en 1880 de 72 c. 62 et en 1882 de 72 c. 92 ; or le prix de vente en gros pendant cette période était loin d'avoir augmenté dans la même proportion. Le bénéfice du dégrèvement revint donc encore entièrement au débiteur, alors que le législateur avait eu surtout en vue de favoriser le consommateur.

La réduction des impôts frappant les vins rendit possible, comme il a été dit plus haut, l'application de la loi du 9 juin 1875 prescrivant la révision quinquennale du tarif de la taxe unique. En vertu de l'art. 5 de la loi de 1880, la révision fut prévue pour 1886 ; il fut, de plus, convenu que dans les villes de 10.000 habitants et au-dessus, où la taxe unique existait obligatoirement, cette taxe ne pourrait pas être supérieure au triple du droit d'entrée d'après le tarif déterminé par la loi de 1880.

Bien que le rapport Duprat n'ait pas été l'occasion d'une loi lors de son dépôt, il convient d'en étudier le principe. Il a, en effet, servi de base à toutes les discussions et à tous les projets ultérieurs relatifs au changement de régime de l'impôt des boissons.

Après avoir examiné et écarté tous les modes de recouvrement autres que celui en vigueur, M. Duprat distingue deux catégories de boissons : celles qui sont utiles, presque nécessaires, les vins, bières, cidres, poirés, hydromels, et celles qui sont inutiles, même dange-

reuses : les boissons spiritueuses. Sa conclusion était qu'il convenait de dégrever complètement les premières qualifiées boissons hygiéniques et de récupérer la perte causée par ce dégrèvement au moyen d'une augmentation des droits sur l'alcool et des licences.

Vinrent ensuite, de 1886 à 1899, de nombreux projets de lois sur le même objet ; nous les étudierons plus loin, en même temps que la loi de 1900 qui en est la résultante.

Pendant la période qui nous occupe actuellement, nous rencontrons la loi du 13 avril 1898 en vertu de laquelle les vermouths, vins de liqueur et d'imitation ne sont plus considérés comme vins, mais comme alcool. Ils sont donc assujettis au droit de consommation, mais ne paient plus les droits de circulation ni de détail.

Il nous reste enfin à étudier la loi du 29 décembre 1897 sur les octrois ainsi que sa genèse :

A partir de 1876, de nombreuses propositions d'initiative parlementaire réclament la suppression de l'octroi ; elles n'ont aucun succès. Le Sénat ne donne aucune suite aux propositions votées par la Chambre.

Mais en 1892, dans un projet de réforme de l'impôt des boissons, le Gouvernement inséra les dispositions suivantes : 1° le droit d'entrée sur les vins et les cidres cessera d'être perçu dans les villes qui supprimeront leur droit d'octroi ; 2° il ne sera plus établi, à l'avenir, de droit d'octroi sur ces boissons et les droits actuels ne pourront pas être relevés ; 3° dans un délai de trois

ans, toutes les taxes conservées seront abaissées dans la limite d'un nouveau tarif.

De plus en 1894, la mévente des vins amène les protestations du Midi contre les droits sur les boissons qu'on accuse d'empêcher la vente. Aussi la Commission du Sénat dut s'occuper de la question. C'est ainsi que fut votée la loi du 29 décembre 1897.

Elle interdit l'imposition à l'avenir des boissons hygiéniques, réduit considérablement les taxes que les communes pouvaient antérieurement percevoir sur ces mêmes boissons, et pose en principe qu'il ne sera plus autorisé de surtaxes sur les dites boissons.

D'un autre côté, elle permet aux municipalités de recourir à certaines taxes pour opérer la suppression de leur octroi; mais elle stipule que lesdites taxes seront employées : 1° au dégrèvement obligatoire sur les boissons hygiéniques ; 2° à la suppression complète de l'octroi sur les mêmes boissons, et seulement, ensuite, au dégrèvement d'autres objets.

L'application de cette loi a soulevé de nombreuses difficultés et a dû être retardée par deux lois de sursis : 1898 et 1899.

Lyon a fait l'expérience d'une suppression totale de l'octroi, sauf sur l'alcool, c'est la seule ville importante qui ait opéré une réforme aussi radicale. Comme tous les dégrèvements, celui résultant de la suppression des droits d'octroi n'a pas eu pour effet de diminuer le prix du vin à consommer sur place dans les débits. C'est

d'ailleurs ce qui avait été prévu par M. Morel dans son rapport fait au nom de la Commission des octrois, sur le projet de loi autorisant la ville de Lyon à établir à son profit diverses taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés ; ce député avait, en effet, dit : « la détaxe « sur les vins sera de six centimes par litre. Le débitant « ne diminuera pas d'une fraction infinitésimale le prix « du canon absorbé sur le comptoir ou de la chopine « servie sur une table de cabaret ».

Paris a renoncé entièrement à ses taxes sur les vins, les cidres et les bières. Son exemple n'a été suivi que par quelques grandes villes, et la plupart des petites communes qui ont trouvé dans l'élévation du tarif sur l'alcool une ressource bien supérieure au revenu qu'elles retiraient des taxes sur les boissons hygiéniques.

LOI DU 29 DÉCEMBRE 1900

Nous avons vu plus haut les modifications que la commission d'enquête de 1880 proposait d'apporter au régime des boissons : Dégrèvement total des boissons hygiéniques compensé par une augmentation des droits sur l'alcool et des licences.

Plus tard furent déposés sur le même objet de nombreux projets de loi ; ce sont ceux de MM. Sadi-Carnot en 1886, Tirard en 1888, Peytral en 1888, Rouvier en 1890, 1891 et 1892, Burdeau en 1894, Poincaré en 1894,

Ribot en 1895, Cochery en 1896 et enfin Caillaux en 1899.

Dans les premiers projets de réforme, l'idée maîtresse était la suppression du droit de détail et des formalités de l'exercice : « L'exercice, disait Sadi-Carnot dans son « exposé des motifs, ne répond plus aux idées modernes ». Il en était de même dans le projet Tirard. C'était pour faire disparaître l'exercice que l'on proposait la suppression du droit de détail, et ce n'est qu'accessoirement que l'on faisait ressortir le soulagement qui en résulterait pour les classes pauvres obligées de se fournir en vin au cabaret. Le projet Sadi-Carnot, ainsi que plusieurs autres ultérieurs, proposait une augmentation du droit d'entrée pour remplacer la portion de taxe unique représentant le droit de détail ; le projet Tirard remplaçait le droit de circulation variable suivant les départements par un droit de consommation uniformément fixé à 3 francs. Le premier projet Rouvier était conçu dans le même sens.

Mais, faciliter l'écoulement des vins du Midi devint la grande préoccupation et les projets ultérieurs eurent pour but de dégrever totalement les boissons hygiéniques. On proposa l'abandon du droit d'entrée sur les vins et les cidres d'abord en faveur des villes qui supprimeraient leur droit d'octroi sur ces boissons, puis, d'une façon générale l'unification du droit de circulation au taux de 1 fr. 50 ou 2 francs. La suppression de l'exercice dans les débits devint une réforme accessoire. Certains

projets n'en parlaient plus ; d'autres proposaient de maintenir un droit de visite.

Dans ces divers projets, on demandait également une réglementation du privilège des bouilleurs de cru, et c'est ce qui retarda jusqu'au 29 décembre 1900 le vote de la réforme. A cette date, si la loi a pu être votée, c'est que, instruits par les expériences antérieures, les représentants des viticulteurs du Midi n'ont pas exigé pour les vins un dégrèvement total, et c'est, d'autre part, que les défenseurs des bouilleurs de cru, se trouvant en face d'un projet qui ne portait qu'une atteinte légère à leur privilège, ont été moins intransigeants qu'auparavant.

Par la loi du 29 décembre 1900, les droits de détail, d'entrée et de taxe unique disparaissent totalement avec les formalités que comportait leur perception, en ce qui concerne les vins, cidres, poirés et hydromels. Ces boissons ne supportent plus, en tous lieux, sans distinction de quantité qu'un droit unique de circulation. Ce droit est conservé dans sa forme passée, mais fixé uniformément à 1 fr. 50 pour les vins (au lieu de un franc, 1 fr. 50 et 2 francs) ; il est maintenu à 0 fr. 80 (tarif antérieur) pour les cidres, poirés et hydromels. Par suite, toutes quantités à destination des débitants aussi bien que des simples particuliers sont, dans les villes antérieurement rédimées, comme partout ailleurs, Paris compris, indistinctement frappées du seul droit de circulation. D'une manière générale, ce droit doit être perçu au moment de la déclaration d'enlèvement. Il n'y a, au terme de la loi

de 1900, d'exception que pour les envois à destination des débitants établis dans les campagnes et dans les agglomérations de moins de 4.000 habitants, lesquels continuent obligatoirement à recevoir les vins et cidres accompagnés d'acquits à caution. Les droits afférents à ces envois sont exigibles, au moment de l'introduction, lorsque la localité sera pourvue d'un octroi, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai de transport partout ailleurs, c'est-à-dire dans les localités de moins de 4.000 habitants n'ayant pas d'octroi.

Ces dispositions ont été ultérieurement rapportées et, maintenant, les débitants reçoivent les vins et cidres par congés, les droits étant acquittés au départ.

Pour compenser la perte qu'amènerait pour le Trésor le dégrèvement sus indiqué des boissons hygiéniques, la loi du 29 décembre 1900 augmente le droit général de consommation portant sur les alcools de 63 fr. 75 par hectolitre d'alcool pur, l'élevant de 156 fr. 25 à 220 francs.

En tous lieux, les débitants ne peuvent recevoir des spiritueux qu'accompagnés d'acquits-à-caution garantissant les droits dus qui sont acquittés, à l'arrivée dans les localités ayant une population agglomérée de 4.000 habitants et au-dessus ou pourvues d'un octroi, et dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai de transport, partout ailleurs. Ces dispositions subsistent encore.

Le dégrèvement des boissons hygiéniques est compensé par l'augmentation, non seulement du droit de consommation, mais aussi du droit de licence. Cette

augmentation du droit de licence a amené le législateur à en changer complètement l'assiette et le tarif. C'est une partie fort importante de la loi de 1900. Nous l'étudierons plus loin en détail.

La suppression du droit de détail a entraîné celle de l'exercice des débits, et la loi de 1900 a ainsi réalisé la principale revendication des débitants de boissons.

Toutefois, les débits établis dans les communes où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées sont assujettis aux visites des agents (1), et ceux-ci sont autorisés à y effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales ; mais ce contrôle, qui est limité aux caves, magasins ou autres locaux servant au commerce, n'a rien de commun avec l'exercice proprement dit quant aux conditions dans lesquelles il se pratique. Tandis que l'exercice avait pour objet la constatation même de l'impôt et par suite impliquait nécessairement des vérifications approfondies et souvent répétées (3 ou 4 par mois), les visites que le service conserve la faculté d'effectuer chez les débitants, désormais tenus de payer les droits à l'arrivée, ont uniquement pour but de prévenir les fraudes ou de les ré-

(1) Les débitants, établis dans les villes qui bénéficiaient du régime de la taxe unique sous l'ancienne législation, ont, par mesure administrative, continué à être affranchis de ces visites, lors même qu'il n'existerait pas de surveillance permanente aux entrées (Circul. 436 du 5 mars 1901).

primer et sont beaucoup moins fréquentes (1 par trimestre en général, davantage seulement chez les débitants pour lesquels existeraient des soupçons de fraude).

La loi stipule en outre que, dans les mêmes communes, il sera tenu, pour les débitants, le même compte de spiritueux que pour les marchands en gros. S'appliquant à des quantités libérées des droits, ce compte ne comporte de déduction d'aucune sorte. Les manquants constatés lors des vérifications sont purement passés en décharge, tandis que les excédents sont saisissables, attendu qu'ils supposent une introduction frauduleuse ou une fabrication clandestine.

Il résulte des dispositions de la loi de 1900 que les débitants ont été affranchis de l'exercice proprement dit, mais qu'ils ont perdu le bénéfice du crédit des droits et de la déduction de 30,0 qui leur était antérieurement accordée.

De plus, l'article 18 de ladite loi ayant maintenu toutes les dispositions non abrogées par cette même loi, les débitants continuent à être assujettis à toutes les obligations qui leur avaient été imposées par les lois antérieures, et dont voici les principales : déclarer leur profession et se munir d'une licence, déclarer les espèces et quantités de boissons qu'ils possèdent, ainsi que le lieu de vente, apposer une enseigne ou bouchon, se munir d'expéditions pour accompagner les boissons qu'ils reçoivent, représenter les quittances du droit d'entrée lorsque le débit est placé sur le territoire d'un lieu sujet,

sceller les communications intérieures existant entre leur maison et les maisons voisines.

Quoiqu'il en soit (1), « les débitants des campagnes
« ont enfin vu disparaître l'exercice contre lequel ils
« protestaient depuis si longtemps ; ils ont obtenu une
« satisfaction à laquelle ils attachaient un grand prix. La
« suppression du droit de détail a été, en outre, pour
« eux, un allègement considérable. Les débitants des
« villes ont aussi, d'une manière générale, profité large-
« ment de la suppression des droits d'entrée et de taxe
« unique. Pour beaucoup d'entre eux, l'abaissement du
« droit a été un bénéfice net. Tels sont les restaurateurs,
« les aubergistes, les gérants d'estaminets, et, d'une façon
« générale, la plupart des commerçants vendant à con-
« sommer sur place, lesquels n'ont pas diminué leurs
« prix. Pour les débitants à emporter, le bénéfice est
« moins sensible, parce que la concurrence les a forcés
« à abaisser les prix, et aussi parce qu'une partie de leur
« clientèle a profité du dégrèvement pour s'approvi-
« sionner en gros. — En ce qui concerne les spiritueux,
« les débitants ont su trouver une compensation à la
« surtaxe dans la réduction du degré et dans l'abaisse-
« ment de la qualité ; ils n'ont guère été atteints que par
« la majoration des licences, et cela dans une mesure qui
« n'absorbe pas l'avantage procuré par le dégrèvement

(1) *Journal des Contributions Indirectes*, n° 23 du 5 juin 1902.
Chronique.

« des boissons hygiéniques. — En somme, malgré la
« perte du crédit des droits, qui pour beaucoup de débi-
« tants était une compensation aux ennuis de l'exercice,
« la réforme a été, dans l'ensemble, plutôt favorable à
« cette classe de contribuables ».

Nous allons maintenant examiner la réforme apportée par la loi de 1900 à l'impôt des licences.

Les projets de MM. Sadi-Carnot en 1886, Tirard en 1888, Rouvier en 1893, Poincaré en 1894 et Ribot en 1895 demandaient pour compenser le dégrèvement des boissons hygiéniques, outre une surtaxe sur l'alcool, un gros relèvement du droit fixe de licence, mais sans changer le mode de taxation de la loi de 1816.

Ceux de MM. Salis en 1886, Peytral en 1888 et Jamais en 1889 ajoutaient au droit fixe de licence un droit proportionnel. Le projet Jamais, en particulier, divisait les débitants en 8 classes correspondant aux 8 classes de patente et le tarif devait être calculé d'après l'imposition à la patente. Tous ces projets n'aboutirent pas.

Le projet Caillaux de 1899, qui a abouti à la loi de 1900, demandait un relèvement des licences de 128 0/0 comme compensation aux facilités données au commerce par la suppression de l'exercice, mais ne changeait pas l'assiette du droit de licence qui était établi suivant la population.

On pouvait reprocher à l'impôt des licences de frapper également les débitants dont le chiffre d'affaires est considérable et ceux qui n'ont qu'une faible importance. Ce

reproche, qui n'était pas trop grave lorsque le tarif n'était pas élevé, le serait devenu, avec l'élévation projetée.

Aussi la Chambre, pour introduire la proportionnalité dans le tarif des licences, adopta le 13 novembre 1900 l'amendement Colliard.

Depuis la loi du 29 décembre 1900, le taux du droit de licence imposé aux débitants varie, non plus seulement d'après le chiffre de la population, mais encore d'après la classe à laquelle les redevables sont imposés au droit fixe de patente.

Le premier élément servant de base à l'imposition à la licence est la classe de la patente ; ce renseignement est fourni par le service des Contributions Directes.

Il n'y a pas de difficultés si le commerçant imposable à la licence a été classé pour la patente sous une rubrique désignant uniquement un commerce de boissons. La classe de la licence correspondra exactement à la classe de patente.

Mais la licence est applicable également aux personnes se livrant, dans le même établissement, à plusieurs commerces, dont celui des boissons. Or ces commerçants sont imposés à la patente pour celui de leurs divers commerces qui motive la plus forte imposition. Ce commerce peut ne pas être celui des boissons.

L'imposition de ces redevables à la licence doit, aux termes de la loi du 29 décembre 1900, faire l'objet d'un classement spécial. Le but de ce classement est de déterminer la classe de la patente à laquelle le commerçant

serait imposé s'il exerçait seulement le commerce des boissons.

A l'étude des licences établies par la loi de 1900, il convient de joindre l'étude de la loi du 30 mars 1902 qui n'en constitue qu'un complément. La loi de 1900 n'avait, en effet, pas prévu le cas de celui qui n'exerce qu'une seule profession dont le commerce des boissons n'est que l'accessoire. Il eût été injuste de lui demander la licence correspondante à la classe de sa patente. Aussi la loi de 1902 a-t-elle étendu à cette catégorie de débiteurs le bénéfice du classement spécial.

Examinons maintenant quelles sont les dispositions prévues pour le fonctionnement du nouveau régime des licences.

Lorsqu'un débiteur fait une déclaration de commencer ou lorsqu'il y a changement de propriétaire d'un fonds de débit déjà existant, le service des Contributions Indirectes adresse à celui des Directes une demande de classement, afin que le Contrôleur de cette administration y indique la rubrique et la classe sous lesquelles le dit débiteur figure au tableau des patentes.

Si, de la rubrique, il ressort que l'individu en question ne se livre qu'au commerce des boissons, il est imposé à la classe de la licence correspondante à celle de la patente et le tarif en varie suivant la population. Le classement ainsi effectué est révisé tous les ans. A cet effet, des relevés généraux établis par le service des Contributions Indirectes sont envoyés vers la fin de chaque

année au service des Contributions Directes pour que celui-ci les annote comme il le fait pour chaque demande de classement afférente à un débit nouveau.

Si, de la rubrique sous laquelle l'individu figure au relevé des patentes, il ressort qu'il exerce le commerce des boissons, soit en même temps qu'un autre commerce, soit accessoirement au commerce qui sert de base à sa patente, un classement spécial doit avoir lieu. Comme ce classement consiste essentiellement à déterminer la classe de la patente à laquelle il aurait été assujetti s'il exerçait seulement le commerce des boissons, la loi du 29 décembre 1900 avait confié le soin de l'établir à l'Administration des Contributions Directes.

Mais la loi de 1902 a décidé qu'à l'avenir ce classement serait effectué par les Contributions Indirectes parce qu'elles sont plus à même que les Directes, à raison de leur surveillance et de leurs rapports avec les contribuables, d'apprécier la nature réelle des établissements et de déterminer le taux de la licence à appliquer. Cette décision a été prise également dans le but d'amener une plus grande célérité dans la rentrée de cet impôt.

Pour opérer le classement spécial, les employés des Contributions Indirectes doivent d'abord s'attacher à bien se rendre compte de la nature du commerce des boissons, puis rechercher sur le tableau des patentes la rubrique visant ce genre de commerce. Le taux de la licence sera celui correspondant à la classe dans laquelle figure cette rubrique.

Les droits de licence sont déterminés non d'après l'importance des établissements, mais d'après les conditions dans lesquelles sont débitées les boissons. Néanmoins, dans sa circulaire n° 502 du 19 août 1902, l'Administration estime que, pour maintenir la proportionnalité entre les redevables, on devra s'inspirer de termes de comparaison et rechercher si, dans la même localité, il n'existe pas de redevables imposés à la patente sous une rubrique visant spécialement le commerce des boissons, et qui seraient dans une situation analogue à celle du commerçant à classer.

En aucun cas (dit cette même circulaire) le classement spécial ne doit amener un débitant à payer une licence supérieure à celle correspondante à la classe pour laquelle il est assujetti à la patente.

Afin que l'on puisse se rendre compte du mode de fonctionnement de l'impôt des licences, nous reproduisons ci-après, par classe de patente, la liste des professions qui comportent la vente des boissons. Les professions marquées d'un astérisque sont celles qui, à la suite d'instructions administratives ou d'arrêts du Conseil d'Etat, sont, à l'heure actuelle, considérées comme devant faire l'objet d'un classement spécial.

De ce qui a été dit plus haut, il résulte que, pour les professions non marquées d'un astérisque, le tableau indiquant la classe de la patente indique, par là-même, celle de la licence à laquelle elles sont imposables.

TABLEAU A

1^{re} classe :

* Café-chantant, café-concert, café-spectacle (exploitant de).

3^e classe :

* Glacier-limonadier.

* Hôtel (maître d').

* Maison de séjour pendant les pèlerinages, retraites etc...
(tenant une).

* Restaurateurs et traiteurs à la carte portant en ville.

4^e classe :

Cafetier.

Cercles ou sociétés littéraires (entrepreneurs d'établissement
pour les).

Estaminet (maîtres d').

* Hôtel garni (maître d'), louant à la semaine, à la quinzaine
ou au mois.

Limonadier non glacier.

Liqueurs (marchand de) en détail.

* Restaurateur et traiteur à la carte et à prix fixe.

Vins (marchand de vins en détail, vendant habituellement,
pour être consommés hors de chez lui, des vins en paniers ou
à la bouteille).

* Voituriers (marchand de vin, de bière, de cidre):

5^e classe :

Alcool ou eau-de-vie (marchand d') en détail.

* Aubergiste ou cabaretier logeur.

* Bals publics (entrepreneur de).

Cabaretiers ou marchands de bière ou de cidre en détail
ayant un billard.

* Cercles ou sociétés (fournisseur des objets de consommation dans les).

* Epicerie (marchand d'), en détail.

* Restaurateurs et traiteurs à prix fixe seulement.

Vins (marchands de, en détail, donnant à boire chez lui et tenant billard).

6^e classe :

Bière ou cidre (marchand de), en détail.

Cabaretier.

* Café-crèmerie ou restaurant crèmerie (tenant un).

Cantines dans les prisons, hospices et autres établissements publics.

* Pension bourgeoise (tenant une).

* Pension particulière de vieillards.

* Table d'hôte (tenant une).

Vins (marchand de, en détail, donnant à boire chez lui et ne tenant pas billard).

7^e classe :

Epicier regrattier.

Gargotier.

Liqueurs et eau-de-vie (débitant de).

Vin, bière, cidre (débitant au petit détail de).

TABLEAU B

* Magasin pour la vente en demi-gros ou en détail d'épicerie, liqueurs et conserves (tenant un).

TABLEAU C

Première partie.

* Casino (Exploitant d'un).

Troisième partie.

- * Buffet dans l'intérieur d'une gare de chemin de fer.
- * Maison particulière de retraite (tenant une).
- * Maison particulière de santé (tenant une).
- * Restaurateur sur wagons.

Cinquième partie.

- * Restaurateurs sur bateaux à vapeur.

On trouvera ci-après le tarif des licences de débitants variant, d'une part suivant la classe, et d'autre part, suivant le chiffre de la population de la localité, où est exploité le commerce (Voir tableau p. 127).

DE 1900 A AOUT 1914

Durant cette période, il n'y a que trois lois fiscales atteignant les débits de boissons. D'une part, les lois du 30 janvier 1907 et 26 décembre 1908 qui établissent une surtaxe sur les apéritifs autres que ceux à base de vin ; d'autre part, la loi du 15 juillet 1914 qui supprime la licence pour les débitants ne vendant que des boissons hygiéniques.

Examinons chronologiquement les faits qui ont amené le vote de ces lois.

C'est par M. Raymond Poincaré que la surtaxe fut proposée dans le budget de 1907. Voici les raisons in-

voquées par ce Ministre des Finances à l'appui de sa proposition : « S'il est rationnel de graduer l'application
« du tarif de l'impôt frappant les spiritueux d'après leur
« richesse alcoolique, il est non moins logique de tenir
« compte, pour la détermination du tarif, de la plus-
« value qu'assure à la marchandise imposable les trans-
« formations, les mélanges qu'elle subit avant d'entrer
« dans la consommation et de faire ainsi supporter, aux
« spiritueux composés, un droit plus élevé que celui qui
« frappe les simples eaux-de-vie. L'application de ce
« principe à la généralité des spiritueux composés, c'est-
« à-dire principalement aux liqueurs douces, donnerait
« lieu dans la pratique à de sérieuses difficultés. D'une
« part, les liqueurs communes sont vendues très bon
« marché ; elles sont absorbées par petites quantités et
« leur degré alcoolique est faible ; en les surtaxant on
« pourrait craindre de voir les consommateurs se rejeter
« sur les boissons fortes d'un usage certainement moins
« inoffensif. D'autre part, la fraude serait extrêmement
« facile et, par suite, la surtaxe fort peu productive. Au
« lieu de vendre au débitant des liqueurs toutes
« fabriquées, on lui vendrait des alcoolats pour les faire
« lui-même. Ces considérations ne sauraient s'appliquer
« aux apéritifs à base d'alcool, tels que les amers ou
« bitters et plus particulièrement les absinthes. Ce sont
« là, en effet, des spiritueux à haut degré dans lesquels
« la nocivité des essences, dont ils sont chargés, s'ajoute
« à celle de l'alcool lui-même. Les progrès incessants de

« leur consommation, qui s'effectue à peu près exclusi-
« vement dans les cafés, cabarets et bars, ont depuis
« longtemps éveillé la sollicitude des hygiénistes. D'un
« autre côté, pour prévenir les fraudes on dispose, du
« moins en ce qui concerne les absinthes, de la loi du
« 26 mars 1872, sur les essences reconnues dange-
« reuses ».

Ce projet créait sur les absinthes, bitters, amers et similaires un droit de fabrication de 20 francs par hectolitre en volume.

En succédant à M. Poincaré, comme Ministre des Finances, M. Caillaux maintint le projet de surtaxe de son prédécesseur, mais s'entendit avec la commission du budget pour en changer l'assiette et le taux. La surtaxe devait, d'après son projet, être de 50 francs par hectolitre d'alcool pur, et se percevoir lors de la mise en consommation. Afin d'éviter que l'augmentation du droit ne se traduisisse par un abaissement de degré, un minimum d'imposition de 50° aurait été fixé. Le produit de la surtaxe ainsi comprise devait rapporter à l'Etat 8 millions environ. La commission aurait voulu faire rapporter par la surtaxe 15 millions ; pour cela il eut fallu la porter à 75 francs.

Finalement, l'article 15 de la loi de finances du 30 janvier 1907, établit une surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur sur les absinthes et similaires, ainsi que sur les bitters, les amers et toutes boissons apéritives autres qu'à base de vin. Cette surtaxe est perçue sur un

minimum de 55° pour les absinthes et similaires et de 30° pour les bitters, amers et autres boissons apéritives. La dénomination de similaires d'absinthe s'applique à des boissons, sous quelque nom qu'elles soient vendues et quelle qu'en soit la composition, qui sont préparées en vue de jouer dans la consommation le même rôle que la liqueur dénommée absinthe. Par boissons apéritives autres qu'à base de vin, il faut entendre les boissons généralement consommées comme apéritifs, dont le vin ne constitue pas l'élément principal et qui, pour ce motif, ne doivent pas être rangées dans la catégorie des vermouths, vins de quinquina, etc.

L'emploi de tout produit chimique pour remplacer les essences naturelles provenant de la macération ou de la distillation est interdit. La loi de 1907 resserre, de plus, la réglementation de 1872 concernant les essences d'absinthes et autres qui pourraient servir à fabriquer par allongement à froid des absinthes ou similaires sans acquitter la surtaxe, boissons qui seraient d'ailleurs d'une plus grande nocivité que les apéritifs régulièrement fabriqués.

En 1908, des propositions d'interdiction complète ou partielle de l'absinthe furent repoussées. Il en fut de même de la proposition du doublement de la licence pour les débits d'absinthes auquel la Commission substitua le relèvement du degré minimum des absinthes de 55° à 65°. Cette dernière proposition a pour but d'interdire les absinthes à bas degré dont on masque l'insuffi-

sance de goût par l'introduction de substances nocives. Elle devint l'article 17 de la loi de finances du 26 décembre 1903, qui dispose : 1° que le minimum de perception établi par l'article 15 de la loi du 30 janvier 1907 est porté, en ce qui concerne les absinthes et similaires à 65° et s'applique à toutes les taxes générales et locales dont sont passibles les spiritueux de l'espèce ; 2° que tout récipient contenant de l'absinthe ou boisson similaire doit être revêtu d'une étiquette indiquant, en caractères très apparents d'au moins 6 millimètres de hauteur, le degré alcoolique du liquide, et 3° qu'aucune absinthe ou boisson similaire ne pourra être détenue ou mise en vente à partir du 1^{er} juillet 1909, si sa teneur alcoolique est inférieure à 65°.

Passons maintenant à l'examen de la suppression de la licence pour les débitants ne vendant que des boissons hygiéniques.

C'est en 1909, que commence l'agitation qui devait aboutir à cette suppression partielle. Un amendement tendant à la suppression totale de la licence fut, en effet, introduit sur l'initiative de Georges Berry dans le projet de budget de 1910. Au 31 décembre 1909, celui-ci n'ayant pas encore été voté, le bureau de la fédération Nord-Nord-Est des débitants de boissons, réuni à Lille le 22 janvier 1910, décida de refuser le paiement de la licence et de décréter la grève de la vente de l'alcool. De leur côté, les négociants de la région de Montpellier, surexcités par les projets de surélévation des impôts,

protestèrent énergiquement contre le principe de la licence et projetèrent une grève de l'impôt. La grève de la vente de l'alcool ne réussit pas dans la région du Nord. Néanmoins, le bureau de la fédération sus-indiquée décida, si la Chambre ne s'engageait pas, par un vote formel, à supprimer la licence avant la fin de la législature, d'en appeler à la Fédération nationale pour l'inciter à déclarer la grève générale de l'alcool et la fermeture générale des débits de boissons.

Cette première vague de mécontentement se calma.

Mais, à la suite des nombreuses protestations qui s'étaient élevées contre l'impôt des licences, le Ministre nomma, le 28 février 1913, une commission chargée d'étudier la réforme de cet impôt et son remplacement éventuel par d'autres taxes portant sur les mêmes personnes. On songea même à remplacer la licence par une taxe d'ouverture.

Ce ne fut, néanmoins, pas cette commission qui solutionna la question pendante. En effet, dans les premiers mois de 1914, avant de se séparer, les Députés ont, dans le projet de loi de finances, voté un article 50 ainsi conçu : « L'impôt de la licence est supprimé. Les droits afférents à cet impôt ne seront plus perçus à partir du 1^{er} juillet 1915 ». Cet article fut repoussé par le Sénat sur la proposition de sa commission des Finances et la suppression en était également acceptée par la commission du Budget de la Chambre, lorsque les promoteurs de la mesure : MM. Georges Berry, Puech, etc., reprirent l'article 50

par voie d'amendement. C'est alors que MM. Breton, Champetier, Lachaud, Lorimy, Schmidt, etc., ont proposé un nouveau texte ainsi conçu : « A partir du 1^{er} janvier 1915, l'impôt de la licence est supprimé pour les débitants de boissons qui ne vendront que des bières, vins, cidres, hydromels et des boissons non alcooliques à l'exclusion absolue des spiritueux et apéritifs de toute nature. — Pour bénéficier de cette disposition, les débitants devront faire, avant le 1^{er} janvier 1915, une déclaration au bureau de la régie. — Toute détention d'une quantité quelconque de boissons spiritueuses ou alcooliques constatée dans les caves ou locaux commerciaux des débitants exempts de licence par application des paragraphes précédents, sera punie des peines édictées par les paragraphes 2 et 3 de l'article 14 de la loi du 29 décembre 1900 : amende de 500 à 1.000 francs, indépendamment de la confiscation des boissons et du remboursement des droits fraudés, doublée en cas de récidive ». Cette proposition fut, après une longue et confuse discussion, adoptée par la Chambre. Le texte voté par la Chambre fut accepté par le Sénat et devint l'article 36 de la loi de finances du 15 juillet 1914.

Les dispositions de cette loi furent portées à la connaissance des débitants au moyen d'avis distribués par le service des Contributions Indirectes. Il reste entendu que ces débitants sont, comme les autres, tenus à la déclaration d'ouverture imposée par l'article 50 de la loi

du 28 avril 1816, et demeurent également soumis aux visites prévues par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1900, lorsqu'ils sont établis dans une localité où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées.

Pour bénéficier des dispositions de la loi du 15 juillet 1914, les débitants installés antérieurement au vote de la loi et ceux qui s'installèrent après ce vote, devaient déclarer à la Régie leur intention de ne livrer à la vente que des boissons hygiéniques. Au 1^{er} janvier 1915, date d'application de la nouvelle loi, le nombre des déclarations de cette sorte était de 1.495 à Paris, où il existait alors 25.670 débits et de 1.055 dans tout le département de la Seine où 39.781 débits étaient en exploitation, soit une moyenne d'une déclaration pour 21 débits.

C'est à cette loi du 15 juillet 1914 que nous arrêtons l'historique de la législation concernant le cabaret.

Le 2 août 1914 commence, avec la grande guerre, une nouvelle période, un nouveau stade, une nouvelle vie au point de vue qui nous occupe, comme à beaucoup d'autres points de vue d'ailleurs.

Ce sont les lois et les règlements, issus des graves événements que nous traversons, qui seront étudiés dans le chapitre suivant sous le titre : *Mouvement actuel.*

CHAPITRE III

MOUVEMENT ACTUEL

La guerre a eu pour résultat de ranimer la lutte entreprise depuis longtemps déjà contre l'alcoolisme. Placé en face des réalités, tout le monde s'est rendu compte des effets néfastes de l'alcool. En Angleterre, M. Lloyd George l'a déclaré l'un des trois ennemis à combattre, le plaçant ainsi sur le même plan que l'Allemagne et l'Autriche.

On n'a pas voulu que ce poison vienne trahissement, sournoisement détendre l'énergie des combattants et leur enlever la discipline, le courage et la santé. On n'a pas voulu qu'il vienne ralentir l'activité de ceux qui travaillent à l'intérieur et doivent au contraire, à l'heure actuelle, intensifier leur effort pour subvenir aux besoins économiques de la nation privée de ses meilleurs travailleurs. On n'a pas voulu qu'il vienne, en terrassant les non-combattants, ajouter d'autres hécatombes à celles plus glorieuses qui se produisent sur les champs

de bataille. On n'a pas voulu enfin qu'il vienne diminuer le nombre des naissances ou amoindrir la race, alors qu'il se fait de grands vides dans la société.

Il faut, d'autre part, avouer que certaines mesures contre l'alcoolisme ont été proposées pendant la guerre parce que le Gouvernement savait que c'était alors le meilleur moment pour les faire aboutir, un vent de concorde balayant, dans ces époques troublées, toutes les tendances particularistes des diverses régions et l'union sacrée ne permettant pas à certains représentants de faire œuvre d'obstruction comme ils le font quelquefois en temps de paix, trop influencés qu'ils sont par les injonctions de leurs électeurs.

De ces diverses considérations, il résulte que tout le monde a concouru à la lutte contre l'alcoolisme. Ce même mouvement a d'ailleurs eu lieu dans tous les pays alliés. La Russie a, dès le début des hostilités, supprimé la vodka, c'est la mesure la plus radicale qui pouvait être prise ; le gouvernement anglais a restreint considérablement la vente de l'alcool en doublant le taux de l'impôt qui pèse sur lui et en se faisant donner le droit de fermer tous les débits de boissons jugés nuisibles pour l'intérêt public ; il a été aidé dans sa campagne contre l'alcool par les riches anglais qui, imitant leur roi pour donner le bon exemple, ont pros crit de leur table toute liqueur.

La France a pris, elle aussi, contre l'alcoolisme un grand nombre de mesures, que nous allons exposer en détail.

SECTION I

Interdiction de l'absinthe.

C'est par la proscription de l'absinthe, qui constitue la boisson alcoolique la plus dangereuse, que le Gouvernement a entamé la lutte contre l'alcoolisme.

Depuis fort longtemps, l'absinthe avait été reconnue plus malfaisante que les autres spiritueux ; c'est pourquoi la loi de 1871 l'avait déjà imposée au droit de consommation comme alcool pur, même lorsqu'elle était en cercles, l'assimilant ainsi aux liqueurs, alors que les autres boissons alcooliques n'acquittaient l'impôt que sur l'alcool qu'elles contenaient réellement. La loi du 26 mars 1872 fut, d'ailleurs, encore plus rigoureuse ; elle décidait en effet que les liqueurs en cercles et les eaux-de-vie en bouteilles n'étaient plus imposables comme alcool pur, mais seulement au degré, toutefois avec une surtaxe de 60 francs par hectolitre d'alcool pur. Les absinthes, au contraire, continuaient à acquitter l'impôt pour le volume total considéré comme alcool pur et étaient de plus assujetties à la nouvelle surtaxe. Sous le régime de la loi de 1872, l'absinthe était donc la plus imposée des boissons.

Il en fut ainsi jusqu'à la loi du 19 juillet 1880 qui supprima toutes ces taxes différentielles et créa l'unité de

régime et de tarif pour les spiritueux de toute nature.

Dès 1895, un projet de surtaxe sur les absinthes et liqueurs est discuté. Il n'aboutit pas.

L'article 13 de la loi du 29 décembre 1900, voté sur la proposition de M. Vaillant, invite le Gouvernement à interdire par décret la fabrication et la vente de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de Médecine. Cet article ayant donné lieu à des interprétations contradictoires, ce même député, fin janvier 1901, proposa et fit adopter une motion invitant le Gouvernement à demander à l'Académie de Médecine l'indication des liqueurs, apéritifs et boissons contenant les essences les plus dangereuses pour la santé publique, afin d'en interdire la fabrication, la circulation et la vente.

En vue de faire hâter l'examen par l'Académie de cette motion, le docteur Laborde lui a présenté le texte d'un vœu dans le sens d'une prompte solution, émis par l'Assemblée générale de l'Union française anti-alcoolique réunie en congrès le 16 novembre 1901. Le Ministre de l'Intérieur, en novembre 1902, rappela également à l'Académie son devoir de déterminer les essences dangereuses. Néanmoins, c'est seulement dans sa séance du 10 mars 1903, que l'Académie vota à l'unanimité les résolutions suivantes :

1° L'Académie déclare que toutes les essences naturelles ou artificielles sans exception, ainsi que les substances extraites incorporées à l'alcool ou au vin,

constituent des boissons dangereuses ou nuisibles ;

2° L'Académie déclare que, le danger de ces boissons résultant tout à la fois des essences et de l'alcool qu'elles renferment, elles mériteraient, quelle que soit leur base, d'être prosrites ou, tout au moins, de donner lieu à des surtaxes suffisamment élevées pour devenir en quelque sorte prohibitives ;

3° L'Académie signale en particulier le danger des apéritifs, c'est-à-dire des boissons à base d'essence et d'alcool prises à jeun. Le fait que ces boissons sont prises avant le repas rend leur absorption plus rapide et leur toxicité plus active.

La formule de ces résolutions était générale, peu précise et ne correspondait pas exactement à la question posée par l'article 13 de la loi du 29 décembre 1900. Aussi il n'en résulta aucune disposition législative.

Le 2 février 1905, M. Vaillant déposa une proposition de loi relative à la fabrication et à la vente des liqueurs, apéritifs et vins aromatisés, qui fut renvoyée à la commission de l'agriculture ; on n'en entendit plus parler.

A noter, en passant, un projet de taxe sur l'absinthe par la ville de Paris (un projet analogue avait déjà vu le jour en 1898).

Enfin une surtaxe sur les absinthes figura dans le projet de budget de 1907, présenté par M. Poincaré, Ministre des Finances. Nous avons montré plus haut comment ce projet était devenu l'article 15 de la loi de finances du 30 janvier 1907, qui assujettit à une surtaxe

de 50 francs par hectolitre d'alcool pur les absinthes et similaires, ainsi que les bitters, amers et tous apéritifs autres qu'à base de vin.

Entre temps, la Chambre des députés avait renvoyé à l'examen de la commission d'hygiène publique une proposition de M. Breton interdisant la fabrication et la vente des essences et des liqueurs à base d'absinthe et une autre de M. Buisson tendant à interdire la fabrication et la vente de l'absinthe.

Le groupe anti-alcoolique de la Chambre, après avoir demandé au Président du Conseil une statistique des aliénés par ingestion habituelle d'absinthe, cherche à faire voter la suppression de l'absinthe.

Mais son action n'a pas pu arriver au résultat désiré : ainsi en juin 1907, la Commission des boissons qui s'était d'abord montrée favorable à un amendement de M. Germain Périer tendant à interdire la vente de l'absinthe chez les débitants de boissons, a demandé et obtenu la disjonction de cet amendement.

De même, la commission d'hygiène de la Chambre a rejeté les conclusions d'un rapport de M. Schmidt tendant à l'interdiction absolue de l'absinthe et s'est prononcée pour l'établissement d'une surtaxe sur cette liqueur et l'interdiction de celles fabriquées artificiellement.

Le projet du budget de 1909 contenait le doublement de la licence pour les débitants vendant de l'absinthe. La commission du budget y substitua un relèvement du de-

gré minimum des absinthes de 55° à 65°, ce qui fut prescrit par l'article 17 de la loi du 29 décembre 1908. Cette loi eut, d'ailleurs, pour résultat d'irriter les débitants qui, à Paris, au nombre de 10.000, tinrent un meeting de protestation.

Cette même année, 1908, avait vu le dépôt au Sénat d'une proposition de Lamarzelle tendant à interdire la fabrication, la circulation et la vente de l'absinthe.

Dès lors, la Chambre et le Sénat étaient tous les deux saisis de la question.

Examinons rapidement ce qui s'est passé à ce sujet dans chacune des deux assemblées jusqu'au 2 août 1914.

A la chambre, M. Schmidt a déposé, à la séance du 13 juillet 1909, un rapport au nom de la Commission d'hygiène sur les propositions de loi de MM. Breton et Buisson signalées plus haut; puis, pour hâter la solution, ce même député a, fin 1911, déposé, en son nom, un projet de loi dans le sens de l'interdiction de l'absinthe.

Au Sénat, le 10 juillet 1908, la proposition de M. de Lamarzelle fut prise en considération et renvoyée à une commission de 18 membres. Le 11 juillet 1911, M. Pouille dépose son rapport, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de Lamarzelle.

Cette commission, y est-il dit, a reconnu que c'était la thuyone qui rendait l'absinthe particulièrement nocive et a, en conséquence, substitué au projet examiné, un texte interdisant la fabrication, l'importation, le transport, la vente ainsi que la détention pour la vente de

tous apéritifs ou liqueurs alcooliques contenant de la thuyone. Ce texte fut adopté par le Sénat le 11 juin 1912. Il avait l'avantage d'éviter de payer des indemnités aux fabricants d'absinthes.

C'est là qu'en était la question lorsque la guerre éclata.

Dès la deuxième quinzaine d'août 1914, sur l'ordre du Ministre de l'Intérieur, les Préfets prirent des arrêtés pour interdire la vente de l'absinthe qui ne pouvait que présenter des dangers dans les circonstances actuelles. Mais ces arrêtés ne visaient que l'absinthe et non les similaires de cette liqueur, qui la remplacent souvent dans la consommation et qui contiennent des essences d'anis, de badiane, de fenouil, d'hysope, de mélisse. Ils ne visaient, d'autre part, que la vente dans les débits à consommer sur place et laissaient ainsi la porte ouverte aux abus provenant de la vente à emporter ; il restait, en effet, possible de boire n'importe quelle quantité d'absinthe chez soi.

Aussi les Préfets ne tardèrent pas à prendre d'autres arrêtés étendant les dispositions déjà prises aux boissons similaires visées par les lois du 31 janvier 1907 et 26 décembre 1908 et interdisant le « colportage » des absinthes et similaires. L'expression « colportage » était impropre, attendu que l'opération consistant à transporter de place en place en quête d'un acheteur des boissons ne peut pas avoir lieu. Il fallait entendre par « colportage » la vente à emporter.

Ces arrêtés avaient le grave tort de n'être pas uniformes sur tout le territoire français ; de plus, ils ne permettaient pas à l'Administration des Contributions Indirectes de refuser la délivrance d'expéditions régulières pour accompagner dans leurs déplacements les boissons dont la vente était interdite : cette administration se bornait à aviser les expéditeurs que les enlèvements opérés par eux seraient signalés à l'autorité compétente à qui reviendrait le soin d'exercer telles poursuites qu'elle jugerait utiles.

C'est pourquoi ces arrêtés furent remplacés par une mesure générale sous la forme d'un décret, en date du 7 janvier 1915, interdisant la vente en gros et au détail, ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires visées par l'art. 15 de la loi du 30 janvier 1907 et l'art. 17 de la loi du 26 décembre 1908. L'interdiction ne visait pas toutefois les expéditions faites à destination de l'étranger. Les contraventions à ce décret étaient punies de la fermeture du débit, indépendamment d'autres peines. — Ce décret devait être soumis à la ratification des Chambres dans la première quinzaine de leur prochaine réunion ; c'est ce qui eut lieu ; un projet de loi déposé le 14 janvier 1915, et dont les termes étaient identiques à ceux du décret, fut, le 20 du même mois, l'objet d'un avis favorable de la commission du régime des boissons.

D'autre part, la commission d'hygiène publique chargea M. Schmidt de faire un rapport sur le projet

d'interdiction de l'absinthe émanant du Gouvernement et sur le sien propre. Dans ce rapport, M. Schmidt déclare l'absinthisme, la plus grave forme de l'alcoolisme. Cette affirmation n'est pas pour surprendre, attendu que l'absinthe est la plus alcoolisée de toutes les boissons, 65° à 72°, qu'elle contient trois grammes d'huiles essentielles par litre et qu'elle est absorbée avant de manger, c'est-à-dire lorsque l'estomac est vide. Les essences sont toutes des poisons dont l'action est particulièrement violente sur le système nerveux ; entre autres, l'essence d'absinthe est un épiléptisant. Aussi, alors que l'ivresse produite par le vin ou l'alcool entraîne un engourdissement de la sensibilité, celle provoquée par l'abus de l'absinthe est caractérisée par de l'hyperesthésie : Le buveur habituel d'absinthe devient un impulsif dangereux. De plus l'essence d'absinthe est un abortif énergique ; la liqueur d'absinthe est cause d'un grand nombre d'avortements et d'accouchements prématurés chez les femmes qui s'y adonnent. En présence de ces deux sortes d'effets, on comprend que, dans les circonstances actuelles, ce soit par l'interdiction de l'absinthe que l'on ait commencé la lutte contre l'alcoolisme. Après avoir montré par la statistique que c'est l'absinthe qui, proportionnellement aux autres boissons, procure le plus grand nombre d'aliénés aux asiles et que c'est dans les pays où on consomme le plus d'absinthe qu'il y a le plus d'aliénés, d'exemptés et de criminels, M. Schmidt conclut en demandant à la Chambre de voter sans modification le

projet de loi présenté par le Gouvernement. Celui-ci devint, après quelques transformations, la loi du 16 mars 1915 ; la faculté d'exportation fut, en effet, retirée et la fabrication interdite de même que la vente en gros et au détail.

Cette loi interdit, comme l'avaient fait les arrêtés des Préfets et le décret du 7 janvier 1915, les absinthes et les similaires visés par les lois du 30 janvier 1907 et 26 décembre 1908.

Que faut-il entendre par les similaires d'absinthe ainsi déterminés ?

En réponse à cette question, le Directeur Général des Contributions Indirectes a, par une lettre en date du 31 octobre 1914 adressée au Président du Syndicat des Grandes Marques, fait connaître que, par similaire, il faut entendre tout produit présentant comme apparence ou comme goût une certaine analogie avec la liqueur dite « absinthe », susceptible par suite de remplacer cette dernière dans la consommation. L'une des caractéristiques des « absinthes et similaires » est le trouble abondant que l'on remarque lorsqu'on les additionne d'eau fraîche ; ce trouble se produit en général lorsque le liquide sur lequel on opère contient au moins par litre un gramme d'essences de toutes sortes.

Plus tard, par lettre autographiée n° 2 du 19 janvier 1915, l'Administration des Contributions Indirectes, précisant pour ses employés ce qu'elle entend par similaires d'absinthe, déclare que la limite d'un gramme d'essence

par litre ne vise que les eaux-de-vie ou esprits anisés, ne contenant que de l'essence d'anis, mais que le service ne doit pas hésiter à considérer comme similaires les boissons apéritives contenant plusieurs essences offrant une certaine analogie de goût et d'aspect avec l'absinthe, quand bien même elles ne contiendraient pas une quantité globale d'un gramme d'essence par litre.

Enfin, par la note autographiée n° 28 du 3-mars 1915, cette Administration resserre encore son point de vue et déclare que la question de savoir si les produits anisés constituent ou non des similaires d'absinthe se pose même s'ils contiennent moins d'un gramme d'essence d'anis par litre, l'assimilation à l'absinthe ne tient pas seulement à la composition chimique, mais aussi à la manière dont le produit est présenté au public et aux conditions dans lesquelles il est habituellement consommé. Doit être considéré comme similaire d'absinthe et comme tel déferé aux Commissaires-experts, en cas de contestation, tout spiritueux anisé présenté comme boisson apéritive et habituellement consommé avant le repas, plus ou moins étendu d'eau.

Dans la séance du 12 février 1915, la Chambre des députés avait adopté une proposition de loi de MM. Honorat, Schmidt, Breton et Stern ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes. Cette même proposition fut adoptée par le Sénat après un rapport de M. Guillaume Poulle. Cette loi porte la même date que celle interdisant l'absinthe, 16 mars 1915. En vertu de

cette loi, fut autorisé le remboursement des droits qui avaient été perçus pour le compte du Trésor et des communes sur les absinthes détenus par les débitants, à charge pour ceux-ci de les envoyer chez un entrepositaire ou un rectificateur.

De plus, la loi du 29 mars 1915 a autorisé le remboursement de la valeur des stocks de plante de grande et de petite absinthe possédés par les cultivateurs à charge par eux de faire une déclaration de possession à la mairie de leur résidence dans les quinze jours de la promulgation de la loi ; des commissions locales furent chargées de régler définitivement le montant des indemnités en se basant sur les contrats de vente liant les cultivateurs aux fabricants, contrats qu'ils durent déposer en faisant leur déclaration de possession.

Enfin, pour obtenir des Chambres le vote de l'interdiction de l'absinthe, le Gouvernement avait dû leur promettre de déposer ultérieurement un projet de loi fixant les indemnités à accorder en conséquence de la mesure prise : c'est ce qu'il fit en mai 1915.

Le projet déposé est très vaste. Par son article 1^{er}, il accorde, en effet : 1^o aux cultivateurs et détenteurs de plante d'absinthe, hysope et mélisse, de grains d'anis et de fenouil, aux fabricants et détenteurs de liqueur d'absinthe et liqueurs similaires le remboursement des dépenses que la prohibition de l'absinthe et des liqueurs similaires fait tomber en pure perte ; 2^o aux représentants, agents généraux, ouvriers et salariés des fabricants, aux

journaliers employés à la culture une indemnité pour brusque licenciement. Les autres articles au nombre de 9 prévoient les modalités, les conditions et le taux des indemnités accordées. C'est ainsi que les fabricants recevront 25 francs par hectolitre de liqueur en leur possession, après rectification et conversion en alcool à 90°, et une indemnité pour les plantes et graines en leur possession, pour les bâtiments affectés à la fabrication et à la détention de l'absinthe, pour le matériel exclusivement employé à la fabrication et au commerce de l'absinthe et pour les dépenses d'acquisition à titre onéreux de marques ou clientèle. C'est ainsi que les détenteurs de liqueur d'absinthe autres que les fabricants auront droit, après rectification et conversion en alcool, au remboursement de leurs prix d'achat majorés de 8 0/0 pour perte d'intérêt et évaporation sous déduction d'une somme de 32 francs par hectolitre représentant la valeur de l'alcool qui en a été retiré par la rectification.

Enfin, pour avoir, sans entrer dans d'autres détails, une idée de la largeur de vue avec laquelle le système des indemnités a été compris, il suffit de constater que le total des indemnités résultant de la suppression de l'absinthe s'élève à 35.650.000 francs, d'après les prévisions du projet de loi qui, en réalité, seront peut-être dépassées.

SECTION II

Limitation du nombre des débits de boissons.

Lors de la guerre, la limitation du nombre des débits a été une question envisagée en même temps que celle de l'interdiction de l'absinthe ; le décret la concernant porte, en effet, la même date (7 janvier) que celui visant l'absinthe, et les deux projets de loi ont été déposés simultanément le 14 du même mois. Si nous examinons la question de la limitation des débits après celle de l'interdiction de l'absinthe, c'est parce qu'elle n'a été solutionnée que beaucoup plus tard.

Il ne faudrait pas croire que cette mesure n'ait jamais été envisagée avant la guerre ; les prodromes du mouvement en faveur de limitation du nombre des débits remontent, en effet, à l'année 1895. C'est le 14 juin 1895 qu'une proposition visant ce but avait été déposée par M. J. Reinach sous forme d'un amendement à un projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Cette proposition tendait à revenir au système de l'autorisation préalable pour l'ouverture des débits ; elle fut disjointe par la Commission du budget. A cette même époque, l'Académie de Médecine avait cependant émis un vœu en faveur du rétablissement du système du décret de 1851.

En avril 1897, M. Reinach et d'autres députés déposèrent encore en vain un amendement à l'art. 1^{er} de la loi sur la réforme des boissons, dont le texte était semblable à celui présenté en 1895.

Enfin, en avril 1899, MM. Siegfried, Bérenger, sénateurs, et plusieurs de leurs collègues déposèrent, sur le bureau du Sénat cette fois, une proposition de loi relative à la réglementation des débits de boissons. Désirant enrayer l'augmentation de la consommation de l'alcool, qui est fonction du nombre des débits, ces sénateurs proposaient de réduire le nombre des débits, en substituant au régime de liberté inauguré par la loi de 1880, celui de l'autorisation préalable qui l'avait précédé : Toute personne voulant établir un débit de boissons à consommer sur place devait, aux termes de la proposition, en demander l'autorisation au Préfet qui aurait prononcé après avis de la Commission départementale, du Conseil Général et du Procureur de la République ; les débitants déjà installés étaient dispensés de cette formalité, les réductions devant s'opérer par voie d'extinction. Tant que le nombre des débits dans un canton aurait été supérieur à un pour trois cents habitants, il n'aurait pas pu y être ouvert de nouveaux établissements, et il n'y aurait été accordé qu'une autorisation par trois vacances. De plus, pour prévenir les dangers de l'entraînement, aucun débit à consommer sur place n'aurait pu être installé dans des locaux servant à un autre commerce ou communiquant avec ceux affectés à

un autre commerce. Les maires étaient investis du pouvoir d'interdire à tout débitant l'emploi, dans les locaux destinés au public, de femmes autres que sa femme et ses filles.

Le fait de fournir sciemment à des femmes ou filles de débauche, employées ou non dans l'établissement, le moyen de s'y livrer à la prostitution, aurait entraîné la fermeture du débit indépendamment d'une condamnation à l'amende et à l'emprisonnement. Enfin les interdictions édictées par la loi du 17 juillet 1880 contre les individus condamnés pour délits auraient été, non plus temporaires, mais perpétuelles, comme celles résultant de condamnations pour crimes de droit commun et elles seraient devenues applicables quelle que fût la durée de la peine d'emprisonnement prononcée. Mais les Préfets n'auraient, en aucun cas, eu le droit qu'ils tenaient du décret de 1854, d'ordonner la fermeture des débits.

A la suite d'un rapport sommaire de M. Volland, la proposition fut prise en considération par le Sénat dans sa séance du 6 juin 1900 et une commission spéciale fut nommée pour l'examiner. Le rapport fait au nom de cette commission par M. Guérin fut déposé le 29 mars 1904. Le texte de loi proposé par la commission différait du projet Siegfried sur plusieurs points : à l'autorisation administrative du Préfet, il substituait une déclaration dont la réception était, d'ailleurs, subordonnée à l'avis conforme du Conseil Municipal ; la limitation du nombre de débits était fixée par commune et

non par canton ; tant que le nombre des débits n'était pas descendu au chiffre fixé, aucune déclaration ne devait être admise ; les Préfets pouvaient, à défaut des Maires, prendre des arrêtés pour déterminer les distances auxquelles les débits ne pourraient être établis autour des églises, cimetières, hospices et écoles.

Malgré les efforts de M. Bérenger, président de la Commission, le projet fut renvoyé à la dite commission, et son président, à la suite de cette décision, déclara qu'elle donnait sa démission. L'échec de la proposition était donc définitif.

A noter, entre temps, le décret du 25 mars 1901, qui abolit celui du 5 mai 1881, par lequel avait été appliqué à l'Algérie le régime de liberté de la loi de 1880. Le décret de 1901 remet en vigueur les dispositions du décret de 1851, soumettant ainsi l'ouverture des débits à une autorisation préalable, limite dans chaque commune le nombre des débits à un pour trois cents habitants et stipule que tout débit fermé depuis plus de six mois est considéré comme supprimé.

A noter également, en mars 1903, un vœu de l'Académie de Médecine demandant la limitation du nombre des débits de boissons.

Pour réparer l'échec subi par la proposition Siegfried devant le Sénat, MM. Bérenger et Guérin ont déposé le 3 février 1905 une nouvelle proposition sur la limitation du nombre des débits d'alcool et de liqueurs alcooliques à consommer sur place et la réglementation

des débits de toute nature, proposition qui a été renvoyée à la Commission chargée d'étudier le projet Siegfried.

Le nouveau projet de MM. Béranger et Guérin était sensiblement le même que celui de M. Siegfried, sauf que les dispositions limitant le nombre des débits ne s'appliquaient plus qu'à ceux vendant de l'alcool et des liqueurs alcooliques, à l'exclusion de ceux ne vendant que des boissons hygiéniques. Mais la réglementation s'appliquait à tous les débits.

M. Guérin a, le 19 novembre 1907, déposé un rapport supplémentaire sur les propositions Siegfried et Béranger et les dispositions arrêtées par la Commission ont été votées en première délibération par le Sénat le 5 décembre de la même année.

En juillet 1910, la commission sénatoriale chargée d'étudier la question de la limitation des débits a présenté une nouvelle rédaction de la proposition de loi à soumettre aux Chambres ; d'après ce nouveau texte, le nombre des débits à consommer sur place, vendant des boissons alcooliques, serait limitativement fixé par commune à trois par 600 habitants et à un par 200 habitants au-dessus de ce chiffre.

La deuxième délibération sur les projets Béranger et Siegfried, dont la première s'était terminée le 5 décembre 1907, fut commencée le 25 novembre 1910 ; elle a donné lieu à une discussion longue et fastidieuse qui se termina le 17 janvier 1915 par le vote, après de légères

modifications, du projet de loi de la commission dont la caractéristique a été donnée ci-dessus.

Examinons maintenant ce qui s'est passé à la Chambre au point de vue de la limitation des débits.

L'idée en fut soulevée, comme nous l'avons déjà montré au début du présent chapitre, en 1895 par l'amendement de M. Joseph Reinach.

Elle fut reprise par le Gouvernement lui-même, qui inscrivit un ensemble de dispositions sur ce sujet dans le projet qui est devenu la loi du 29 juin 1907. Mais, courant au plus pressé pour calmer l'agitation des vignerons, la commission des boissons supprima cette partie du projet de loi, qui fut, d'ailleurs inscrite de nouveau par M. Caillaux, Ministre des Finances, dans le projet de loi de Finances pour 1909. A son tour la commission du budget s'effraya du développement que devait prendre la discussion d'une question aussi grave, et, pour ne pas retarder le vote du budget, disjoignit à nouveau de la loi de finances les dispositions relatives à la limitation du nombre des débits.

Dans la crainte que, de disjonction en disjonction, la Chambre n'ait pas le temps d'aborder, avant la fin de la législature, cette question « dont l'importance pour les « intérêts supérieurs du pays s'en va malheureusement « croissant d'année en année », M. Reinach reprit, sous forme d'articles additionnels, les dispositions disjointes du projet gouvernemental en les remaniant et les complétant. — A noter, dans ce projet Reinach, la création

d'une taxe d'ouverture pour les nouveaux débits qui pourraient être ouverts. Cette proposition fut prise en considération et renvoyée à la Commission du Budget qui, bien que le rapport en fût fait, trouva le moyen d'en ajourner indéfiniment la discussion.

A la séance du 4 juillet 1910, M. Reinach a, de nouveau, déposé une proposition de loi ayant le même objet et qui n'a pas eu plus de résultat.

Nous arrivons maintenant à l'examen par la Chambre du projet de loi voté par le Sénat. Il fut l'objet d'un rapport déposé à la séance de la Chambre du 15 juin 1911 par M. Siegfried au nom de la Commission de l'hygiène publique.

En attendant la promulgation de cette loi qui pouvait encore faire l'objet de longues discussions, le Gouvernement incorpora dans le budget de 1912, un article 38 qui avait pour effet de transformer en une obligation le droit qu'avaient les Maires, en vertu de la loi de 1880, de fixer pour les cabarets une zone d'interdiction autour de certains édifices publics. Cet article ne fut pas voté.

Le projet de limitation voté par le Sénat vint donc en discussion à la Chambre à la séance du 5 février 1912. Il y fut, à une forte majorité, renvoyé à la Commission, sur un amendement de M. Georges Berry.

Après un rapport supplémentaire de M. Siegfried, ce projet très peu modifié revint en discussion à la Chambre le 20 novembre 1913, puis le 21 janvier 1914. Et la ques-

tion était toujours en suspens lors de l'ouverture des hostilités en août 1914.

En décembre de la même année, l'Académie des sciences avait émis un vœu pressant en faveur de diverses mesures propres à enrayer le fléau de l'alcoolisme ; la première des mesures réclamées était la limitation du nombre des débits de boissons.

C'est pourquoi, le 7 janvier 1915, un décret du Président de la République décidait que nul ne pourrait ouvrir un nouveau débit de boissons pour y vendre à consommer sur place, autrement que comme accessoire de la nourriture, des spiritueux, des liqueurs ou des apéritifs autres qu'à base de vin et titrant moins de 23°, que le fait de vendre l'une des boissons susdésignées dans un établissement, ayant fait la déclaration prévue par l'art. 36 de la loi des finances du 15 juillet 1914 pour être exonéré de la licence, serait considéré comme ouverture d'un nouveau débit de spiritueux, que le transfert d'un débit déjà existant serait permis, s'il était effectué par le propriétaire du fonds ou ses ayants droit dans un rayon de 100 mètres, que tout débit non exploité depuis un an serait considéré comme inexistant et ne pourrait plus être rouvert, que des décrets ultérieurs détermineraient les cas exceptionnels d'autorisation d'ouverture d'un nouveau débit de spiritueux, qu'en tout cas, tout nouveau débit ainsi créé serait mis en adjudication moyennant une redevance annuelle envers l'Etat et qu'enfin le décret lui-même serait soumis à la ratification des

Chambres dans la première quinzaine de leur prochaine réunion. C'est ce qui fut fait ; un projet de loi fut en effet déposé le 14 janvier suivant ; son texte était absolument le même que celui du décret du 7 janvier que nous avons analysé ci-dessus.

M. Siegfried, député, chargé du rapport par la Commission de l'hygiène, après avoir exprimé le regret que les mesures proposées ne soient pas plus restrictives, a proposé de voter sans modifications le projet du Gouvernement. Après avoir repoussé une motion d'ajournement, la Chambre a prononcé la disjonction d'un amendement de M. Sébille tendant à incorporer dans le projet de limitation une refonte de la loi du 17 juillet 1880 sur la réglementation des débits. Renvoyée à la Commission de l'hygiène, la proposition Sibille fit l'objet d'un rapport annexe de M. Siegfried, qui proposa à la Chambre un projet en deux titres dont le premier vise la réglementation et le second la limitation. Le premier titre reproduit la plupart des dispositions de la loi de 1880, le second est la reproduction du projet de loi du Gouvernement en date du 14 janvier. Ce projet fut discuté longuement par la Chambre et voté le 4 mars après de nombreuses modifications et adjonctions.

Il fit au Sénat l'objet d'un long rapport de M. Guérin, qui, après en avoir constaté les lacunes et les imperfections, en demanda néanmoins l'adoption pure et simple. Le Sénat, cédant aux objurgations du rapporteur et de M. Malvy, vota le projet tel qu'il lui arrivait de la

Chambre, sauf l'article 6 qu'il supprima. Cet article 6 avait pour objet de reprendre en les refondant les articles 9 de la loi du 17 juillet 1880 et 46 de la loi du 30 juillet 1913 ; il était ainsi conçu : art. 6. — « Les Maires pour-
« ront, les Conseils Municipaux entendus, prendre des
« arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits
« acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de
« boissons de toute nature ne pourront être établis autour
« des édifices consacrés à un culte quelconque, des cime-
« tières, des hôpitaux et hospices, des casernes, des
« écoles primaires, lycées, collèges et autres établisse-
« ments d'enseignement. »

« Le Préfet, sur avis conforme du Conseil général,
« aura le même droit, dans l'étendue du département. »

« Toutefois, les débits actuellement existants dans une
« zone de protection, peuvent être transférés dans un
« rayon de 200 mètres par le propriétaire du fonds de
« commerce ou ses ayants droit, pourvu que ce trans-
« fert n'ait pas pour résultat de les rapprocher de l'éta-
« blissement protégé à moins de 75 mètres. »

C'est ce dernier paragraphe qui a créé le conflit. En effet, d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation les lois de 1880 et de 1913 avaient été interprétées en ce sens : qu'elles ne permettaient aucun transfert de débit dans la zone interdite. Le texte ci-dessus voté par la Chambre fut considéré par le Sénat comme un recul sur l'état de choses existant. Ce point de vue est exact, mais le motif de ce recul réside dans ce fait, que le débitant

était, d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, à l'entière discrétion du propriétaire de l'immeuble. C'est cet abus que la Chambre avait voulu corriger.

Le projet en question revint donc devant la Chambre. Pour aboutir plus vite, il fut décidé de ne pas rétablir l'article 6 ; mais, sur la proposition de M. Puech, la Chambre a inséré, entre le 3^e et le 4^e paragraphe de l'article 10, une disposition portant que : « N'est pas consi-
« dérée comme ouverture d'un nouveau débit la translation
« d'un débit déjà existant, si elle est effectuée par le pro-
« priétaire du fonds de commerce ou ses ayants droit
« dans un rayon de 150 mètres, à la condition que cette
« translation ne soit pas opérée dans une zone interdite
« par application des dispositions de l'art. 9 de la loi du
« 17 juillet 1880 et de l'art. 36 de la loi de finances du
« 15 juillet 1914 ».

Un autre amendement de M. Puech, concernant les réouvertures de débits fermés par suite de la guerre, a été également adopté.

Le projet de loi voté par la Chambre est alors retourné pour la seconde fois devant le Sénat, qui ne s'est pas montré intransigeant, de telle sorte que la loi définitivement votée a pu être promulguée le 9 novembre 1915 sous la forme suivante :

TITRE PREMIER

Dispositions applicables aux débits de boissons de toute nature à consommer sur place.

Article premier. — Toute personne qui veut ouvrir un café, cabaret, ou autre débit de boissons à consommer sur place est tenu de faire, quinze jours au moins à l'avance et par écrit, une déclaration indiquant :

1° Ses nom, prénoms, lieu de naissance, profession et domicile ;

2° La situation du débit ;

3° A quel titre elle doit gérer le débit, et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire, s'il y a lieu ;

4° S'il prend l'engagement de ne pas vendre des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

A Paris, la déclaration est faite à la Préfecture de police, et dans les autres communes, à la Mairie ; il en est donné immédiatement récépissé.

Le déclarant devra justifier qu'il est Français ou qu'il réside en France, ou dans les colonies, ou dans les pays de protectorat, depuis cinq ans au moins.

Dans les trois jours de la déclaration, le maire de la commune où elle aura été faite en transmettra copie intégrale au Procureur de la République de l'arrondissement.

Article 2. — Toute mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant, devra, dans les quinze jours qui suivent, être déclarée dans les mêmes conditions. La translation d'un lieu à un autre devra être déclarée huit jours au moins à

l'avance. La transmission de ces déclarations devra être faite au Procureur de la République de l'arrondissement, conformément aux dispositions édictées dans le précédent article.

Article 3. — Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitants de boissons.

Article 4. — Ne peuvent exploiter des débits de boissons à consommer sur place :

1° Les individus condamnés pour crime de droit commun ;

2° Ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé ou pour récidive de coups et blessures et d'ivresse publique.

L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous les individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après leur peine à l'égard des condamnés pour délits, si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. L'incapacité cessera en cas de réhabilitation.

Article 5. — Les mêmes condamnations lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit contre lui, et pendant le même délai, l'interdiction d'exploiter un débit, à partir du jour où les dites condamnations seront devenues définitives. Ce débitant ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme au service de celui auquel il aurait vendu ou loué, ou par qui il ferait gérer le dit établissement ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint même séparé.

Article 6. — L'infraction aux dispositions des articles 1 et 2 sera punie d'une amende de seize à cent francs.

Toute infraction aux dispositions des articles 3, 4 ou 5 sera punie d'une amende de seize à deux cents francs, et la fermeture du débit sera ordonnée par le jugement. En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double et le coupable pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de six jours à un mois.

Article 7. — Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établiraient des cafés ou débits de boissons, ne seraient pas tenus à la déclaration prescrite par l'article 1^{er}, mais ils devront obtenir l'autorisation de l'autorité municipale et ne pourront vendre ni spiritueux, ni liqueurs alcooliques ou apéritifs, autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

En cas d'infraction à la présente disposition, le débit sera immédiatement fermé et le contrevenant puni d'une amende de seize à cent francs.

Article 8. — L'article 463 du Code pénal sera applicable à tous les délits et contraventions prévus par les articles ci-dessus.

Article 9. — Est abrogée la loi du 17 juillet 1880, à l'exception des articles 1^{er} et 9.

TITRE II

Dispositions applicables aux débits de spiritueux, liqueurs alcooliques ou apéritifs à consommer sur place.

Article 10. — Nul ne pourra ouvrir un café, un cabaret ou un débit de boissons pour y vendre à consommer sur place, des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

L'interdiction n'est pas applicable aux hôtels, restaurants et auberges, lorsque les boissons n'y seront offertes qu'à l'occasion et comme accessoire à la nourriture.

Est considéré comme ouverture d'un nouveau débit de spiritueux le fait de vendre l'une quelconque des boissons visées au paragraphe 1^{er} du présent article, dans un établissement dont le tenancier aura fait la déclaration prévue par l'art. 36 de la loi de finances du 15 juillet 1914 en vue d'être exonéré du paiement du droit de licence.

N'est pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit, la translation d'un débit déjà existant, si elle est effectuée par le propriétaire du fonds de commerce ou ses ayants droit dans un rayon de 150 mètres, à condition que cette translation ne soit pas opérée dans une zone établie par application des dispositions de l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 ou de l'article 46 de la loi de finances du 30 juillet 1913.

Aucune personne, aucune société ne pourra, à l'avenir, sous réserve des droits acquis, posséder ni exploiter, directement ou indirectement ou par commandite, plus d'un débit de boissons titrant plus de 23 degrés d'alcool.

Article 11. — Tout débit qui a cessé d'exister depuis plus d'un an est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis.

Toutefois, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le délai d'un an est étendu, s'il y a lieu, jusqu'à la clôture des opérations.

Si le débit a été détruit par des événements de guerre, il pourra être réouvert ou transféré sur tout le territoire de la commune, sous la réserve des zones protégées, au plus tard dans les deux ans de la cessation des hostilités.

Si l'établissement a été fermé par suite de la mobilisation de son propriétaire, il pourra être réouvert au plus tard dans le délai de six mois après sa libération.

Article 12. — L'ouverture d'un débit de spiritueux, en dehors des conditions ci-dessus indiquées, sera punie d'une amende de cent à deux mille francs sans préjudice des pénalités fiscales actuellement en vigueur. La fermeture du débit sera prononcée par le jugement.

Article 13. — Il est interdit aux marchands ambulants de vendre en détail, soit pour consommer sur place, soit pour emporter, des boissons désignées à l'article 10.

Toute infraction à la disposition précédente sera punie d'une amende de cent à deux mille francs, sans préjudice des pénalités fiscales actuellement en vigueur.

Article 14. — Les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux du commerce des boissons, ainsi que les associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits contraires aux prescriptions de la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

Il convient de faire à propos de ce texte quelques observations :

L'article 10 de la loi est plus précis que l'art. 1^{er} du décret du 7 janvier 1915 ; ce dernier admettait que l'interdiction d'ouverture d'un nouveau débit de spiritueux ne s'appliquait pas aux établissements où ceux-ci n'étaient vendus que comme accessoire de nourriture. L'article 10 de la nouvelle loi spécifie que seuls pourront user de cette faculté les hôtels, restaurants et auberges.

— Le législateur a ainsi voulu empêcher les abus, qui auraient pu résulter des termes vagues du texte d'abord proposé, consistant, pour tourner la loi, à placer devant le buveur du pain et du fromage, par exemple, auxquels il n'aurait pas touché.

La même observation d'imprécision de la loi est à faire en ce qui concerne la question des transferts. Néanmoins, le texte voté peut encore donner lieu à controverse. Le transfert, y est-il dit, peut être effectué dans un rayon de 150 mètres, à condition que cette translation ne soit pas opérée dans une zone d'interdiction.

En résulte-t-il que tout déplacement dans l'intérieur d'une zone d'un débit, qui s'y trouve déjà, soit interdit ? C'est vraisemblable, le législateur ne se serait pas borné à défendre l'entrée d'un débit dans la zone en question.

En tout cas, un débit se trouvant dans cette zone peut en sortir à condition que la distance n'excède pas 150 mètres.

La loi, par l'art. 11, a prévu la réouverture d'un débit détruit par un événement de guerre, dans un délai de 2 ans après la fin des hostilités. Elle a statué de même pour un débit fermé par suite de la mobilisation de son propriétaire dans un délai de 6 mois après sa libération ; mais elle est muette en ce qui concerne la réouverture d'un débit fermé par suite de la mobilisation du personnel, cas de fermeture assez fréquent pour les grands établissements.

Enfin, la nouvelle loi ne prévoit pas d'autorisations

d'ouverture de nouveaux débits dans des cas exceptionnels à déterminer ultérieurement, comme le faisait le décret du 7 janvier. Cette omission pourra faire naître des difficultés lorsque viendront à se créer des agglomérations nouvelles.

SECTION III

Renforcement de la loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme.

Le 11 juillet 1914, le Gouvernement avait déposé un projet de loi tendant à assimiler les alcooliques malades hospitalisés aux mineurs de seize ans. A cette occasion, la commission d'administration générale a élaboré un projet ayant pour objet de compléter la loi de 1873. Le dit projet a été voté par la Chambre avec quelques modifications qui seront signalées au cours de son examen. Il contient les dispositions suivantes :

L'article 1^{er} punit d'une amende de 1 à 5 francs qui-conque sera trouvé en état d'ivresse dans les lieux publics, et implique une peine de trois jours d'emprisonnement au plus en cas de première récidive.

L'article 2 est ainsi conçu : « En cas de nouvelle récidive, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal

« de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs. Cette nouvelle récidive a lieu, même lorsque le nouveau fait s'est produit en dehors du canton où sont intervenues les condamnations antérieures ».

« Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse depuis moins d'un an, s'est de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double. »

L'article 3 dispose que toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste sera privée, pendant deux ans à partir du jour de la condamnation : 1° des fonctions de juré ou autres fonctions publiques ; 2° du droit de port d'armes. D'après le projet de la commission, cet article comporte également la privation des droits de vote et d'éligibilité, ces dispositions ont été écartées par la Chambre sur la proposition de M. Barthe.

Suivant l'article 4, seront punis d'amende les cafetiers qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres ou qui auront servi des spiritueux et des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de 18 ans, d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à un mois ceux qui, dans les douze mois ayant suivi la deuxième condamnation, auront commis une des infractions prévues à la loi.

Le projet comporte en outre l'interdiction de vendre à crédit des liqueurs alcooliques au verre ou à la bouteille, l'interdiction d'employer dans les débits de boissons des femmes de moins de 21 ans, à l'exception de celles appartenant à la famille du débitant, des pénalités corporelles et pécuniaires, avec privation des droits politiques, pour tous cafetiers, cabaretiers ou autres débitants de boissons qui, en employant ou en recevant habituellement dans leurs établissements, pour s'y livrer à la prostitution, des filles ou des femmes de débauche, ou des individus de mœurs spéciales, auront excité ou favorisé la débauche, les mêmes pénalités et la fermeture de l'établissement à l'égard des tenanciers de cafés-concerts qui auront provoqué leurs artistes à se livrer à la prostitution ou l'aient favorisée, l'interdiction pour cinq ans d'exploiter un débit pour ceux qui auront subi des condamnations à l'emprisonnement pendant un mois au moins par application de la nouvelle loi, enfin la faculté pour les tribunaux d'ordonner l'affichage des jugements de condamnation.

Tel est le projet de loi adopté par la Chambre dans sa séance du 16 septembre 1915. Il convient de noter qu'au cours de la discussion la Chambre a rejeté deux amendements dont l'un émanait de M. Marc Réville et l'autre de MM. Lafont et Durandy. Le premier portait que : « tout commerçant, à moins qu'il ne soit hôtelier
« ou restaurateur, qui entend à la fois vendre des bois-
« sons à consommer sur place et d'autres marchandises

« quelconques, doit, sous peine de fermeture définitive
« du débit en cas d'infraction, installer son débit de bois-
« sons dans un local distinct de celui où il exerce son
« autre commerce, sans communication quelconque
« entre ces deux locaux ». Le second tendait à inter-
dire, dans les agglomérations de plus de 4.000 habi-
tants, l'exploitation d'un débit de spiritueux dans les
locaux affectés à un autre commerce.

L'adoption pure et simple de l'un de ces deux projets
aurait amené la ruine d'un grand nombre de petits com-
merçants. Ce qu'il aurait fallu, c'est en respectant les si-
tuations requises, interdire ce cumul pour l'avenir.

On aurait ainsi réduit peu à peu, par voie d'extinction,
le nombre beaucoup trop grand de ces petits boutiquiers
qui vivent très péniblement et très chichement de l'exer-
cice de plusieurs commerces de détail, et ralentissent l'ac-
tivité économique de la nation. On aurait surtout évité
l'alcoolisme chez la femme qui constitue un vice si laid
et si grave.

Ce que deviendra le projet analysé plus haut, il serait
bien difficile de le dire. Aboutira-t-il ? On ne sait. En
tout cas, sa promulgation n'aura vraisemblablement
lieu qu'à une date éloignée, surtout si le Sénat met à
l'examiner autant d'empressement qu'en a mis la
Chambre, qui, au début, a plusieurs fois inscrit à l'ordre
du jour, puis renvoyé à une séance ultérieure, le pro-
jet en question.

SECTION IV

Réglementation de la vente de l'alcool pendant la durée de la guerre.

Cette réglementation a commencé dans la zone des armées où, sous l'impulsion du Grand Quartier Général, les Généraux commandants d'armées, usant des pouvoirs à eux conférés par la loi sur l'état de siège, ont pris des arrêtés pour réglementer dans leurs secteurs respectifs la vente et la circulation des spiritueux et de tous autres liquides alcoolisés.

Considérant que le stationnement prolongé a amené une recrudescence de la consommation de l'alcool dans les localités occupées par les troupes, et que le résultat pourrait en être pernicieux tant au point de vue de la discipline que de la santé des hommes, l'Autorité militaire a, en effet, dans la zone des armées, interdit la vente de l'alcool aux militaires et même sa circulation. Le vin, la bière et le cidre sont donc, dans ces régions, les seules boissons que puissent consommer en fait tant les civils que les militaires. Il a été entendu entre l'Autorité militaire et l'Administration des Contributions Indirectes que celle-ci ne délivrerait plus de titres de mouvement pour légitimer le transport des boissons alcooliques à destination de la zone d'interdiction,

sauf lorsque l'alcool expédié serait adressé à des pharmaciens ou à des hôpitaux situés dans la dite zone, qui en auraient besoin pour la préparation de médicaments.

Cette mesure générale d'interdiction a produit les plus heureux effets, ainsi qu'en témoignent les statistiques des Conseils de guerre et des tribunaux.

Examinons maintenant comment s'est développée la réglementation de la vente de l'alcool dans la zone de l'intérieur.

Des arrêtés de même nature que ceux dont il a été parlé ci-dessus y ont été pris de concert entre les Préfets et les généraux placés à la tête des régions. Deux préfets, celui de l'Eure et celui d'Eure-et-Loir, ont seuls prononcé l'interdiction totale de la vente au détail de l'alcool. La sanction prévue en cas de contravention était la fermeture de l'établissement. Dans le département de la Seine-Inférieure, le Préfet prononçait l'interdiction de la vente de l'alcool aux militaires et aux femmes de mobilisés. Dans celui d'Ile-et-Vilaine, l'interdiction était appliquée aux militaires, aux femmes et aux mineurs de moins de 20 ans.

Mais plusieurs tribunaux de simple police rendirent des jugements par lesquels ils se refusaient à prononcer une condamnation contre les débitants contrevenant à ces arrêtés préfectoraux. En présence de semblables contestations sur la légalité de ces arrêtés, le Ministre de l'Intérieur en suspendit l'application.

On ne pouvait cependant, ainsi que le constate le rapport Schmidt n° 1165, fait au nom de la Commission d'hygiène publique à propos d'un projet de loi du Gouvernement dont nous parlerons plus loin, laisser se développer l'alcoolisme, alors que « la défense nationale exigeait impérieusement un sérieux effort ». C'est, en effet, à ce moment même que la guerre devint industrielle, que la France dut se transformer en un vaste arsenal, multiplier le nombre de ses usines de guerre, construire de plus en plus de canons et de matériels divers, « fabriquer des obus toujours plus nombreux pour « satisfaire l'appétit croissant de notre artillerie, exécuter les commandes pressantes de l'intendance, décharger les bateaux remplis de charbon et de munitions « qui encombraient nos ports. Pour répondre à tous ces « besoins, on ne disposait que d'une main-d'œuvre restreinte : du moins celle-ci devait-elle produire au maximum de ces moyens..... Or, l'alcool trouble l'esprit « des travailleurs, abaisse le rendement de leur travail ». Cette dernière observation résulte de maints rapports ; il convient néanmoins de citer à ce sujet un fait significatif rapporté par M. Reinach dans sa conférence du 23 avril 1915 sur les lois anti-alcooliques et la guerre.

Le travail dans les grands ports était si médiocre, en raison des ravages quotidiens de l'alcool, que le Gouvernement s'est vu dans la nécessité d'avoir recours aux prisonniers allemands à Saint-Nazaire, à la Palisse, à Cette et notamment au Havre. Dans cette dernière

ville, « lorsque les dockers se sont rendu compte de
« l'humiliation que leur infligeait la nécessité, pour sub-
« venir aux besoins de l'armée et du pays, d'avoir recours
« au travail des prisonniers allemands, ils se sont dressés
« dans un sursaut de patriotique indignation contre
« l'autre ennemi, l'alcoolisme, et ont réclamé, eux-
« mêmes, du Gouvernement militaire des mesures ri-
« goureuses contre l'alcoolisme, des mesures sérieuses,
« pouvant aller, si cela était nécessaire, jusqu'à la
« suppression totale des boissons alcooliques ».

Le Gouvernement résolut donc de porter un remède à tous ces maux causés par l'alcoolisme.

Il aurait pu, à cette époque, généraliser un système d'arrêtés préfectoraux analogues à ceux déjà pris : car, par un arrêt en date du 13 juillet 1915, la Cour de Cassation avait déjà validé l'arrêté pris par le Préfet d'Eure-et-Loir, dont il a été question plus haut, et infirmé le jugement du tribunal de simple police de Châteauneuf qui avait refusé de l'appliquer. Cet arrêt reconnaît aux Préfets le droit d'interdire la vente au détail de l'alcool dans les débits de boissons. Mais il ne leur reconnaît pas le droit d'interdire d'une façon générale et absolue le commerce de l'alcool ; l'article 7 de la loi du 17 mars 1791 sur la liberté du commerce s'y oppose. Cet arrêt exige à la fois d'autre part, pour que les arrêtés préfectoraux soient légaux, qu'ils s'appliquent aux seuls débits de boissons et ne visent que la vente en détail. Enfin il ne mentionne pas la fermeture de l'établissement pour

contravention à l'arrêté alors que le Préfet l'avait prononcée, de telle sorte que la sanction la plus efficace n'est pas reconnue d'une façon indubitable par la Cour de Cassation.

C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement a préféré déposer, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi ainsi conçu :

Article premier. — Pendant la durée des hostilités, les Préfets pourront réglementer, limiter ou même interdire la vente et la consommation de l'alcool et de toutes boissons alcooliques autres que le vin, la bière, le cidre, le poiré et l'hydromel non additionnés d'alcool.

Ces arrêtés pourront s'appliquer soit à toutes les communes du département, soit à certaines communes seulement, soit même à certaines parties de communes. Ils ne seront exécutoires qu'après un délai de huit jours, à dater de leur publication.

Article 2. — Les infractions à ces arrêtés seront poursuivies conformément aux lois en vigueur.

L'autorité judiciaire pourra prononcer, comme peine accessoire, la fermeture temporaire de l'établissement.

En cas de récidive, la fermeture sera obligatoirement prononcée. Elle pourra être rendue définitive pour toute la durée des hostilités. Les jugements ordonnant la fermeture des établissements seront exécutoires par provision, nonobstant appel ou opposition.

Ce projet avait été examiné par la Commission d'hygiène au nom de laquelle M. Schmidt avait déposé un rapport, dont nous avons cité plus haut quelques passages, tendant à son adoption sous réserve des deux

modifications suivantes : au premier paragraphe, substitution du mot « devront » au mot « pourront » ; au deuxième paragraphe, suppression des mots « soit même à certaines parties de communes ».

Mais la Commission d'administration générale de la Chambre s'est montrée nettement défavorable à ce projet. Il lui a paru, en effet, que le pouvoir d'interdire la vente et la consommation de l'alcool relève du domaine de la loi et ne saurait être délégué aux Préfets, l'exercice de ce droit par des fonctionnaires locaux pouvant d'ailleurs aboutir à une diversité regrettable dans les mesures prises (Rapport Delorme).

A la suite de cet avis, la Commission d'hygiène a rédigé un nouveau texte tendant à l'interdiction générale, pour la durée des hostilités, de toute vente de spiritueux en dehors des salles de restaurant et autrement que comme accessoire des repas de midi et du soir (Rapport Schmidt).

Or, l'intention du Gouvernement n'était pas d'aller aussi loin dans la voie de la restriction, mais seulement de défendre contre la tentation de boire l'ouvrier employé à des travaux intéressant la défense nationale, tels que la fabrication des munitions ou équipements, le chargement ou le déchargement des marchandises pour le compte de la guerre. Pour atteindre ce but, des interdictions locales suffisaient.

Aussi, s'autorisant de l'arrêt de la Cour de Cassation du 13 juillet signalé plus haut, le Ministre de l'Intérieur

a, par circulaire en date du 21 août, invité les Préfets à se concerter avec l'Autorité militaire pour interdire, dans les communes où un intérêt national le commande, la vente au détail de l'alcool, dans la limite où la faculté leur en a été reconnue par l'arrêt en question.

De son côté, l'Autorité militaire s'était déjà préoccupée de garantir les soldats casernés ou cantonnés à l'intérieur, de même que ceux blessés ou malades en traitement dans les hôpitaux, contre la tentation du cabaret. Des heures ont été fixées pendant lesquelles les militaires n'ont pas le droit de se trouver dans un café. De plus, certaines boissons leur ont été interdites. C'est ainsi que le 16 juillet 1915, le général Galliéri, Gouverneur militaire de Paris, a pris un arrêté interdisant, dans tout le camp retranché de Paris, la vente des boissons alcooliques aux militaires. Les boissons interdites en ces termes sont les alcools, eaux-de-vie, liqueurs et vins aromatisés ainsi que les vins de liqueur et de quinquina titrant plus de 15°. Le motif de l'arrêt du général Galliéri est le suivant : on « ramassait » chaque soir des centaines de soldats — souvent c'étaient des convalescents — des blessés ivres-morts, qu'il fallait déférer aux conseils de guerre pour délit d'ivresse. Lors de la décision en question, il y avait plus d'un millier de ces malheureux qui étaient en prévention de Conseil de guerre. Une statistique, dressée par le Gouvernement militaire de Paris sur les opérations des Conseils de guerre de son ressort, avant et après les prohibitions

édictées contre l'alcool, en a fait connaître les heureux résultats. De cette statistique, il ressort en effet que les condamnations prononcées par cette juridiction ont diminué des deux tiers depuis que les boissons alcooliques ont été interdites.

Les arrêtés, pris par les Préfets en exécution de la circulaire précitée de M. Malvy du 21 août 1915, variaient suivant les régions : les uns, ceux des préfets de la Loire et de la Corrèze par exemple, interdisaient totalement la vente de l'alcool ; les autres n'interdisaient cette vente que pendant la matinée. De plus, ils avaient soulevé un tel mouvement de protestation que leur exécution avait dû être suspendue.

C'est pourquoi M. Malvy, Ministre de l'Intérieur, fit, le 17 octobre, approuver par le Conseil des Ministres, le principe d'un règlement général pour la vente de l'alcool sur tout le territoire. Cet arrêté devait stipuler d'une façon générale : 1° l'interdiction de la vente au détail des spiritueux jusqu'à midi pour les hommes à partir de 18 ans ; 2° l'interdiction absolue de la vente au détail des spiritueux aux femmes et aux mineurs jusqu'à 18 ans.

Cette interdiction totale visant même les femmes était excellente, car, depuis le commencement de la guerre, l'alcoolisme féminin s'est énormément développé. La guerre s'est manifestée dans certains ménages par une augmentation des ressources mises à la disposition de la femme : en temps de paix, le mari dépensait tout son

salaire au cabaret, la femme devait vivre sur le produit de son propre travail ; aujourd'hui le mari est mobilisé, mais la femme touche l'allocation prévue. Si elle a de bonnes habitudes et un caractère ferme, elle résiste à la tentation ; sinon, elle remplace son mari au cabaret. Cette façon de dilapider les secours de l'État s'était généralisée à tel point que, dans deux départements, ceux de Meurthe-et-Moselle et de Seine-et-Oise, les Préfets ont dû prendre des arrêtés pour faire retirer les allocations aux femmes des mobilisés se livrant à la boisson.

Cette méthode de combattre l'alcoolisme féminin est bien dure ; elle risque de plus de faire souffrir des innocents : si l'allocation est retirée à ces femmes, elles et leurs enfants sont condamnés à mourir de faim. Au lieu de punir, il vaut mieux prévenir, et c'est en quoi la décision de M. Malvy interdisant totalement la vente de l'alcool aux femmes était excellente.

Malheureusement, dès l'annonce de la délibération en Conseil des ministres de la réglementation de la vente de l'alcool, les cabaretiers se sont agités et ont nommé des délégués qu'ils ont envoyés au Ministère de l'Intérieur faire entendre leurs protestations.

Ils ont fait connaître qu'ils acceptaient de ne pas servir d'alcool pur jusqu'à 11 heures et non midi, qu'ils demandaient, par contre, l'autorisation de vendre des boissons chaudes et aromatisées dès le matin, qu'à leur avis, les femmes devaient être mises sur le même pied d'égalité que les hommes et autorisées à consommer

dans l'après midi les boissons spiritueuses permises, et qu'enfin ils demandaient de porter de 18° à 25° le titre des vins de liqueur autorisés.

M. Malvy accepta de négocier avec les délégués des débitants. Après une série de conférences, l'accord fut fait sur les dispositions suivantes (du moins d'après ce qui a été communiqué à l'époque aux journaux) :

Interdiction de la vente de l'alcool avant 11 heures le matin. — Interdiction totale de vendre des boissons spiritueuses aux mineurs âgés de moins de 18 ans. — Autorisation de vendre des vins de liqueur et d'imitation et des vins de liqueur aromatisés titrant 18° au plus, à tous les consommateurs, y compris les militaires, pendant toute la journée — Autorisation de vendre à partir de 11 heures seulement, toutes les boissons apéritives ne titrant pas plus de 23°, ainsi que tous les spiritueux à base de fruits et autres. — Autorisation de vendre des boissons spiritueuses aux femmes, mais seulement comme complément du repas. — Aucune restriction pour la vente aux femmes des vins de liqueur. — Autorisation, le matin avant 11 heures, d'aromatiser d'alcool, mais sans excès, les boissons chaudes et infusions, café, thé, lait et tisanes. Il avait, enfin, été entendu que les autorités civiles et militaires useraient de la plus large bienveillance à l'égard des commerçants qui assureraient loyalement l'application des dispositions résumées ci-dessus, mais que ceux qui tenteraient de s'y soustraire seraient traités avec une sévérité impitoyable.

A la suite de cet accord, le 8 novembre 1915, M. Malvy a adressé aux Préfets la circulaire suivante :

J'ai été amené à constater que la diversité des décisions prises par les préfets, à la suite de ma circulaire du 21 août dernier, au sujet de l'interdiction de la vente de certaines boissons alcooliques, était de nature, par l'inégalité de situation qu'elle créait entre les départements et au sein même des départements, à soulever de sérieuses difficultés.

Aussi, ai-je pensé qu'en attendant le jour où le Parlement se sera prononcé, il convenait de recourir à une réglementation administrative à la fois uniforme et précise, dont l'application serait étendue indistinctement à tous les départements. Entrant dans ces vues et prenant texte des avis émis par l'Académie de Médecine et par le Conseil supérieur d'hygiène publique, le Gouvernement s'est arrêté aux mesures suivantes :

Interdiction de la vente des boissons alcooliques, sous certaines exceptions, au détail et dans les débits de boissons, le matin avant 11 heures.

Même interdiction, mais sans limitation d'heure, pour les femmes et pour les mineurs au-dessous de 18 ans.

Le Ministre de la Guerre, de son côté, donnera les ordres nécessaires pour que les mesures prises par les autorités militaires sur différents points du territoire, soient généralisées et uniformisées.

En conséquence, je vous prie de prendre un arrêté ou de modifier l'arrêté que vous auriez pris, dans les termes du modèle que je vous envoie ci-joint.

Toutefois, je ne méconnaiss pas la perturbation que peut apporter cette nouvelle réglementation, brusquement introduite, dans certains milieux commerciaux dont les intérêts sont respectables, les difficultés d'exécution qu'elle va rencontrer, les exagérations mêmes auxquelles elles pourraient aboutir.

C'est dans l'application qu'il faudra chercher les atténuations nécessaires, et c'est par vos instructions aux agents de l'autorité que vous pourrez éviter les rigueurs inutiles.

Pour cela vous aurez à vous inspirer des considérations qui ont déterminé l'action gouvernementale et à ne pas perdre de vue le but même que l'on poursuit.

C'est, avant tout, une question d'intérêt national qui est en jeu.

Il s'agit de préserver les artisans de la défense nationale, ceux qui constituent les meilleures forces productrices de notre pays et qui, en absorbant de l'alcool, surtout à jeun, compromettent avec leur santé, leurs facultés de travail ; il s'agit de préserver les femmes qui, désertant leur foyer, et au détriment du bien-être de leur famille emploient à boire de l'alcool leur salaire ou les allocations de l'Etat ; il s'agit surtout d'atteindre ces établissements qui servent de repaires au véritable alcoolisme. C'est là qu'il faut chercher le mal et c'est là qu'il faut que les pouvoirs publics interviennent en y apportant toute la vigilance et toute la vigueur désirables.

Par ailleurs, vous pourrez user, au contraire, de tolérance. Vous admettrez notamment que la consommation de boissons alcooliques soit tolérée pour les femmes au cours de la journée aux heures où cette consommation pourra être considérée comme un accessoire de la nourriture. Les constatations de vos agents et aussi les indications qui seront fournies par l'autorité militaire auront vite fait de déterminer les établissements où cette tolérance ne sera plus de mise.

En résumé, le Gouvernement a jugé nécessaire que l'autorité ait entre les mains le moyen légal d'intervenir dans les circonstances et dans la mesure où l'intérêt de la nation le commande. Mais cette arme, dans notre pensée, doit servir également aux débitants consciencieux pour leur permettre de faire eux-mêmes à cet égard, et dans leur propre intérêt, comme dans l'intérêt du pays, la police de leurs débits.

Et c'est pourquoi je compte fermement que dans cette phase de la lutte entreprise contre l'alcoolisme et au moment où chacun doit avoir à cœur d'assurer à notre pays son maximum de force et de vitalité, les débitants seront nos meilleurs et nos plus utiles auxiliaires. J'en ai d'ailleurs reçu de leurs représentants autorisés la plus formelle et la plus encourageante assurance.

L'expérience démontrera bien vite si le régime de tolérance que je vous recommande aujourd'hui peut être continué ou si, contre mon attente, il sera nécessaire de recourir, sans plus de ménagements aucun, à la stricte et rigoureuse application de votre arrêté.

A cette circulaire est joint le modèle suivant d'arrêté, que les Préfets devront prendre :

Le Préfet du département de...

Vu les avis de l'Académie de médecine et du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

Vu l'article 99 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ;

Vu la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique ;

Vu la loi du 17 juillet 1880 abrogeant le décret du 29 décembre 1851 sur les cafés, cabarets et débits de boissons,

Arrête :

Article premier. — La vente au détail des spiritueux est interdite le matin jusqu'à 11 heures dans tous les cafés, cabarets, estaminets et débits de boissons du département.

Cette interdiction sera applicable pendant toute la durée d'ouverture de ces établissements en ce qui concerne les femmes et les mineurs au-dessous de dix-huit ans.

Ne sont pas compris dans l'interdiction :

1° Le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel ;

2° Pourvu qu'ils titrent pas plus de 18°, les vins de liqueur et d'imitation, ainsi que les vins aromatisés préparés sans addition, macération, ni distillation de substances contenant des essences ;

3° Pourvu qu'elles ne titrent pas plus de 23°, les liqueurs sucrées préparées avec des fruits frais.

Article 2. — Toute infraction sera poursuivie conformément aux lois en vigueur.

Article 3. — MM. les sous-préfets, maires, officiers de gendarmerie, commissaires de police et tous les autres officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cette réglementation ne donne pas satisfaction aux hygiénistes.

En effet, les mesures prises contre l'alcoolisme par le modèle d'arrêté ne le sont que jusqu'à 11 heures ; et pendant ce temps ainsi limité, la vente ne se bornera pas à celle du vin, de la bière ou du cidre, boisson hygiénique, mais s'étendra aussi aux vins de liqueur et d'imitation ainsi qu'à tous vins aromatisés sans essences, pourvu qu'ils ne titrent pas plus de 18° et à toutes liqueurs sucrées préparées avec des fruits frais titrant moins de 23°. D'après l'arrêté la vente de l'alcool aux femmes est interdite comme aux enfants pendant toute la durée d'ouverture des établissements ; mais la circulaire ministérielle recommande aux Préfets d'admettre que la consommation de boissons alcooliques soit tolérée pour les femmes au cours de la journée, aux heures

où cette consommation pourra être considérée comme accessoire de la nourriture.

La recommandation de tolérance ne s'applique, d'ailleurs, que « notamment » aux femmes. Elle est générale. Les termes de la circulaire sont formels à cet égard : « seront seuls soumis à l'application littérale des « arrêtés les établissements qui servent de repaires au « véritable alcoolisme. Partout ailleurs, on usera au « contraire de tolérance ».

Si les hygiénistes ne sont pas satisfaits de la nouvelle réglementation, les débitants, de leur côté, ne le sont pas non plus. Ils prétendent que l'accord intervenu entre leurs délégués et le ministre n'a pas été respecté ; ils se plaignent de ce que, ni l'arrêté, ni la circulaire ne permette d'aromatiser les boissons chaudes servies le matin et que, d'autre part, l'autorisation de servir des boissons alcooliques aux femmes comme complément des repas ne figure que dans la circulaire et non dans l'arrêté.

En ce qui concerne la réglementation de la vente de l'alcool aux militaires, la circulaire Malvy est conçue en termes fort vagues :

« Le Ministre de la Guerre, de son côté, donnera les « ordres nécessaires pour que les mesures prises par les « autorités militaires sur différents points du territoire « soient généralisées et uniformisées ».

Or, fin octobre, le Ministre de la Guerre a fait parvenir aux autorités civiles et militaires un arrêté réglementant

la vente de l'alcool aux militaires dans les débits de boissons, et dont voici les dispositions principales :

Est interdite dans les cafés, cabarets, estaminets et débits de boissons, la vente au détail des spiritueux aux militaires de tous grades, ainsi qu'aux hommes appartenant à l'une des classes mobilisées ou mobilisables et affectés, en exécution de l'article 6 de la loi du 17 août 1915, aux établissements, usines et exploitations travaillant pour la défense nationale.

Ne sont pas compris dans l'interdiction :

1° Le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel ;

2° Pourvu qu'ils ne titrent pas plus de 18°, les vins de liqueur et d'imitation, ainsi que les vins aromatisés, préparés sans addition, macération ni distillation de substances contenant des essences ;

3° Pourvu qu'elles ne titrent pas plus de 23°, les liqueurs sucrées préparées avec des fruits frais.

Faut-il voir dans cet arrêté la mesure de généralisation prévue par la circulaire Malvy ? On pourrait le croire en constatant que la liste des boissons permises aux militaires par cet arrêté sont les mêmes que celles qui peuvent être vendues aux civils dans la matinée. Mais le rapprochement des dates de publication de ces 2 arrêts (29 octobre pour celui du Ministre de la Guerre et 9 novembre pour celui du Ministre de l'Intérieur) tend à laisser supposer le contraire. Notons, en passant, que l'arrêté du Ministre de la Guerre est muet en ce qui concerne les heures de la journée pendant lesquelles les militaires sont admis dans les cafés.

Quoi qu'il en soit, si nous continuons à examiner la

circulaire au point de vue des militaires, nous y remarquons la phrase suivante :

« En résumé, le Gouvernement a jugé nécessaire que l'autorité (il avait été écrit militaire dans le premier « texte publié) ait entre les mains le moyen légal d'intervenir dans les circonstances et dans la mesure où l'intérêt de la nation le commande ».

En présence de ce texte, on se demande si les bornes imposées par les arrêtés préfectoraux fixeront le maximum des garanties permises, même dans les régions où des dispositions autrement rigoureuses ont paru nécessaires aux chefs responsables de la santé des soldats, si toutes les dispositions en vigueur se trouvent du coup abrogées. Et l'on pouvait craindre qu'il en fut ainsi, lorsqu'on lisait dans une note communiquée à la Presse par le Président de la fédération nationale des débitants de boissons, qui a, en personne, conclu l'accord entre la corporation qu'il représente et le Ministre de l'Intérieur, que « la liberté de pénétrer dans les établissements de détail toute la journée était rendue aux militaires ». On aurait abouti, en effet, si cette phrase avait résumé exactement la pensée du Ministre, à cette conclusion que le Ministre de la Guerre devrait maintenant donner des ordres pour que les soldats soient moins garantis que par le passé contre les dangers de l'alcoolisme.

Mais on peut espérer qu'il n'en est pas ainsi et que les autorités militaires conservent leur droit d'initiative et de décision ; car le Président de la Confédération du com-

merce en détail, dans une note postérieure à celle citée ci-dessus, se plaint du maintien de ces prérogatives et demande un règlement commun aux civils et aux militaires.

Quoi qu'il en soit, le régime institué par la circulaire Malvy, est, en résumé, un régime de tolérance et de transition.

La circulaire en question a provoqué bien des protestations, mais il en est une que l'on ne saurait s'abstenir de citer : c'est celle de M. Gilbert Ballet, rapporteur des vœux contre l'alcoolisme émis par l'Académie de Médecine.

Nous avons vu plus haut que M. Malvy, en tête de sa circulaire et de son modèle d'arrêté, a placé son système de réglementation sous l'égide de l'Académie de Médecine en rappelant ses vœux et ses avis.

C'est pour cette raison que M. Ballet, dès qu'il a eu connaissance de la circulaire Malvy, a, dans le *Temps* du 14 novembre, « protesté, en son nom personnel, « contre l'usage qui a été fait des vœux de l'Académie « de Médecine et qui ne correspond ni à la pensée de ceux « qui les ont proposés, ni à la pensée de ceux qui les ont « votés ».

On voit, par cette protestation, la désillusion qu'a causé chez les hygiénistes le nouveau système de réglementation.

Espérons qu'il ne constituera qu'une mesure transitoire destinée à faciliter l'élaboration d'un régime défi-

nitif qui, celui-là, triomphera complètement du fléau national qu'est l'alcoolisme.

★
* *

Toutes les mesures de réglementation prises pendant la durée de la guerre risquent de n'être pas seules à déterminer un ralentissement de la consommation de bouche des alcools.

La fabrication de la poudre sans fumée exige des quantités d'alcool de plus en plus grandes (Au début de la guerre, de 40 à 60.000 hectolitres par mois, en octobre 1915 100 à 120.000). Or, la production d'alcools d'industrie s'est trouvée fort diminuée par suite de l'envahissement par l'ennemi de nos départements du Nord. D'autre part, l'alcool de vin sera rare, la récolte étant très déficitaire. Il en résulte qu'il sera difficile d'alimenter la consommation de bouche. De plus, au commencement de septembre, l'Autorité militaire a, pour ses besoins, réquisitionné tous les alcools titrant 90° au moins, qui se trouvaient dans les distilleries et chez les marchands en gros. Les distilleries produisent également sous le régime de la réquisition. Et l'alcool réquisitionné n'est cédé aux liquoristes que sur présentation de bons et d'une façon très parcimonieuse.

Dans les circonstances actuelles, il convient d'importer le moins possible, le change nous étant défavorable

et le paiement des marchandises importées nécessitant une sortie d'or.

Ne plus boire d'alcool devient donc pour les buveurs, en même temps qu'une question d'hygiène, une question de patriotisme.

SECTION V

Réforme générale de la législation sur l'alcool.

Pour compléter les dispositions déjà prises contre l'alcoolisme que nous avons examinées jusqu'ici, le Gouvernement a, le 27 août 1915, déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi sur le régime de l'alcool. Les divers buts poursuivis par M. Ribot, Ministre des Finances, auteur du projet, sont clairement indiqués dans l'exposé des motifs : « En l'élaborant, nous n'avons pas été guidés seulement par des considérations d'intérêt fiscal. La question de l'alcoolisme est un des problèmes les plus inquiétants de notre époque... A moins d'aller jusqu'à l'interdiction complète de la vente et de la circulation des boissons spiritueuses, solution extrême qui entraînerait de graves conséquences économiques et financières, la loi fiscale apparaît comme le seul moyen d'action qui unisse la promptitude à l'efficacité... En présence des besoins croissants du

« budget, nous devons également nous préoccuper d'as-
« surer l'augmentation et avant tout la stabilité des res-
« sources de l'Etat sérieusement diminuées par la sup-
« pression de l'absinthe, et soumises à l'aléa de récoltes
« abondantes qui, dans l'état actuel de la législation, fa-
« vorisent la production de quantités importantes échap-
« pant complètement à l'impôt... Nous ne pouvions pas
« non plus perdre de vue l'importance des intérêts agri-
« coles qu'une réduction de la consommation est suscep-
« tible de compromettre ».

Après avoir exposé les trois buts qu'il poursuit, le Mi-
nistre pose la question suivante : « Peut-on les atteindre
« par l'établissement d'un monopole au profit de l'Etat ? »
à laquelle il répond en déclarant que le monopole de
l'alcool se heurte en France à des obstacles spéciaux qui
rendent son établissement extrêmement difficile : 1° la
qualité des produits, la forme sous laquelle ils parvien-
nent à la consommation ; 2° la diversité des matières
premières et la concurrence que leurs producteurs se
font entre eux. Il montre en effet que la qualité de cer-
taines de nos eaux-de-vie en a fait des articles d'expor-
tation, que l'Etat n'est pas outillé pour la lutte commer-
ciale et, de plus, qu'un Etat commerçant est regardé avec
méfiance par les autorités des pays étrangers. En mo-
nopolisant ces produits, on risquerait d'en supprimer
l'exportation et de tarir ainsi une source de la richesse
nationale. Cette difficulté est bien connue des partisans
du monopole qui excluent d'ailleurs de leurs projets les

eaux-de-vie de vin et de fruits. D'autre part, les liqueurs tiennent une grande place dans la consommation. Ne pouvant s'approprier les diverses marques des liquoristes, l'Etat en serait réduit à leur fournir seulement la matière première, l'alcool. Le monopole se trouve ainsi de plus en plus rétréci ; il rapportera donc moins.

Mais la plus grosse difficulté n'a pas encore été envisagée jusqu'ici, c'est celle d'attribuer son lot dans la production de l'alcool à chaque sorte de matières premières : vins, betteraves et grains. De plus l'alcool n'est, dans certains cas, qu'un produit accessoire de la fabrication d'un autre produit, « l'Administration du monopole « se trouvera, quoi qu'elle ait calculé à l'avance, quels « que soient ses besoins réels, en face de quantités de « matières premières dont elle est totalement impuissante à régler l'importance et que cependant les intérêts la sommeront d'écouler... Il n'est pas de gouvernement qui pourrait régler de tels conflits d'intérêts. « Chaque année, ceux-ci seraient portés dans des conditions nouvelles devant le Parlement et devant l'opinion, et non seulement rendraient l'exercice de l'industrie d'Etat matériellement impossible, mais même « troubleraient la vie politique du pays ».

On a cru trouver une solution à cette répartition des matières premières en divisant les alcools en deux catégories, l'alcool-boisson comprenant exclusivement les alcools dits naturels et l'alcool-matière première de l'industrie, comprenant les alcools extraits de betteraves,

des mélasses et des matières farineuses. Ce système est impossible, car la production des alcools naturels est trop faible pour suffire à la consommation de bouche, et celle des alcools d'industrie trop forte pour être absorbée par les emplois industriels.

On ne pourrait cependant pas « sacrifier, pour le seul « profit de l'importation étrangère, une culture (celle de « la betterave) qui enrichit toute une région non seule-
« ment par la production de l'alcool, mais plus encore
« par la production abondante en céréales qui résulte de
« l'assolement pratiqué ».

Les distilleries ne pourraient d'ailleurs utilement ni être expropriées, ni être exploitées pour le compte de l'Etat.

M. Ribot continue l'examen du monopole en montrant, chiffres en mains, que celui-ci ne pourrait guère donner des produits budgétaires supérieurs à ceux que peut donner l'impôt perçu sous la forme habituelle.

« Mais, pour que celui-ci acquière toute la producti-
« vité dont il est susceptible, il importe essentiellement
« que toute production d'alcool soit rigoureusement
« placée sous la main du fisc par une réglementation ap-
« propriée, fermant toutes les fissures par où peut
« s'échapper, aujourd'hui, avec trop de facilité une part
« importante de la matière imposable. »

C'est pour cette raison que le Gouvernement propose la suppression du privilège des bouilleurs de cru. Cette suppression s'explique non seulement au point de vue

de la fraude envisagée ci-dessus, mais aussi au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme. Ne pas imposer l'alcool, produit par le récoltant, tant que cet alcool ne sort pas de chez lui, c'est rendre la consommation de ce poison presque gratuite pour les membres de la famille du bouilleur de cru, c'est le mettre à la portée de la femme et des enfants, c'est, à la campagne, installer l'alcoolisme au foyer même de chaque famille. De plus, laisser entre les mains de simples particuliers des quantités d'alcool plus ou moins importantes, sans les soumettre à l'impôt si leur mise en circulation n'est pas déclarée, n'est-ce pas les inciter à écouler en fraude les quantités qui ne pourront être consommées en famille ? Le droit dont l'Etat se trouvera ainsi frustré sera partagé entre le producteur et le consommateur.

Supprimer l'immunité des alcools de cru, c'est donc supprimer un des facteurs les plus dangereux de l'alcoolisme.

Le projet de loi du Gouvernement est, à cet égard, un projet de suppression complète ; il ne laisse en effet aucune franchise pour la consommation familiale.

Pour faciliter la surveillance et éviter l'intrusion du fisc dans la maison du récoltant, le projet interdit la distillation à domicile ; cette opération doit avoir lieu à l'atelier public communal prévu par l'article 12 de la loi du 22 avril 1905. — Pourront seuls distiller chez eux, ceux qui soumettent à la prise en charge une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur, par campagne de

distillation ; il s'agit là de distillations importantes effectuées évidemment par des professionnels en vue du commerce des alcools obtenus. Un article spécial organise, en outre, le rachat facultatif des alambics par l'État à la demande des bouilleurs.

Les récoltants qui voudront acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 0/0 représentant à forfait la déduction pour ouillage, coulage, évaporation et autres déchets de magasin, qui sera accordée aux bouilleurs demandant l'ouverture d'un compte.

Pour compenser la perte du privilège, le projet concède aux bouilleurs, pendant 10 ans, une exemption d'impôt foncier fixée à concurrence d'une superficie de deux hectares et d'une valeur locative maximum de 500 francs.

Suivant, comme pour l'abolition du privilège, les vœux émis par le Conseil supérieur d'hygiène et l'Académie de médecine, le Gouvernement interdit, dans la composition des spiritueux de toute sorte, la thuyone, l'aldéhyde benzoïque, l'aldéhyde et les éthers salicyliques et enfin limite à 0 gr. 50 par litre la teneur en essences de toutes les liqueurs.

Le droit de consommation sur l'alcool est porté de 220 à 500 francs, mais tous les droits locaux (droits d'entrée et d'octroi) se trouvent supprimés. Le cinquième du produit formera un fonds qui sera réparti entre les communes suivant un barème basé, partie sur le chiffre

de la population, partie sur la consommation, de manière qu'aucune commune ne subisse de perte sensible sur ses revenus antérieurs, et que cependant aucune prime excessive ne soit donnée aux localités où la consommation de l'alcool est la plus développée. Une surtaxe de 100 francs par hectolitre d'alcool pur est établie en addition au droit général de consommation sur les liqueurs, les boissons apéritives autres qu'à base de vin, les vermouths et les vins aromatisés.

Le projet admet que la consommation de l'alcool tombera, à la suite de l'augmentation des droits, de 1.685.000 hectolitres (chiffre atteint en 1913) à 1 million d'hectolitres. Mais l'augmentation du taux de l'impôt sera néanmoins suffisante pour assurer au Trésor des ressources au moins égales à celles qu'il avait antérieurement.

Le projet contient diverses autres propositions, notamment la suppression de la déduction pour les alcools d'industrie détenus par les entrepositaires, qui, d'ailleurs, était un objet de fraudes et une source d'ennuis de la part du service des Contributions Indirectes. Il prévoit, en outre, que, lorsque les stocks en franchise seront épuisés, les formalités à la circulation pourront être réduites, et que les comptes chez les débitants pourront cesser d'être tenus : l'impôt sera en effet alors définitivement assis à la production. Il en résultera une réforme du Contentieux qui deviendra plus humain et moins arbitraire.

Nous avons vu plus haut que le Gouvernement escompte une réduction de la consommation de bouche de l'alcool. Il s'est alors préoccupé des conséquences que pouvait avoir cette réduction sur les intérêts agricoles. Il est, en effet, nécessaire, pour que les terrains affectés à la vigne et à la betterave puissent continuer à l'être, que la consommation industrielle de l'alcool soit accrue. Le développement des emplois actuels de l'alcool industriel (chauffage, éclairage, industries chimiques) ne serait pas suffisant pour absorber les 600.000 hectolitres disponibles. Il faut donc chercher un nouveau débouché à l'alcool industriel dans l'automobilisme, où il remplacera avantageusement, au point de vue national, l'essence ou le benzol qui sont des produits importés.

« Mais, de toute façon, pour que l'usage de l'alcool
« puisse se généraliser et se développer aussi bien dans
« l'automobilisme que dans l'industrie des produits chi-
« miques, la condition primordiale, c'est que l'on soit
« assuré de pouvoir constamment s'en approvisionner à
« un prix régulier. Or, à l'heure actuelle, cette fixité de
« prix n'existe pas. »

Il a paru au Gouvernement que le seul moyen d'aboutir à ce résultat résidait dans l'institution d'un monopole des alcools dénaturés analogue à celui existant déjà pour les allumettes.

Tel est dans son ensemble le projet gouvernemental de réforme générale de la législation sur l'alcool.

Le projet a été renvoyé à l'examen de la Commission

de législation fiscale, qui a d'abord repoussé une motion préjudicielle de M. Albert Faure, tendant à ajourner l'examen de la question jusqu'à la fin des hostilités.

Une première fois, par dix voix contre six et deux abstentions, ladite commission qui comprend 44 membres, a décidé d'opposer au projet du Gouvernement une proposition de loi de M. Edouard Barthe, qui attribue à l'Etat le monopole de la fabrication de l'alcool et de la prendre comme base de discussion. A la suite de ce vote, M. Ribot est venu, le 15 octobre 1915, défendre son projet devant la Commission. Mais celle-ci, par onze voix contre sept, a refusé de revenir sur son premier vote. Aussi M. Landry, député de la Corse, qui avait été nommé rapporteur par la Commission, a donné sa démission, en faisant connaître dans le journal le *Temps* les motifs de sa détermination. Il y a montré comment, malgré les arguments invoqués en faveur du projet Ribot, la Commission a voulu établir le monopole de la distillation et de la rectification, comment elle a voulu que le monopole adopté par elle fût un monopole intégral, comment elle a écarté la proposition qui lui avait été soumise, de laisser en dehors du monopole les distilleries agricoles, comment enfin elle a refusé qu'on renvoyât à une loi ultérieure le règlement de toutes les questions de détail relatives à l'organisation du monopole. Il a examiné ensuite comment il fallait interpréter ces décisions : « Serait-ce qu'il y a dans celle-ci une majorité de doctri-
« naires intransigeants ? Nullement. La majorité de la

« commission est comme ces produits impurs de la
« distillerie qui contiennent beaucoup d'impuretés. Je
« ne trahirai aucun secret en disant qu'elle se compose,
« pour une bonne partie, de membres qui redoutent la
« réalisation de la réforme projetée, soit parce qu'ils
« représentent des bouilleurs de cru, soit parce qu'ils
« veulent défendre le commerce des boissons, et qui
« cherchent tous les moyens de faire échec à cette
« réforme ».

A cette lettre, M. Tournan, député du Gers, nommé rapporteur, en remplacement de M. Landry, a répondu pour tâcher de justifier les décisions de la Commission en déclarant, comme l'avait déjà dit son auteur, que le projet Barthe mis en discussion combat l'alcoolisme plus efficacement que ne le fait le projet gouvernemental, et que ce ne sont pas les partisans du privilège des bouilleurs de cru qui ont voté pour le monopole.

Je n'examinerai pas ici le projet Barthe qui est fort complexe et qui, d'après son exposé des motifs, n'est qu'un monopole nominal qui, néanmoins, ainsi que l'a déclaré son auteur, peut être considéré comme une étape vers le monopole intégral.

Je me bornerai à noter que jusqu'ici, seul a été voté l'article 1^{er}, en vertu duquel « la fabrication et le repassage des eaux-de-vie, esprits et liquides alcooliques de toute nature sont attribués exclusivement à l'Etat ».

J'estime, en effet, que refuser de prendre comme base de discussion le projet du Ministre des Finances pour y

substituer un projet de monopole, combattu par le Gouvernement, ne peut avoir d'autre but que de retarder le vote de la réforme fiscale du régime de l'alcool.

« Il ne faudrait pas cependant », comme l'a écrit M. Landry, « se hâter de tirer des incidents de la Commission des inférences pessimistes touchant les dispositions de la Chambre. Dans une Commission, les présents votent seuls. Et ceux, à qui le souci d'intérêts particuliers fait désirer l'échec d'un projet, sont plus assidus que ceux qui, par attachement à des intérêts généraux, en souhaitent la réussite. Mais quand vient la discussion à la Chambre, tout le monde reste ; et, le vote étant public, chacun se voit obligé d'assumer ses responsabilités. »

D'ailleurs, la guerre a pour résultat d'enfler dans de très fortes proportions les budgets présents et ceux à venir pendant de longues années ; il sera donc nécessaire de créer de nouveaux impôts et d'augmenter ceux qui existent déjà. Comme toutes les fois où l'on a un pressant besoin d'argent, l'impôt sur l'alcool sera un de ceux qui subira, à juste titre, il est vrai, les plus forts accroissements. Le projet du Gouvernement viendra donc fatalement en discussion, à la fin de la guerre au plus tard, il sera voté avec des amendements sans doute, mais les grandes lignes en subsisteront : pour que l'augmentation du taux de l'impôt ait pour effet de le rendre plus productif, le privilège des bouilleurs de cru devra donc, obligatoirement, être supprimé.

Quant au monopole, il sera encore une fois ajourné, son établissement présentant trop d'aléa pour avoir lieu à une époque où les besoins seront pressants, où les discussions théoriques perdront de leur intérêt et où compteront seules les réalisations pratiques.

CHAPITRE IV

APERÇU DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Pour nous permettre de juger la valeur de la législation française concernant le cabaret, il n'est pas sans intérêt d'étudier sommairement les diverses législations étrangères, d'en examiner les idées directrices, les points saillants. C'est ce que nous allons faire dans le présent chapitre.

SECTION I

Allemagne.

En Allemagne, l'ouverture des débits de boissons est soumise à l'autorisation de l'autorité administrative. En vertu d'une loi du 23 juillet 1889, les gouvernements des divers Etats de l'empire ont le droit de décider que ces autorisations peuvent n'être accordées qu'autant qu'il sera justifié que les établissements à autoriser répondent

à un besoin réel. D'autre part, la loi impériale du 21 juin 1869, modifiée par celle du 1^{er} juillet 1883, concernant l'industrie, décide que la permission nécessaire pour débiter au détail des liqueurs ou de l'alcool peut être refusée si le local destiné à l'industrie ne satisfait pas aux exigences de la police sous le rapport de son aménagement ou de sa situation.

La quotité de la consommation de l'alcool par habitant a été pendant l'exercice 1889-90 de 4 l. 7, pendant celui de 1904-1905 de 3 l. 7 et pendant celui de 1908-1909 de 4 l. 2 (1).

(1) Comme terme de comparaison voici quelles ont été les variations de la consommation de l'alcool en France de 1850 à 1909 (il s'agit de la consommation imposée) :

1850 — 1 ^l ,46 par habitant	1896 — 4 ^l ,19 par habitant
1855 — 2 ^l ,00 »	1897 — 4 ^l ,28 »
1860 — 2 ^l ,27 »	1898 — 4 ^l ,70 »
1865 — 2 ^l ,34 »	1899 — 4 ^l ,59 »
1869 — 2 ^l ,63 »	1900 — 4 ^l ,66 »
1875 — 2 ^l ,82 »	1901 — 3 ^l ,52 »
1879 — 3 ^l ,22 »	1902 — 3 ^l ,26 »
1884 — 3 ^l ,98 »	1903 — 3 ^l ,54 »
1889 — 4 ^l ,00 »	1904 — 3 ^l ,89 »
1890 — 4 ^l ,35 »	1905 — 3 ^l ,57 »
1891 — 4 ^l ,37 »	1906 — 3 ^l ,56 »
1892 — 4 ^l ,56 »	1907 — 3 ^l ,31 »
1893 — 4 ^l ,32 »	1908 — 3 ^l ,44 »
1894 — 4 ^l ,04 »	1909 — 3 ^l ,46 »
1895 — 4 ^l ,07 »	

La diminution depuis 1901, est la conséquence du relèvement de l'impôt par la loi du 29 décembre 1900, du relèvement des taxes locales opéré par application de la loi du 29 décembre

SECTION II

Angleterre.

Toute personne qui veut exercer le commerce des boissons en détail, doit être munie d'une « justice » licence, accordée pour un certain délai par les juges de paix qui jouissent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. Certains immeubles sont réputés impropres à l'exercice du commerce de cabaretier : ceux dont la valeur locative est inférieure à une somme variable suivant la population des localités et suivant qu'il s'agit de débits de boissons hygiéniques ou de débits de spiritueux. Le commerce des boissons est interdit à certaines personnes : agents de police, condamnés pour crimes ou délits spéciaux. Les heures d'ouverture des débits sont variables suivant les localités. En règle générale, les débits sont fermés une partie du dimanche et en semaine de 11 heures du soir à 6 heures du matin ; des dérogations sont toutefois admises. Il est interdit de servir à boire aux mineurs de 14 ans et aux personnes en état d'ivresse.

1897, de l'établissement en 1907 de la surtaxe et aussi du dégrèvement des boissons hygiéniques qui, coïncidant avec l'affaiblissement du prix de vente des vins provoqué par l'abondance des dernières récoltes, a favorisé la substitution dans la consommation de ces produits aux spiritueux de toute sorte.

Une loi du 15 août 1904 a profondément modifié le système des « justices » licences. Elle a eu pour effet de diminuer le pouvoir discrétionnaire des juges de paix. Ceux-ci sont désormais tenus de renouveler les autorisations précédemment accordées, dès lors que le seul motif à invoquer à l'appui du refus serait l'existence d'un trop grand nombre de cabarets dans la localité ; sinon, une indemnité est due au débitant évincé. Cette indemnité est prélevée sur un fonds commun alimenté par les contributions obligatoires perçues sur les débiteurs en exercice, en plus de leur licence d'accise. C'est ce qui porte le nom de système de « compensation ».

La loi de 1904 a, de plus, décidé que le pouvoir de refuser le renouvellement des licences était transféré des juges de paix aux « quarters sessions » ou cours de comté, qui ne peuvent, d'ailleurs, prononcer ce refus que sur la demande des juges locaux. Enfin les licences, qui étaient concédées pour un an seulement, peuvent l'être pour une période maxima de sept années. Les autorisations de création de débits restent toujours du ressort des juges de paix, qui ont le droit d'exiger des bénéficiaires une prestation pécuniaire ou des engagements comme compensation du monopole concédé. Les demandes d'ouverture de nouveaux débits sont soumises à maintes formalités : demande, affichage pendant 3 semaines à la porte de l'église et du futur débit, publication par voie de la presse. De plus, toute personne peut s'opposer à la concession d'une *justice's licence*.

La loi du 15 août 1904 n'est pas, comme on pourrait le croire au premier abord, une loi rétrograde au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme. Avec le système de « compensation », les juges ne sont pas gênés par la crainte de ruiner les débitants pour lesquels ils proposent le retrait de la licence. L'indemnité qui leur est attribuée est d'ailleurs payée, à juste titre, par ceux qui profitent de la suppression réalisée.

Les mesures, qui viennent d'être énumérées, ont encore paru insuffisantes au Gouvernement anglais qui, en 1908, propose un nouveau *licensing bill*, établissant une réglementation très sévère : le nombre des cabarets devait être réduit d'un tiers, 32.000 débits devaient être supprimés contre indemnité dans un délai de 14 ans, à l'expiration duquel le principe de l'indemnité était lui-même supprimé. Les *justices of peace* devaient préparer un programme de restriction énergique ; il n'aurait plus été possible d'en appeler de leurs décisions aux *quarters sessions*, quand ils auraient refusé de renouveler une licence. Ils auraient pu, en concédant le droit de vendre des boissons, réglementer l'emploi des *barmails*, interdire l'entrée des enfants, ordonner la fermeture du cabaret le jour des élections. Les débits n'auraient été ouverts que trois heures le dimanche. Les électeurs du district auraient eu le droit de refuser, s'ils avaient réuni la majorité dans un scrutin spécial, l'ouverture de nouveaux cabarets pendant un délai de trois ans.

Ce projet de loi, adopté à une forte majorité par la

Chambre des communes, fut repoussé par celle des Lords.

N'ayant pas réussi à restreindre le nombre des débits de boissons par une loi administrative, le Gouvernement résolut d'employer une autre arme, dans sa lutte contre l'alcoolisme : et non ; la loi fiscale.

Lors du vote du budget de 1909-1910, les droits sur l'alcool ont été portés de 11 shillings par gallon d'esprit-preuve (5 fr. 29 par litre d'alcool pur) à 14 shillings 9^d ; soit 7 fr. 15 par litre d'alcool pur. L'impôt spécial de la licence a été plus que doublé.

Pour être cabaretier, il ne suffit pas, en effet, d'avoir une *justice's licence*, il faut également acquitter une licence d'accise. Celle-ci est divisée en de nombreuses catégories basées sur la nature des boissons vendues et selon que la vente a lieu sur place ou à emporter.

Le taux moyen de la licence de cabaretier était avant 1909 de 25 0/0 de la valeur locative de l'établissement, d'après l'évaluation de M. Lloyd Georges ; le nouveau droit consiste en une taxe uniforme de 50 0/0 de la valeur locative, avec un minimum de perception, qui varie, suivant la population des localités, entre 125 francs et 875 francs.

Les caractéristiques du système fiscal anglais, dans ses rapports avec l'alcoolisme, sont les suivantes : Impôt sur l'alcool le plus élevé qui existe actuellement ; 715 francs par hectolitre, contre 266 francs (moyenne) en France et 260 francs (moyenne) aux Etats-Unis. Impôt des licences à taux plus fort qu'en France (moyenne

294 francs contre 60 francs , mais beaucoup moins lourd qu'aux Etats-Unis (moyenne 1.266 francs).

Le nombre des débits de boissons tend à diminuer, et non ; alors que l'accroissement de la population a été de 4 millions 1/2 d'habitants depuis 1895. Quant à la consommation d'alcool par tête d'habitant, elle était en 1840 de 2 l. 20, en 1872 de 2 l. 95 et en 1907 de 2 l. 38.

La politique de restriction à l'égard des cabarets n'est pas, en Angleterre, la seule cause de la diminution du nombre des débits et de la consommation de l'alcool ; il faut y joindre la propagande anti-alcoolique auprès des adultes, les enseignements de l'école, les progrès de l'éducation économique de la classe ouvrière et les efforts des chefs d'entreprise.

SECTION III

Autriche-Hongrie.

Aux termes de la loi du 23 juin 1881, le droit de débiter des liquides spiritueux distillés est subordonné à l'obtention d'une licence. Les débits sont soumis à un impôt spécial qui varie, par débit et par semestre, de 5 à 50 florins suivant la population de la localité.

La loi autrichienne de 1877 punit d'emprisonnement jusqu'à un mois ou d'une amende jusqu'à 50 florins.

les débitants ayant servi des boissons alcooliques à des clients déjà ivres ou à des mineurs non accompagnés.

La récidive dans un délai de deux ans est punie de l'emprisonnement dont la durée est prolongée d'un tiers. La fermeture du débit peut être prononcée en cas de condamnations réitérées.

L'article 85 du Code pénal hongrois de 1878 punit d'une amende de 50 florins les débitants ayant servi des spiritueux à un homme ivre et d'une amende de 100 florins si la vente a eu lieu à un mineur de 14 ans. En cas de récidive dans les deux ans, la profession de débitant peut être interdite au délinquant et son établissement être fermé pour une période de temps comprise entre 5 mois et un an.

SECTION IV

Belgique.

La Belgique tenait au point de vue du nombre des cabarets le premier rang dans le monde entier; le nombre des débits qui y était de 48.139 en 1838, était passé à 100.763 en 1870 et à 185.036 en 1889, soit un débit pour 30 habitants, en y comprenant les femmes et les enfants. Dans le but d'enrayer cette progression véritablement effrayante, une loi du 19 août 1889, a institué, par addition aux impôts déjà existants, un droit de

licence annuel payable par tout débit en détail de boissons alcooliques établi postérieurement au 17 juillet 1889. Le produit de ce droit, dont le taux variait de 60 à 200 francs suivant la population, fut attribué aux communes.

Le résultat de cette loi fut, d'abord une légère diminution du nombre des cabarets, 176.000 en 1892 au lieu de 185.000 en 1889. Mais cette diminution ne se maintint pas et le nombre des débits reprit sa marche ascensionnelle pour atteindre le chiffre de 200.000 en 1900. Il est vrai que la loi de 1889 a eu pour effet de transformer un certain nombre de débits ordinaires en débits ne vendant que des boissons fermentées. De 163.000 en 1891, le nombre des débits de boissons alcooliques est descendu à 129.000 en 1900, tandis que celui des débits vendant exclusivement des boissons hygiéniques s'est élevé dans le même intervalle de 14.000 à près de 70.000. Ce résultat serait excellent s'il était réel ; malheureusement, le Gouvernement belge reconnaît, lui-même, dans une circulaire de son Ministre des Finances en date du 30 mars 1895, que, dans un grand nombre d'établissements déclarés comme ne vendant que des boissons fermentées, on débite clandestinement des boissons spiritueuses.

En vue de mettre un terme à cette situation, le Gouvernement a, le 15 mars 1901, déposé un projet de loi tendant à renforcer la loi de 1889. Pour avoir l'exemption de la licence, il faut, aux termes de ce projet, s'engager

dans une forme solennelle non seulement à « ne vendre, livrer à quelque titre que ce soit, ou laisser boire, dans les locaux du débit ou ses dépendances, aucune boisson spiritueuse », mais encore « à ne détenir dans les mêmes locaux, dans l'habitation, si elle est attenante au débit et dans les dépendances de cette habitation, aucune quantité de boissons spiritueuses, même pour la consommation domestique ». De plus, celui qui veut bénéficier de l'exemption du droit de licence est tenu de se soumettre à des visites spéciales, qui porteront non pas seulement sur les parties de son établissement où les clients ont accès, mais sur l'habitation tout entière. Enfin toute contravention aux engagements pris est punie d'une amende égale au triple du droit de licence exigible (indépendamment du paiement de ce droit) et de la saisie du matériel et du mobilier servant au débit, ainsi que des boissons spiritueuses qui s'y trouvent. Dans certains cas, le débitant fraudeur n'aurait plus pu être autorisé à tenir de cabaret sans acquitter le droit de licence ; dans d'autres circonstances, le projet prononçait contre lui l'interdiction absolue d'exercer désormais sa profession. Ce projet, qui ne se bornait pas, d'ailleurs, à réorganiser le système des licences, mais cherchait encore, par l'établissement d'une taxe dite d'ouverture, à arrêter la progression du nombre des cabarets, n'aboutit pas.

Il fut repris dans ses grandes lignes par M. Libaert, Ministre des Finances, qui l'a présenté, sous une autre forme, le 29 février 1908.

D'après ce nouveau projet, sont assujettis au droit de licence tous les débitants en détail de boissons spiritueuses ou fermentées. Toutefois, les débitants de spiritueux qui n'étaient pas jusqu'alors soumis à ce droit par application de la loi de 1885, en restent exemptés.

D'un autre côté, les débitants de boissons fermentées peuvent être exonérés de la licence, mais seulement après l'avoir payée pendant 3 ans et avoir pris l'engagement de ne pas débiter de boissons spiritueuses, de n'en pouvoir posséder, dans leur appartement particulier, qu'un 1/2 litre au plus, en exécution d'une prescription médicale dont la date ne remonte pas à plus de 3 mois, de se soumettre aux visites du service, et enfin d'apposer au-dessus de l'entrée du débit, un écriteau portant ces mots : « La consommation des boissons spiritueuses est interdite ». Le projet de M. Libaert, comme celui de 1901, établissait une taxe d'ouverture incombant au propriétaire et proportionnelle à la population de la localité où est créé le débit. Il prévoyait des conditions spéciales de situation, de superficie, d'élévation, d'aérage, d'éclairage et de distribution. Mais il n'eut pas plus de succès que le projet de 1901.

Il convient de noter en passant la loi du 25 septembre 1906 qui a interdit en Belgique la fabrication, le transport et la vente de l'absinthe.

Quant au système de la loi de 1889, il fut renversé par la loi du 12 décembre 1912, qui abolit le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques et établit, en

revanche : 1° une taxe de 0 fr. 10 par litre à 50° sur les eaux-de-vie indigènes déclarées pour la consommation ; 2° une taxe de 5 0/0 du montant du droit d'entrée sur les eaux-de-vie étrangères et autres liquides alcooliques importés ; 3° une taxe d'ouverture sur tous les débits de boissons spiritueuses ou fermentées, en vue d'enrayer la multiplication des cabarets. Il convient de remarquer que ce n'est pas seulement l'ouverture d'un débit, mais aussi le changement de titulaire d'un débit existant, qui donne lieu au paiement de la taxe, sauf lorsque le nouveau titulaire est le conjoint, l'ascendant ou le descendant de l'exploitant précédent. Cette taxe d'ouverture varie de 300 à 4.000 francs, suivant la population des localités. La loi du 12 décembre 1912 a eu également pour but de moraliser l'exercice de la profession de cabaretier. Ne peuvent en effet exploiter un débit : 1° ceux qui n'ont pas payé la totalité de leurs impôts ; 2° ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle ; 3° ceux qui ont été condamnés pour certains délits ; 4° ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine. Des conditions spéciales d'installation sont fixées dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques.

Enfin une loi du 5 septembre 1913 a augmenté les droits sur l'alcool qui sont ainsi fixés : Droits d'entrée, — sur l'eau-de-vie titrant moins de 50° ou 50° au plus : 225 francs. — 4 fr. 40 pour chaque degré en plus. Ces droits visent les eaux-de-vie en cercles ; celles en bou-

teilles paient uniformément, sans distinction de degré : 450 francs ; il en est de même pour les liqueurs. En ce qui concerne les autres liquides alcooliques, ceux titrant moins de 20 0/0 paient 90 francs ; ceux de 20° à 50° : 225 francs, et ceux au-dessus de 50° : 450 francs.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie est de 200 francs par hectolitre à 50°.

D'après les statistiques, la quotité de la consommation de l'alcool a été : en 1881 de 4 l. 70 ; en 1895 de 5 l. 31 ; et en 1902 de 4 l. 22. La diminution constatée à partir de 1897 correspond à un relèvement du droit d'accise édicté par la loi de 1896.

SECTION V

Etats-Unis.

La réglementation des débits de boissons est, aux Etats-Unis, l'objet de la législation de chacun des Etats, et non de la législation fédérale ; aussi rencontre-t-on une grande variété de systèmes.

C'est d'abord la prohibition complète de la vente des boissons spiritueuses qui, expérimentée dans une quinzaine d'Etats, a été graduellement abandonnée et ne subsiste plus que dans le Maine, le Kansas et le Dakota septentrional. Elle provoque l'augmentation de la con-

somation à domicile et la vente clandestine dans les pharmacies. Elle ne rencontre d'ailleurs que l'hostilité de l'opinion publique.

C'est ensuite la limitation légale du nombre des débits, qui n'est guère appliquée que dans l'Etat de Massachusetts où, de plus, les demandes doivent être publiées dans les journaux et où les autorisations ne peuvent pas être accordées si, dans les dix jours de la publication, un propriétaire voisin de l'emplacement désigné pour le débit à ouvrir, notifie à l'Administration qu'il s'oppose à la concession de la licence. La limitation légale existe également à New-York où l'ouverture d'un débit n'est possible que sur la justification de la fermeture d'un débit ancien.

C'est enfin le système de l'option locale, qui est aujourd'hui le plus répandu aux Etats-Unis. Cette option locale se présente sous de nombreuses formes ; elle s'exerce, d'habitude, par un vote populaire renouvelé tous les deux ou trois ans. Les votants ont le choix entre la liberté entière, la prohibition complète, la prohibition de la vente à consommer sur place seulement, l'interdiction limitée aux débits autres que les hôtels, restaurants, etc...

Dans un autre type d'option locale, la majorité des votants d'un quartier électoral peut s'opposer à ce qu'un permis de vente soit accordé à un individu déterminé ; cette opposition a force de loi pendant un certain nombre d'années. Dans les grandes villes, on requiert, en général,

pour l'ouverture d'un débit, le consentement des propriétaires ou des résidents du quartier où le débit serait installé.

Dans un certain nombre d'Etats, une autorisation est nécessaire pour ouvrir un débit. Le pouvoir d'octroyer les patentes est attribué, suivant les législations particulières, aux Maires, aux Conseils de ville, aux Conseils spéciaux des commissaires élus ou appointés, à la police, etc. Primitivement ce pouvoir était donné au pouvoir judiciaire ; il en est encore ainsi dans quelques Etats, notamment dans le Maryland, le Missouri, le Mississippi et l'Illinois.

Il existe aux Etats-Unis de nombreuses restrictions à la vente des alcools ; celles qui ont donné les meilleurs résultats, sont les suivantes :

1^o Défense de vendre aux mineurs, aux personnes ivres et aux ivrognes ; 2^o interdiction de vendre le dimanche, les jours de fête et d'élection ; 3^o absence des boissons enivrantes dans les lieux de plaisir et les maisons de jeu ; 4^o enlèvement des écrans ou rideaux empêchant les passants de voir l'intérieur du débit ; 5^o restriction des heures de vente aussi courtes que possible ; 6^o service fait exclusivement par des hommes.

En général, dans les divers Etats, le débitant est civilement responsable du préjudice causé par les ivrognes soit à autrui, soit à eux-mêmes. Depuis 1878, une propagande antialcoolique est faite dans les écoles.

Pour combattre l'alcoolisme, on ne s'est pas contenté

de la seule réglementation administrative dont il a été question jusqu'ici ; on a eu recours également à la législation fiscale. C'est en effet le système des hautes licences qui règne en maître aux Etats-Unis. Il y existe deux modes de licence : 1^o la taxation uniforme qui n'est plus en usage que dans quelques Etats à population peu dense, tels que le Michigan et le Nevada.

Si l'impôt est modique, les débits pullulent dans les grandes villes ; s'il est élevé, ils disparaissent dans les campagnes. Les licences municipales, que les municipalités sont autorisées à imposer en sus de la taxe de l'Etat, peuvent avoir pour effet de remédier dans les grandes villes au pullulement des débits quand la taxe d'Etat n'est pas très élevée. Le système des licences municipales fonctionne dans une quinzaine d'Etats américains, dont les principaux sont le Massachusetts, l'Illinois, le Texas, la Floride et la Virginie occidentale.

2^o La taxation graduée : seul ou combiné, le chiffre de la population constitue la base de l'échelle des licences dans une vingtaine d'Etats ; dans la Caroline du Nord, la licence est calculée d'après le montant des achats de boissons ; en Californie et en Louisiane, sur le chiffre des ventes.

Les tarifs des licences aux Etats-Unis sont les plus élevés qui existent dans le monde entier ; leur moyenne est décuple de celle du tarif français ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte par ces quelques chiffres : le taux des licences varie en Pensylvanie de 625 à 5.625 francs,

au Mississipi de 3.125 à 6.125 francs, en Louisiane de 625 à 7.125 francs, dans l'Etat de New-York de 875 à 6.125 francs. La Floride, le Michigan, et l'Illinois taxent uniformément les licences à 2.625 francs, l'Iowa à 3.125 francs, l'Arkansas et le district de Colombie à 4.125 francs, le Massachusetts à 5.000 francs et l'Ohio à 5.125 francs.

Le système des hautes licences a été établi pour assurer l'ordre dans les débits et favoriser la tempérance. En fait, ce sont surtout les finances des Etats qui y ont gagné.

Le taux moyen de la consommation de l'alcool par habitant a été en 1872 de 3 l. 19, en 1895 de 2 l. 12 et en 1905 de 3 l. 29.

SECTION VI

Italie.

Aux termes de la loi du 20 mars 1865, modifiée par celle du 6 juillet 1871, c'est le Sous-Préfet qui délivre l'autorisation d'ouvrir les débits sur les renseignements qui lui sont fournis par le syndic de la commune, après avis de la junte municipale ; elle ne peut être refusée que pour des conditions de sécurité ou de moralité publiques ; un recours est ouvert contre ces décisions par la voie hiérarchique et jusqu'auprès du Ministre de l'In-

térieur. A noter un projet de loi déposé en 1913, qui avait pour but principal de transférer du Sous-Préfet à une commission provinciale le pouvoir d'autoriser l'ouverture des débits, d'en limiter le nombre à un pour 500 habitants et d'édicter leur fermeture après minuit.

D'après l'article 116 de la loi du 20 mars 1865, les tribunaux ont la faculté d'ordonner la fermeture temporaire ou définitive des débits dont les tenanciers ont été pour la deuxième fois dans l'année condamnés pour contraventions aux règlements de la profession de cabaretier.

Un décret du 21 septembre 1910 a porté le droit sur l'alcool à 270 francs l'hectolitre à 100°.

L'étude de la réglementation des débits de boissons en Italie n'a pas une grande importance, car c'est, après la Bulgarie, le pays où la consommation de l'alcool est la plus faible. Elle a été, par tête d'habitant, pour la période 1883-86 de 1 l. 025, pour celle 1887-89 de 0 l. 539 et en 1905 de 0 l. 76.

SECTION VII

Pays-Bas.

C'est la loi du 12 octobre 1904 qui régit, dans le royaume des Pays-Bas, la vente des boissons. Elle distingue, dans les localités de plus de 5.000 habitants, les

débites où la vente est faite à consommer sur place et ceux où elle a lieu à emporter. Ce dernier genre de vente ne peut être effectué qu'en récipients de plus de 2 décilitres, fermés par une capsule ou un bouchon cacheté.

Celui qui désire vendre en détail des boissons fortes doit en faire préalablement la demande aux bourgmestres et magistrats de la commune où il se propose d'exercer sa profession. Cette demande indique lequel des deux genres de vente ci-dessus désignés le requérant compte pratiquer ; elle doit de plus contenir une description des locaux affectés au débit. Le nombre des licences ne peut excéder 1 pour 500 habitants dans les localités de plus de 50.000 habitants, 1 pour 400 habitants dans les localités de 20.001 à 50.000 habitants, 1 pour 300 habitants dans les localités de 10.001 à 20.000 habitants, et 1 pour 250 habitants dans les autres localités.

Un règlement général détermine les conditions de superficie, d'éclairage et d'aérage auxquelles doivent satisfaire les locaux à usage de débits. Le Conseil communal peut ajouter d'autres conditions ; il peut aussi interdire sur certaines portions de la localité l'établissement de débits ou en limiter spécialement le nombre ; il peut en fixer les heures d'ouverture et de fermeture et même ordonner leur fermeture soit tout le jour, soit pendant quelques heures, lorsque les circonstances font craindre l'abus des liqueurs fortes. La loi prévoit le refus de la licence dans certains cas déterminés, lorsque le débit serait installé dans un local faisant partie d'une maison

appartenant à l'Etat, à la province ou à la commune, lorsque le requérant a été condamné à la prison, est de mauvaise vie et mœurs ou remplit certaines fonctions publiques. Une procédure est prévue pour la désignation du titulaire d'une licence, lorsqu'il s'en trouve une vacante.

Chaque débitant doit acquitter un droit de licence communal fixé par le Conseil communal, basé sur la valeur locative du local et dont le taux minimum est de 25 florins. Ce droit est diminué de moitié pour les établissements où on ne vend pas de boissons fortes entre le samedi soir 6 heures et le lundi matin 8 heures.

La licence peut être retirée, lorsqu'il s'est passé dans le débit des faits donnant lieu de craindre que le maintien de la licence ne constitue un danger pour l'ordre ou la sécurité publiques, ou lorsqu'il y a eu inobservation de certaines prescriptions réglementaires.

Il est défendu d'admettre dans les débits : 1^o les personnes âgées de moins de 16 ans lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une personne majeure ; 2^o les personnes en état d'ivresse. Il est défendu de payer des salaires dans les débits. Les jeux de hasard sont interdits. Dans certaines communes désignées par le Gouvernement, il n'est pas permis de faire dans les débits des représentations, de la musique ou d'autres attractions, sans autorisation du bourgmestre. Dans ces mêmes communes, il est défendu de faire faire le service par des femmes ou par des personnes âgées de moins de 16 ans.

Cette réglementation sérieuse a été décidée parce que la consommation de l'alcool est fort élevée en Hollande ; elle était par tête d'habitant en 1876 de 4 l. 15, en 1882 de 4 l. 71 et en 1905 de 3 l. 73.

SECTION VIII

Russie.

Aux termes de la loi du 14 mai 1885, les débits de spiritueux à consommer sur place étaient interdits. Les restaurants (ou traktirs) avaient seuls le droit de vendre de l'alcool en détail au verre ou à la bouteille débouchée. Quant à la vente à emporter, elle avait lieu dans des établissements spéciaux (magasins qui ne pouvaient livrer l'alcool qu'en vases clos. L'ouverture des traktirs et des magasins devait être autorisée par des commissions ayant le pouvoir d'en régler le nombre d'après le chiffre de la population, et d'ordonner la fermeture des établissements en cas d'abus ou de contraventions. Dès 1886, le nombre des débits à consommer sur place était tombé de 78.000 à 35.000, le nombre des débits de spiritueux à emporter n'était plus que de 140.000 au lieu de 172.000 en 1864.

Ces mesures ne suffirent pas pour arrêter les progrès de l'alcoolisme et, par une loi du 6 juin 1894, le Gouver-

nement établit le monopole de l'alcool dans quatre provinces. Il étendit ensuite peu à peu aux autres provinces de l'empire ce système qui, à l'heure actuelle, fonctionne dans toute la Russie européenne.

Voici comment est organisé en Russie le monopole de l'alcool : La production reste libre aux mains de l'industrie privée. Tout particulier peut fonder une distillerie, mais à la condition de se soumettre à une surveillance très sévère établie par la loi. Afin que la production de chaque province ne dépasse pas ses besoins, aucune ne doit produire annuellement une quantité d'alcool supérieure à sa plus forte production annuelle au cours des trois campagnes antérieures à l'établissement du monopole. La Régie locale dresse, pour chaque exercice, un état évaluatif de la vente des spiritueux, et détermine le chiffre de la consommation pour la région, ainsi que celui des achats à effectuer. Ces achats ont lieu partie à l'amiable, partie à l'adjudication. Les produits qui restent invendus dans les distilleries restent sous la surveillance rigoureuse de l'Administration jusqu'à leur écoulement. L'Etat n'a pas le monopole de la distillation, mais il a celui de la rectification. Après vérification de la pureté des alcools, la Régie les dilue dans les entrepôts pour les ramener à 40°, 42°, 57°, 80° et 92°.

L'Etat s'est réservé également le monopole de la vente. Les débits sont tenus par des agents de l'Etat, sauf les buffets de chemin de fer et les restaurants qui

peuvent vendre de l'alcool du monopole sous certaines conditions. Les débits établis par le fisc sont approvisionnés par les entrepôts d'Etat d'alcool en bouteilles cachetées au sceau de l'Etat et munies d'étiquettes indiquant leur capacité, leur prix et la force alcoolique de leur contenu. La capacité des récipients fiscaux est variée ; il en existe de 6 cent. 15, 12 cent. 3, 24 cent. 6, 61 cent. 5, etc. Le prix de vente est fixé par le Ministre des Finances ; les tenanciers des débits d'Etat reçoivent un traitement fixe sans aucune remise. Dans les débits fiscaux, il est interdit de consommer sur place et même de déboucher les fioles cachetées.

Les buffets du chemin de fer peuvent vendre au verre ou en bouteilles cachetées, au prix qu'ils veulent. Les restaurants ou traktirs peuvent également être autorisés à vendre de l'alcool ; mais ils doivent, sauf certaines exceptions, servir les boissons dans les récipients cachetés de la Régie, moyennant une rémunération globale que celle-ci leur alloue. Enfin, les débits dits de confiance ont le droit de vendre des liqueurs fines à une classe relativement riche, mais se voient retirer leur autorisation pour le moindre manquement aux règlements.

L'Administration, en vue de combattre l'alcoolisme, encourage la formation de sociétés de tempérance dites « curaturelles », qui comprennent des fonctionnaires et que président les maréchaux de la noblesse.

Le nombre des débits d'alcool existant dans l'ensemble des gouvernements et des provinces soumis au monopole

n'était plus en 1906 que de 23.560 pour une population de 132.240.000 habitants, soit en moyenne un débit pour 4.631 habitants.

Au point de vue financier, le monopole russe est excellent, attendu qu'il rapporte beaucoup au Trésor ; mais le résultat au point de vue hygiénique est presque nul. Les paysans continuent, en effet, à se saouler ; au lieu de le faire dans le débit, ils le font dans la rue ou chez eux.

Aussi, dès 1913, un mouvement contre le monopole de l'alcool s'est dessiné en Russie, mouvement anti-alcoolique partant des classes populaires qui firent voter, par une intervention des députés paysans à la Douma, une loi limitant la durée d'ouverture des débits d'alcool. D'autre part, le Gouvernement prenait, lui aussi, diverses mesures pour enrayer l'alcoolisme : il autorisait notamment les communes à supprimer les débits d'alcool sur leur territoire et il en fermait lui-même un grand nombre dans les régions où régnait alors une disette de grains.

Lorsque la guerre éclata, le Gouvernement, soutenu par l'opinion publique, ordonna l'interdiction de la vente de l'alcool dans tout l'empire pendant toute la durée de la guerre. Il résulte d'un télégramme du tsar au grand-duc Constantin que cette mesure sera définitive et que l'interdiction subsistera après la guerre. Les résultats constatés sont d'ailleurs encourageants. Le rendement du travail dans les usines s'est amélioré ; l'ouvrier ayant

plus d'argent à dépenser utilement, orne son intérieur ; enfin les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté dans de fortes proportions, bien que l'état de guerre ne soit pas une condition propice aux économies.

SECTION IX

Suède et Norvège.

C'est dans ces deux pays que la lutte contre l'alcoolisme a obtenu les meilleurs résultats. Le système de réglementation de la vente de l'alcool y est d'ailleurs sensiblement le même.

Suède.

Une loi de 1855 donnait le droit de limiter chaque année le nombre des licences de débitants et même de concéder le monopole de la vente en détail à des compagnies organisées en vue de cette exploitation. La loi du 29 mai 1885 ne permet la vente de l'alcool à consommer sur place que dans les établissements où l'on donne à manger. Elle charge les municipalités de fixer le nombre des débits et le quartier où ceux-ci peuvent être placés. Les autorisations de vendre de l'alcool sont données par adjudication, pour trois ans au plus, après enquête sur la moralité des pétitionnaires, à celui qui

s'engage à payer l'impôt sur la plus forte quantité d'eau-de-vie.

Mais, en 1865, la ville de Gottembourg a, la première, adopté le système du monopole ; et celui-ci a été, depuis cette époque, adopté par toutes les villes suédoises. Il consiste dans l'attribution à une compagnie des licences qui, jusqu'alors, avaient été concédées aux débitants de la localité. Ce sont les autorités municipales auxquelles ressortit la concession des licences, qui ont le droit de décider ce transfert, contre indemnité aux débitants dépossédés. Ces compagnies ont les mêmes pouvoirs que les municipalités elles-mêmes en ce qui concerne la limitation du nombre des débits, ainsi que la fixation des heures d'ouverture et de fermeture de ceux-ci. En règle générale, ces établissements doivent être fermés les dimanches et jours fériés ; il y est, de plus, interdit de verser à boire aux mineurs et aux personnes en état d'ivresse. Les exploitants des débits doivent ne retirer aucun bénéfice de la vente des spiritueux, mais seulement de la vente des aliments, de manière qu'ils ne poussent pas à la consommation. Ces sociétés sont tenues de répartir l'intégralité de leurs bénéfices nets, déduction faite d'un intérêt de 6 0/0 du capital engagé, entre les villes et l'Etat, en vue de subventionner les institutions d'intérêt public.

Le résultat de l'application de ce système a été une énorme diminution du nombre des cabarets : en 1877, il y avait 193 débits à Stockholm, il n'en subsiste que

87 (1 pour 1.695 habitants). Dans les campagnes, les municipalités ont autorisé l'installation d'un si petit nombre de débits, qu'il n'y en existe presque plus : dans les provinces de Vesterbotten et de Nowbotten, par exemple, 5 licences pour une population de 23.000 habitants.

Outre ce monopole privé de la vente de l'alcool, il faut signaler la suppression des distilleries agricoles, et, par suite, la concentration de la production de l'alcool, le contrôle sévère des distilleries industrielles, la propagande antialcoolique tant à l'école que dans la presse.

Ces diverses mesures ont amené en cinquante ans une réduction de 50 0/0 de la consommation de l'alcool. Celle-ci était par tête d'habitant en 1871-75 de 5 l. 90, en 1891 de 3 l. 20 et en 1905 de 3 l. 55.

La reprise de la consommation à partir de 1892 est due à une augmentation progressive des salaires.

Norvège.

Une loi de 1871 a établi le monopole de la vente des spiritueux en faveur des sociétés de tempérance appelées samlags.

La loi du 24 juillet 1894 est venue étendre et consolider ce monopole. Le commerce des alcools par quantités inférieures à 250 litres (antérieurement 40 litres) est exclusivement réservé aux samlags dont les statuts sont approuvés par le roi. Les autorités communales déter-

minent les endroits où la vente de l'alcool peut avoir lieu. Le choix des tenanciers des débits par les samlags doit être soumis à l'agrément des municipalités. La population de chaque localité a, d'ailleurs, le droit de décider, par un vote général où les femmes sont admises, si la vente de l'alcool sera ou non autorisée sur le territoire de celle-ci. Dans le second cas aucun samlag ne peut y exister.

Les actionnaires des samlags reçoivent un intérêt de 5 0/0 du capital engagé. Le reste des bénéfices est partagé entre la commune, la société de tempérance et l'Etat.

Le Samlag reçoit des autorités communales un certain nombre de licences qu'il peut transférer à des commerçants, exploitants d'hôtels, de restaurants, de buffets, de théâtres ou de cercles.

Dans les campagnes, il n'est permis d'ouvrir de nouveaux établissements de vente d'alcool au détail qu'en vertu des licences accordées par le Gouvernement, sur la proposition des autorités communales, et seulement aux propriétaires d'hôtels, de restaurants ou d'établissements de bains.

Le débit des spiritueux est interdit chaque jour avant 8 heures du matin, les veilles du dimanche et des jours de fête après une heure de l'après-midi et pendant toute la journée les dimanches et fêtes.

Quant aux débits de vin, de cidre, de bière, ils ne peuvent être ouverts que sur une autorisation accordée par l'autorité municipale, conjointement avec les syndics,

qui ont la faculté d'exiger le paiement d'une redevance spéciale et de limiter les jours et heures où la vente sera permise.

D'ailleurs une loi de 1884 a autorisé la création de samlags pour la vente des bières fortes et du vin.

La consommation par habitant a été en 1850 de 10 litres, en 1876 de 3 l. 35, en 1897 de 1 l. 10 et en 1907 de 1 l. 50.

SECTION X

Suisse.

Pour combattre l'alcoolisme, le monopole de l'alcool fut décidé par la loi du 23 décembre 1886.

Ce monopole est un monopole de distillation et de rectification, mais pas de vente. Le droit de fabrication des spiritueux au moyen de la distillation appartient exclusivement à la Confédération ; ce monopole ne s'étend toutefois pas à la distillation des raisins, du vin, du marc de raisin, de la lie de vin, des baies, des racines de genièvre ni d'autres matières analogues de provenance indigène.

En vertu de l'article 12 de la loi fédérale sur l'alcool du 29 juin 1909, la Confédération doit veiller à ce que l'alcool qu'elle livre à la consommation de bouche soit suffisamment rectifié.

Il existe, à cet effet, des établissements officiels de rectification. La régie de l'alcool est tenue d'acheter aux distillateurs suisses le quart de la consommation du pays et peut ensuite s'adresser à l'étranger pour le reste. Ce quart représente le maximum de la production nationale. L'achat a lieu par adjudication de 150 hectolitres au moins et 1.000 hectolitres au plus. Les bénéfices nets du monopole sont répartis entre les divers cantons, à charge par eux d'en consacrer un dixième à combattre l'alcoolisme.

La législation suisse a laissé au commerce de gros toute sa liberté ; mais le commerce en détail (c'est-à-dire au-dessous de 40 litres) a subi des restrictions. C'est ainsi que la loi du 29 juin 1900 interdit le débit des spiritueux dans les distilleries, ainsi que dans les magasins ou autre lieux de vente où ce commerce n'est pas en connexité naturelle avec celui des autres marchandises. Le commerce en détail de l'alcool ne peut, d'autre part, être exercé qu'avec l'autorisation des autorités cantonales et contre paiement d'un droit de vente fixé par ces mêmes autorités, et correspondant à l'importance et à la valeur du trafic.

Les autorités cantonales sont chargées de la surveillance des débits au point de vue de la fraude et de l'hygiène ; elles exercent cette surveillance comme elles l'entendent.

Le canton de Bâle-Ville a organisé, dans ce but, le monopole cantonal de la vente en détail.

De son côté, le Grand Conseil du canton de Vaud a, le 15 mai 1906, voté l'interdiction de la vente au détail de l'absinthe à partir du 1^{er} janvier 1907. — Le Grand Conseil genevois, suivant cet exemple, a adopté une loi analogue pour le canton de Genève en fixant sa mise en application au 1^{er} janvier 1908. — Enfin, à la suite du referendum du 5 juillet 1908, l'interdiction de la fabrication et de la vente de l'absinthe a été étendue à toute la Suisse.

D'après les évaluations du Conseil fédéral, la quotité de la consommation de l'alcool par habitant a été en 1890 de 3 l. 14, en 1893 de 3 l. 49, en 1899 de 2 l. 44, en 1902 de 2 l. 94 et en 1909 de 1 l. 86.

CONCLUSION

Pour lutter efficacement contre le cabaret, contre l'alcoolisme, il n'existe pas un moyen unique, suffisant à lui seul pour changer radicalement la face des choses. Ce n'est que par un faisceau de moyens divers que l'on peut arriver à faire diminuer progressivement la consommation de l'alcool.

Deux ordres de loi concourent à ce but : les lois fiscales et les lois administratives. Examinons-les successivement.

Les lois fiscales, en dégrevant les boissons hygiéniques et en surtaxant les boissons alcooliques, ont pour effet d'opérer comme un stimulant à la consommation des premières et comme un empêchement à celle des secondes.

En France, la moyenne de l'imposition de l'alcool ressort actuellement à 266 francs l'hectolitre. Dans plusieurs pays étrangers, ce taux est beaucoup plus élevé, notamment en Angleterre où il est de 715 francs et en

Belgique où il est de 400 francs. Le projet de loi, déposé par M. Ribot, sur le bureau de la Chambre, élève l'impôt sur l'alcool à 500 francs et même à 600 francs pour les liqueurs.

Cette mesure est excellente, d'autant plus qu'elle est complétée par la suppression du privilège des bouilleurs de cru. On est ainsi assuré que tout l'alcool consommé paiera l'impôt. Cette réforme aura pour effet de diminuer considérablement la consommation de l'alcool, principalement celle qui a lieu dans les campagnes, où les récoltants boivent beaucoup d'eau-de-vie parce qu'elle ne leur coûte presque rien. La diminution de cette consommation sera impossible à noter pour la statistique, car celle-ci ignore le chiffre de la consommation actuelle. D'un autre côté la mainmise sur l'alcool de cru empêchera celui-ci d'alimenter clandestinement la consommation du cabaret.

Dans certains pays, en Angleterre et aux Etats-Unis, la lutte contre le cabaret à l'aide des lois fiscales s'est servie d'un autre moyen : le système des hautes licences, qui a pour principal effet de diminuer le nombre des débits de boissons. — Les petits débits ne peuvent, en effet, supporter une augmentation considérable de leurs frais généraux et sombrent ; subsistent seuls les grands établissements, les « gins palaces ». La surveillance des débits est facilitée par cette réduction de leur nombre ; mais le chiffre de la consommation de l'alcool ne baisse pas sensiblement.

En France l'application d'un pareil système serait difficile à réaliser car il existe, dans notre pays, un grand nombre de petits débits. Leur suppression serait, certes, un grand bien au point de vue moral et hygiénique ; mais il serait pénible de jeter, du jour au lendemain, sur le pavé de nombreuses familles qui vivent actuellement de l'exploitation de débits dont le fonds constitue tout leur patrimoine.

La seule réforme qu'appelle notre système de licences est la suivante : l'interdiction de nouveaux débits de spiritueux, qui vient d'être votée, aura pour effet de faire diminuer progressivement le nombre de ces débits. La valeur du fonds des débits qui subsisteront, s'accroîtra en proportion de la valeur du monopole de fait ainsi créé. Il conviendrait de ne pas laisser les tenanciers de ces débits profiter seuls d'un bénéfice résultant d'une décision prise dans l'intérêt général, et d'accroître, en conséquence, d'année en année, le taux des licences des débitants de spiritueux.

∴

Les réglementations administratives que nous avons rencontrées en étudiant les législations étrangères sont très variées. On peut néanmoins les classer en quatre systèmes.

Le premier consiste dans la prohibition des débits d'alcool, que nous avons vu appliquer aux Etats-Unis

où il n'a pas réussi. Ce système, condamné par l'expérience, serait inapplicable en France.

Le deuxième consiste dans la limitation du nombre des débits de boissons. Il vient d'être inauguré en France. Appliqué beaucoup plus tôt, dès que l'alcoolisme a été signalé comme un péril national, vers 1895 par exemple, il nous eût évité les 32.000 débits de boissons qui se sont créés depuis cette époque.

Quoi qu'il en soit, réjouissons-nous du vote de cette réforme qui va d'abord empêcher le nombre des débits de s'accroître, puis le faire diminuer progressivement.

Est-ce à dire que la consommation de l'alcool va suivre un mouvement décroissant absolument proportionnel ? Certains auteurs prétendent qu'il n'y a aucune corrélation entre ces deux ordres de faits. C'est une exagération de leur part. La vue seule du cabaret suffit parfois à stimuler ou même à éveiller le désir de boire. Il existe donc indubitablement une relation entre le nombre des cabarets et la consommation de l'alcool, sans cependant que l'un soit fonction de l'autre. La nouvelle loi aura pour effet de réduire la consommation de l'alcool ou tout au moins de l'empêcher d'augmenter.

En résumé, la limitation légale du nombre des débits constitue un des moyens à employer pour combattre l'alcoolisme, mais elle est insuffisante pour faire disparaître à elle seule ce fléau.

Le troisième système consiste dans la transformation des débits individuels en débits tenus, soit par des agents

de l'Etat (monopole de vente), soit par des sociétés sans esprit de lucre (samlags). Il est, certes, le remède le plus efficace ; ses résultats ont été splendides en Suède et en Norvège. Malheureusement, on ne peut guère songer à l'appliquer en France, par suite du grand nombre de débits. Les indemnités d'expropriation absorberaient, pendant de longues années, le meilleur des ressources du budget. Cette réforme, dans tous les cas, ne pourrait être effectuée que progressivement ; sinon quel trouble amènerait, sur le marché de la main-d'œuvre, l'arrivée de 500.000 travailleurs, n'ayant de connaissances spéciales pour aucune profession !

Le quatrième système est celui employé dans presque tous les Etats à des degrés divers ; c'est la réglementation des débits. Celle-ci, pour produire des résultats, doit être sévère. Elle est d'ailleurs fort diverse. Voici, à notre avis, quelles seraient les dispositions les plus utiles à ajouter à celles existant déjà en France : Interdiction des amers, bitters et gentianes comme le propose la Commission d'hygiène de la Chambre. L'interdiction de l'absinthe n'est pas en effet suffisante. Certains autres apéritifs sont presque aussi dangereux pour la santé publique.

Interdiction de l'emploi des femmes comme serveuses et non reconnaissance des dettes contractées par achat de spiritueux à crédit, conformément au projet de loi, dont il a été question dans le cours de cette étude, qui a été déposé sur le bureau de la Chambre comme complément à la loi de 1873.

Interdiction des cafés-concerts avec chanteuses. Interdiction pour les cabaretiers de s'attacher la clientèle de femmes de mauvaise vie. Interdiction des écrans ou rideaux empêchant les passants de voir l'intérieur des débits. Interdiction d'exploiter d'autres commerces dans les locaux faisant partie du débit ou attenants à celui-ci.

Tel est l'ensemble des moyens législatifs qui peuvent être employés pour combattre l'alcoolisme.

Mais les lois sont à elles seules impuissantes à modifier les coutumes. Aussi ne suffit-il pas d'interdire l'abus des boissons alcooliques ; il faut, en même temps, en inspirer le dégoût au peuple, lui faire perdre les habitudes pernicieuses, les besoins artificiels qu'il s'est créés. Si l'on veut aboutir à la suppression de l'alcoolisme, il faut arriver d'abord à la renonciation volontaire du peuple aux habitudes de boire et à sa propre éducation à la tempérance.

Pour rendre l'homme tempérant, que faut-il ? Dès l'école, lui montrer les méfaits de l'alcool ; alors qu'il est enfant, frapper son esprit encore malléable et imaginaire, par la description des ravages causés dans l'organisme par l'usage habituel de l'alcool. Quand il est adolescent, l'enrôler dans une société de tempérance, le retenir dans un milieu sain, lui procurer des distractions, en un mot, l'empêcher d'aller au cabaret pour « tuer le temps ». A ce point de vue, les sociétés d'excursion au grand air (club alpin ou autres) sont excellentes. Lorsqu'il est adulte, qu'il a fondé un foyer, lui procurer un intérieur

gai, pimpant en construisant à son intention des habitations à bon marché; ainsi, il ne fuira pas son logis froid, humide, maussadé, pour aller au cabaret chercher la lumière, la chaleur et la gaieté.

En opérant de cette façon, on aura fait tout ce qui est humainement possible pour l'empêcher de fréquenter les débits de boissons.

Mais le but poursuivi paraît une chimère: il est des circonstances dans lesquelles tout homme, si sobre soit-il, est obligé d'aller au café, soit pour se réunir avec des camarades, soit pour conclure un marché.

Que reste-t-il alors à faire? Lui créer des débits, en nombre suffisant, bien organisés, plaisants, agréables et non austères, où il pourra consommer des boissons hygiéniques (vin, thé, café et toutes autres boissons chaudes), mais pas de boissons alcooliques. Ces débits spéciaux pourraient fort bien être créés, comme le préconise M. Gide, par les sociétés coopératives de consommation.

Celles-ci ont déjà des capitaux pouvant facilement être utilisés dans ce but, et possèdent, de plus, de nombreux clients, du même milieu social en général, en relation par conséquent, qui seraient heureux d'avoir un débit, pour ainsi dire, à eux, où ils pourraient se réunir. Ces débits de boissons non alcooliques créés par les sociétés coopératives de consommation devraient être soutenus par les syndicats ouvriers. C'est ainsi que fonctionnent les débits fondés par les sociétés coopératives belges: le

Vooruit de Gand et la Maison du Peuple de Bruxelles,
où on ne sert que de la bière.

Tel est le champ d'action qui s'ouvre pour ceux qui
veulent combattre l'alcoolisme, le cabaret.

La lutte est commencée, il s'agit de la mener à bonne
fin.

Vu : le Président,
BERTHÉLEMY.

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Reinach. — *Contre l'alcoolisme.*

Reinach. — *Les lois anti-alcooliques et la guerre.*

Hourcade. — *Manuel encyclopédique des Contributions Indirectes et des octrois.*

Trescaze. — *Dictionnaire Général des Contributions Indirectes.*

Metman. — *Etudes sur les législations européennes relatives aux débits de boissons.*

Thèses.

Bibikoff (M^{lle}). — *Monopole de l'alcool en Russie.*

Chesnot. — *Monopole de l'alcool en Suisse.*

Colas. — *Etudes sur le monopole de l'alcool en France et à l'étranger.*

Couillandeau. — *L'alcool, l'alcoolisme et le fisc.*

Dejean. — *La licence des débits de boissons en Angleterre.*

Lotte. — *Réglementation des débits de boissons.*

Loubère. — *Les droits de licence sur le commerce et la fabrication des boissons.*

Revue.

LA REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Gide. — *De la suppression ou de la réglementation des débits de boissons.*

LA REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

- Droz. — *Note sur le monopole de l'alcool en Suisse.*
Paasche. — *Le régime de l'alcool en Allemagne.*
Bernier. — *Notes sur le régime de l'alcool en Norvège.*
Mac Kenna. — *Le régime des alcools en Angleterre.*
Macalester-Loup. — *Le régime de l'alcool dans les Pays-Bas.*
Francisco. — *Le régime de l'alcool en Italie.*
Lorand. — *Le régime de l'alcool en Belgique.*
Horen. — *Le régime de l'alcool aux Etats-Unis.*

LA REVUE GÉNÉRALE D'ADMINISTRATION

- Guerlin de Guer. — *Les débits de boissons.*
-

TABLE DES MATIÈRES

Définition	1
Chapitre Premier. — Motifs de la législation spéciale con-	
cernant le cabaret	3
Section I. — Considérations d'ordre politique	3
Section II. — Considérations d'ordre moral et hygié-	
nique	6
A. — Le cabaret est un centre de réunion de	
malfaiteurs	6
B. — Le cabaret est un lieu de débauche	9
C. — Le cabaret constitue une excitation à la	
paresse	11
D. — Le cabaret est une des causes du déve-	
loppement de l'alcoolisme.	13
Section III. — Considérations d'ordre fiscal	30
Chapitre II. — Historique.	36
Section I. — Historique de la législation dont le prin-	
cipe est d'ordre politique.	36
Section II. — Historique de la législation issue de con-	
sidérations d'ordre moral et hygiénique	56
Section III. — Historique de la législation qui a pour	
origine des considérations d'ordre fiscal	82
Chapitre III. — Mouvement actuel.	136
Section I. — Interdiction de l'absinthe	138

Section II. — Limitation du nombre des débits. . .	150
Section III. — Renforcement de la loi du 23 janvier 1873	167
Section IV. — Réglementation de la vente de l'alcool pendant la durée de la guerre	171
Section V. — Réforme générale de la législation sur l'alcool	190
Chapitre IV. — Aperçu des législations étrangères . . .	202
Section I. — Allemagne	202
Section II. — Angleterre	204
Section III. — Autriche-Hongrie	208
Section IV. — Belgique	209
Section V. — Etats-Unis.	214
Section VI. — Italie	218
Section VII. — Pays-Bas	219
Section VIII. — Russie	222
Section IX. — Suède et Norvège	226
Section X. — Suisse	230
CONCLUSION	233
BIBLIOGRAPHIE	241

